

CINÉMA Les films pour enfants, une mine d'or D 1

SPORTS Éric Lucas garde sa couronne S3

ARTS Casse-Noisette des Grands Ballets Canadiens de Montréal de retour à Québec C1



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 1^{ER} DÉCEMBRE 2001

George Harrison meurt « en paix »

La génération Beatles à nouveau orpheline

■ LOS ANGELES (AP, AFP) — Les fans des Beatles sont à nouveau orphelins. Vingt et un ans après John Lennon, assassiné à New York, George Harrison, le « Beatle tranquille », vient de s'éteindre à l'âge de 58 ans à Los Angeles après avoir livré une longue lutte contre le cancer.

Avec la disparition du guitariste qui avait ajouté une touche de spiritualité orientale à la magie intemporelle des Fab Four et signé quelques-unes de leurs plus belles compositions, une nouvelle page de l'histoire de la pop se tourne et, désormais, Paul McCartney et Ringo Starr sont les seuls représentants encore en vie du groupe mythique.

Harrison s'est éteint jeudi au domicile d'un ami, entouré de sa femme Olivia et de leur fils de 24 ans, Dhani, a annoncé Gavin De Becker, un ami de longue date. « Il a quitté ce monde comme il y avait vécu, conscient de l'existence de Dieu, sans crainte de la mort, et en paix », selon un communiqué de sa famille. « Il disait souvent : "Tout peut attendre, sauf la quête de Dieu et aimez-vous les uns les autres" ».

L'ex-Beatle est mort au son des chants et des prières de fidèles de la secte hindouiste Hare Krishna, a-t-on appris hier auprès du mouvement.

« Il avait autour de lui, à la fin, des amis proches qu'il connaissait depuis les années 1960. Il y avait des chants et des prières et il était en paix », a dit Gauda Chandra, du Mouvement international pour la conscience de Krishna.

« C'était un homme adorable, très courageux, doté d'un merveilleux sens de l'humour », a souligné Paul McCartney qui le considérait comme son « petit frère ». Ringo Starr a salué son « sens de l'amour », « de la musique » et du « rire ». « Je l'aimais beaucoup et il me manquera énormément ».



Les fans new-yorkais des Beatles se sont spontanément réunis hier matin à Central Park, autour de la mosaïque sur laquelle est inscrit « Imagine », tout près de l'endroit où John Lennon a été assassiné.

Harrison aura lutté pendant quatre ans contre le cancer. « Je vais bien, s'il vous plaît, ne vous inquiétez pas », disait-il en juillet, pour rassurer ses fans; mais il était en train de perdre la bataille contre le cancer qu'il menait depuis 1997. À l'époque, il est opéré, apparemment avec succès, d'un cancer de la gorge. La rémission pourtant ne dure qu'un temps et il est à nouveau opéré pour une tumeur cancéreuse au poulmon. Le 9 juillet, nouveau traitement: on parle alors de cancer au cerveau.

Harrison aura lutté pendant 4 ans contre le cancer

- Voir PAIX en A 2 >
- Le silencieux se tait Page A3
 - À Central Park Page A3
 - Un précurseur Page C3
 - Une génération en deuil Page C4
 - Sa vie, ses chansons Page C5



Un souvenir des vacances que George Harrison et son épouse Olivia ont passées en Italie en mai dernier.

Le troc de Legault

Une heure de plus en classe contre un meilleur salaire

MYLÈNE MOISAN
Mmoisan@lesoleil.com

François Legault vient de sortir une nouvelle carte de sa manche dans le bras de fer qui l'oppose aux enseignants du primaire et du secondaire. Il se dit prêt à réévaluer leur rémunération à condition que ces derniers passent, chaque jour, une heure de plus en classe. Une proposition que les professeurs rejettent de but en blanc.

Ce n'est pas la première fois que le ministre fait part de son idée d'augmenter le nombre d'heures de classe. Mais, hier, il l'a inscrite comme une nouvelle donne dans les discussions sur l'équité salariale qui s'étièrent depuis neuf ans. « Je suis ouvert à la bonification en retour d'une réorganisation de la tâche », a exposé M. Legault au cours d'un point de presse.

C'est au nom de l'école idéale telle qu'il la conçoit que le ministre est arrivé à cette proposition. Il souhaite ainsi voir les élèves du Québec passer autant de temps en classe que ceux des autres pays de l'OCDE. « Lorsqu'on se compare au reste du monde, on se rend compte que nos élèves ne passent pas assez de temps en classe. L'école idéale, pour moi, doit donner une heure de plus par jour en services directs aux élèves avec de la récupération, des ateliers de lecture, des activités sportives et culturelles. Et je suis convaincu qu'on aura des élèves mieux encadrés et moins de décrocheurs. Si on réussissait ça, on réussirait le plus grand coup en éducation depuis 20 ans au Québec », a-t-il lancé hier, devant les présidents et les directeurs généraux des commissions scolaires réunis à Québec.

CHOU BLANC

Rejointe au téléphone en fin de journée hier, la présidente de la Fédération des syndicats des enseignants (FSE), Johanne Fortier, a refusé net de prêter la moindre attention à cette nouvelle proposition du ministre. « Il nous accuse de se servir de l'équité salariale pour négocier une hausse de salaire, mais il s'en sert pour obtenir autre chose. Il nous lance carrément sur le terrain de la négociation », déplore M^{me} Fortier.

Au modèle du ministre de l'Éducation, M^{me} Fortier offre sa propre définition de l'école idéale. « L'école idéale, c'est aussi une école qui a des outils pédagogiques adéquats, qui donne des moyens à ses enseignants pour implanter la réforme, qui reconnaît et res-

Voir LEGAULT en A 2 >

LA MÉTÉO

Maximum 4, minimum -5

Nuageux avec averses. Demain, ciel variable. Détails page S20

Accumulation de neige (à 13h hier)

Ce mois-ci: 23,7 cm Lan dernier: 3,2 cm
Cet hiver: 23,7 cm L'hiver dernier: 3,2 cm

SOMMAIRE

Actualités	A 3	Économie	B 1
Agenda	D 0	Éditorial	E 0
Agenda cinéma	G 0	Habitat	F 1
Arts et vie	D 1	Le monde	A 17
Bourses	B 0	Québec / Canada	A 00
Capitale et régions	A 00	Petites annonces	F 00
Carrières	J 1	Plaisirs	I 1
Cinéma	G 1	Sports	S 1
Contexte	E 1	Statistiques	S 00
Décès	B 0	Télévision	D 0
Divertissements	I 00	Voyages	H 1

QUÉBEC, 105^e ANNÉE, N° 331
FLORIDE, 2,60 \$ US
MONTREAL, OTTAWA 2 \$ PLUS TAXES



1,52 \$ PLUS TAXES 6 27657 00076 6

Une bombe



Le sida a fait 25 millions de morts depuis son identification, il y a 20 ans, rappelle l'ONU à l'occasion de la journée mondiale de la lutte contre ce fléau. Dans certains pays, la progression de la maladie demeure potentiellement explosive, notamment en Russie, en Chine, en Inde et en Indonésie. Détails page A15.

Abdul, l'apprenti libraire

Arrivé à Kaboul hier à bord d'un avion affrété par un organisme humanitaire, le correspondant de La Presse nous livre ici son premier reportage depuis cette ville dévastée qui reprend espoir après le départ en catastrophe des talibans.

GILLES PAQUIN
La Presse

KABOUL — Abdul Rasul est un homme heureux. Il vient de rouvrir la librairie familiale, rue des Fleurs, à Kaboul, après une fermeture forcée de cinq ans sous le régime des talibans. La police religieuse du ministre de la Protection de la vertu et de la Répression du vice interdisait la vente d'ouvrages en langues étrangères et de volumes contenant

Voir LIBRAIRE en A 2 >

- Pas de pitié pour le mollah Page A17
- Les abris de ben Laden sont vulnérables Page A23



LE SOLDE DES FÊTES

CAVALIER VL, 2002



226 \$

DÉCROCHEZ UN BON PRIX

500 \$ minimum ou 2500 \$ ou la valeur de votre véhicule



0 \$ COMPTANT — 0 \$ TRANSPORT 0 \$ PRÉPARATION 1^{ER} PAIEMENT GRATUIT

ALERO GX, 2002



319 \$

FOURNIER
CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND
687-5170
www.fournierchev.gmcanada.com

PAIX

Suite de la Une

George Harrison n'avait pas peur de la mort, qui selon lui faisait partie intégrante de la vie, a déclaré hier son oncologue.

George Harrison « croyait que la mort faisait partie de la vie, il n'avait pas de tout peur de la mort ». C'était « un homme adoré par par les foules qui recherchait seulement la solitude », a déclaré M. Lederman.

DES HOMMAGES DE PARTOUT

On ignore pour l'heure si des funérailles publiques seront célébrées. D'après Gavin De Becker, une cérémonie privée a déjà eu lieu. Mais les hommages se sont multipliés hier dès l'annonce de sa mort, chargés d'émotion.

Hommage de ses anciens « acolytes », mais aussi de fans à New York ou devant son manoir près de Londres, et de la municipalité de Liverpool où le drapeau a été mis en berne.

Les fans new-yorkais des Beatles se sont spontanément rendus hier matin à Central Park, tout près de là où John Lennon a été assassiné. Une mosaïque sur laquelle est inscrit *Imagine* est installée dans un petit square entre les arbres jouxtant une pelouse officiellement baptisée *Strauberry Field* par la ville, en souvenir de Lennon, qui vivait et a été assassiné à 200 mètres de là, dans l'entrée de l'immeuble Dakota.

Tout au long de sa vie, Harrison préféra le statut de musicien à celui de star

Tout au long de sa vie, Harrison préféra le statut de musicien à celui de star et dit dans son autobiographie *I, Me, Mine* en 1979 combien les aspects hystériques de la Beatlemania lui étaient pénibles.

Si Harrison fut le plus discret des Fab Four, il n'en eut pas moins une grande influence sur le groupe de Liverpool, où il était né le 25 février 1943 dans une famille de quatre enfants. « De l'extérieur, George n'est pas un mystère et pourtant le mystère en lui est immense », avait observé Lennon en 1968.

Après la rupture de la formation où il se sentait à l'étroit, Harrison entreprit une carrière solo, remportant un grand succès avec son triple album *All Things Must Pass* en 1970. Il collabora aussi à l'aventure des *Traveling Wilburys* en 1988 avec Bob Dylan, Roy Orbison, Tom Petty et Jeff Lynne.

La musique servit également de tremplin à ses ambitions caritatives comme les deux concerts pour le Bangladesh donnés à New York en 1971, préludes aux futures grandes messes à but humanitaire.

Après avoir composé en 1968 la bande originale de *Wonderwall*, il se tourna aussi vers le cinéma, produisant plusieurs films.

George Harrison, qui engrangeait toujours les fruits du trésor Beatle grâce à la compilation *1* sortie l'an dernier, jugeait la musique actuelle « vraiment bizarre ». En octobre, il avait enregistré en Suisse une nouvelle chanson coécrite avec son fils, *Horse to the Water*, avec le pianiste britannique Jools Holland.

Pour John Chambers, de la Liverpool Beatles Appreciation Society, sa disparition signe définitivement « la fin d'un rêve », celui d'une réunion de trois des ex-Fab Four.

PRÉCISION

Sur la photo qui accompagne l'article, *Le Théâtre à l'école*, paru en page B6 de notre édition d'hier, le garçon qui lève la main est Olivier Groleau-Hamel. Philippe Gagnon est son voisin, informe Hélène Boily, titulaire de 6^e année à l'école des Grandes-Marées de Cap-Rouge.

LE SOLEIL

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344
	1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

www.cyberpresse.ca

925, chemin Saint-Louis, Québec
Adresse postale : C.P. 1547, Succ.
Terminus Québec, Québec, G1K 7J6

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est publié et édité par LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., membre de Gesca Inc. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randim, à Québec, par Imprimerie Canada, une division de 3834301 Canada Inc. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

L'Union paysanne bien décidée à se faire une place au soleil

SAINT-GERMAIN (PC) — À peine créée, l'Union paysanne se dit déjà prête à se rendre jusque devant l'ONU pour faire valoir son droit de représenter les agriculteurs envers et contre le monopole accordé à l'Union des producteurs agricoles (UPA) dans ce secteur au Québec.

« On ira devant la Commission des droits de l'homme à Genève s'il le faut », a prévenu son porte-parole, Roméo Bouchard, hier.

« (Le célèbre militant français) José Bové nous a même offert les services de son avocat qui a déjà gagné cette cause devant la commission. »

La déclaration s'est faite un tonnerre d'applaudissements dans la petite salle communautaire du petit village de Saint-Germain, dans le Bas-Saint-Laurent, où s'étaient entassés quelque 200 militants à l'occasion du congrès de fondation de la nouvelle association.

Son premier objectif dans les prochains mois sera de faire pression sur

le gouvernement pour qu'il adopte enfin une politique rurale.

« Qu'est-ce qu'on veut? demande un autre porte-parole, Maxime Laplante. L'occupation du territoire et la souveraineté alimentaire, ou l'exportation agricole et la destruction à terme du territoire? »

L'Union prête à se rendre devant l'ONU pour faire valoir son droit de représenter les agriculteurs

On exigera aussi une révision des programmes d'aide gouvernementale en faveur des petites fermes familiales. « À l'heure actuelle, plus une entreprise est grosse, plus elle reçoit d'argent », dénonce M. Laplante.

Créée en réaction au « lobby de l'industrie agroalimentaire et de la mondialisation », la coalition de petits producteurs et de consommateurs, qui revendique près de 1000 membres, ré-

clame le droit de siéger au même titre que l'UPA à tous les organismes de gestion du monde agricole québécois. « Tout le monde mange », a déclaré Roméo Bouchard. « Et puis, quand on paye la moitié du salaire de ceux qui produisent ce que l'on mange, on devrait avoir notre mot à dire là-dans. »

UN MEMBRE, UN VOTE

La journée d'hier a été consacrée à établir les règles de fonctionnement et le financement de l'organisation qualifiée de « syndicat citoyen ». Constitué d'une majorité de petits producteurs, mais aussi de personnes travaillant dans des secteurs connexes, de représentants de groupes environnementaux et de simples citoyens, le groupe de militants a tourné le dos au mode d'organisation traditionnelle de ce genre de syndicat en accordant à chacun des membres individuels les mêmes droits et les mêmes pouvoirs, sur la base du principe d'une personne, un vote.

Cela n'empêcherait pas l'Union paysanne de mener certains dossiers qui touchent au premier chef les producteurs agricoles, précise-t-on, en ce qui concerne les programmes d'assurance agricole par exemple. Mais l'objectif principal demeurera de redonner voix à « tous ceux qui sont en faveur d'une agriculture et d'une alimentation paysanne ».

Se donnant l'objectif de compter au moins 2000 membres dans ses rangs l'an prochain, le nouveau syndicat souhaite créer des conseils régionaux dans chacune des 17 régions administratives du Québec. Tous feront la promotion d'une vision paysanne de la campagne basée sur une agriculture axée sur l'autosuffisance alimentaire et l'occupation du territoire. On cherchera à encourager les méthodes de culture biologique et non polluante et à décourager l'exportation de produits qui viendraient fatalement en concurrence avec ceux de paysans étrangers.

LIBRAIRE

Suite de la Une

des illustrations d'êtres vivants, explique-t-il. Or, la librairie de ses frères offrait un choix de livres en français, en anglais et en espagnol, sans compter bien sûr les publications en langues nationales, mais illustrées. Les talibans ne voulaient pas que ces livres soient vendus parce qu'ils ne les comprenaient pas. Têtus, ils ont refusé de se laisser censurer.

« Lorsque mes deux frères ont été obligés de fermer, ils ont caché tous les livres et sont partis en exil. Cette semaine, j'ai tout ressorti et voilà, c'est ouvert! » dit Abdul Rasul avec satisfaction.

Abdul a encore des caisses de livres à la maison et compte en acheter d'autres pour répondre à la demande. Même si, du même souffle, il avoue ne guère connaître le métier de libraire. Omar, son neveu de 12 ans, lui sert de conseiller, dit-il, en montrant l'enfant qui place des livres sur les rayons. Sur le comptoir s'entassent dans un joyeux fouillis des livres en cinq ou six langues allant du traité de vulgarisation scientifique à l'almanach illustré. Au mur, Abdul a accroché des étalages de cartes postales et des reproductions de tableaux. Le stock est plutôt défraîchi après tout ce temps, mais Abdul ne s'en fait pas, les clients reviennent et ils aiment ça. Selon lui, ce qui marche le mieux ce sont les livres sur l'histoire de l'Afghanistan, les dictionnaires d'anglais et les romans. « Depuis que les talibans sont partis, je sens que je suis un être humain. J'ai retrouvé ma liberté », dit l'apprenti libraire.

Sa joie est partagée par la plupart de ses concitoyens, malgré les difficultés de la vie quotidienne, le chômage et l'insécurité qui règnent encore dans le pays.

UNE VILLE À L'ABANDON

La capitale afghane a plutôt grise mine avec ses immeubles délabrés, ses rues poussiéreuses et ses quartiers en ruines qui témoignent des bombardements sauvages de la guerre civile des années 90. Sauf de rares exceptions, les édifices ne sont pas entretenus et témoignent des difficultés hors du commun que connaît le pays depuis plusieurs années. Les parcs sont à l'abandon et les services publics sont dans le même état. L'électricité ne fonctionne que rarement, le téléphone avec l'étranger représente une rareté et la recherche de l'eau constitue une corvée quotidienne pour les habitants de Kaboul. Au marché de fruits et de légumes, rue Dhanbagh, on rencontre des soldats de l'Alliance l'arme en bandoulière à la façon du commandant Mas-

soud, leur héros assassiné. Ce matin, la foule est joyeuse. Parmi elle courent les enfants maigrichons qui ne vont pas à l'école depuis le début de la guerre. Les commerçants aiment bavarder avec les visiteurs étrangers, presque disparus sous le régime des talibans.

« Les affaires sont bonnes, les gens sont de bonne humeur et dépensent plus qu'avant, dit Abdul Majid, un commerçant de légumes de 28 ans. Ils semblent moins inquiets de ce que demain leur apportera. »

VIVRE D'ESPOIR

Selon lui, tout le monde se sent libre, particulièrement les femmes qui peuvent maintenant sortir seules dans la rue. Du temps encore récent des talibans, elles ne pouvaient sortir qu'accompagnées d'un homme et couvertes de la tête aux pieds par leur burqa. Ces robes-prisons, dénoncées par tous les groupes de défense des femmes, ne sont plus obligatoires maintenant, mais leur usage demeure quasiment universel. Il est très rare de rencontrer une femme au visage découvert dans les rues de Kaboul. Il faudra du temps avant que cette tradition ancestrale imposée par les talibans ne disparaisse, reconnaît M. Majid. La vie des femmes s'améliore tout de même et les fillettes pourraient même reprendre l'école prochainement, l'éducation ne leur étant plus interdite.

« Nous avons soif de paix et nous espérons tous qu'il n'y aura pas d'autre guerre. Pour en être certains, il faudrait désarmer les milices et envoyer une force de paix internationale », estime Majid.

Pour son voisin, le marchand de pain Mohamed Jawad, 24 ans, l'avenir des Afghans se joue ces jours-ci à Bonn. Si les chefs politiques réunis en Allemagne n'arrivent pas à s'entendre, il est possible que l'Afghanistan renoue avec ses vieux démons. Mohamed n'a jamais connu la paix avant aujourd'hui puisque la guerre a commencé un peu après sa naissance. Il dit prier tous les soirs pour laisser autre chose à ses enfants.

À ses côtés, Fatima, 35 ans, écrasée sur le sol sous sa burqa, ramasse les légumes rejetés par les marchands. Elle ne participe pas à la discussion, mais lorsqu'on l'interroge, elle parle de liberté. « C'est vrai que la vie des filles va changer, dit-elle. Elles pourront aller à l'école, trouver du travail et vivre dans la dignité. Ce pays a d'abord besoin d'emplois. »

Mais pour que le souhait de Fatima se réalise, il faudra que les grandes puissances et les pays voisins, qui sont tous intervenus dans la politique intérieure afghane, reviennent pour reconstruire ce pays dévasté. En attendant, les Afghans vivent d'espoir.

LEGAULT

Suite de la Une

peute le travail des professeurs. »

Le FSE pourrait considérer le réaménagement de la tâche de travail, à l'échéance de la convention collective, en juin 2002. Pas avant. « Le ministère nous a demandé d'évaluer la tâche des enseignants pour l'équité salariale, c'est ce que nous avons fait. Et maintenant, il essaye de nous amener sur son terrain pour éviter d'être confronté à sa propre étude. C'est cousu de fil blanc, cette histoire-là », estime la présidente de la FSE.

À l'heure actuelle, les élèves du primaire reçoivent 23 heures et demie d'enseignement par semaine, une heure et demie de moins qu'au secondaire.

44 MILLIONS \$ DE MATÉRIEL DIDACTIQUE

Avant de faire sa mise au point sur le dossier de l'équité salariale, M. Legault a annoncé l'octroi de 44 millions \$ pour l'amélioration du matériel didactique. Presque la moitié de l'enveloppe, 20 millions \$, sera consacrée à l'achat de manuels scolaires. Treize millions seront investis dans les laboratoires et les 11 millions \$ restants serviront à payer une cure de jeunesse au parc informatique.

André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, a bien accueilli la nouvelle en précisant toutefois que cette somme n'allait pas suffire pour acheter tous les manuels assortis à la réforme. Il évalue la facture à 250 millions \$ pour les cinq prochaines années, plus de 12 fois le montant annoncé hier.

M^{me} Fortier, de son côté, s'est montrée incapable d'apprécier les 44 nouveaux millions. « Il va falloir évaluer si c'est une goutte dans l'océan ou si c'est véritablement un pas dans la bonne direction », a-t-elle indiqué.

loto-québec

Le Mini	Tirage du 2001-11-30	Le Banco	Tirage du 2001-11-30
NUMÉROS	LOTS		
189011	50 000 \$	02 09 14 19 22	
89011	5 000 \$	27 31 35 36 37	
9011	250 \$	38 39 41 47 49	
011	25 \$	52 54 56 57 66	
11	5 \$		
18901	1 000 \$		
1890	100 \$		
189	10 \$		
Le Mini	Extra	Le Banco	Super 7
Tirage du 2001-11-30	Tirage du 2001-11-30	Tirage du 2001-11-30	Tirage du 2001-11-30
3 4	708801	06 11 16 21 22 30 39	02
873 7405		Numéros complémentaires	

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q., cette dernière a priorité.

T.V.A. LE RESEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Découvrez des idées-cadeaux originales dans notre nouveau décor!



Très grande variété de meubles de salon en magasin
Designer sur place pour vous conseiller



Ensemble dinette
(petite table et 2 chaises)
À partir de **479⁹⁵\$**
3 styles en magasin

Grand choix de malles à linge en magasin
Grandeurs et styles variés
À partir de **24⁹⁵\$**

Spécial des fêtes
Chaise berçante brun antique
199⁹⁵\$
Styles variés

Le plus grand spécialiste de meubles de rotin

Certificats-cadeaux offerts en magasin

LA MAISON DU ROTIN

Venez nous visiter à notre nouvelle adresse:
1415, boul. Charest Ouest
(coin Jean-Talon Sud), Québec
(418) 647-1997
Vaste stationnement

Des meubles de qualité à des prix plus que compétitifs

ACTUALITÉS

GEORGE HARRISON 1943-2001



Brett Vargo visitait Strawberry Field, tôt hier matin, pour rendre hommage à John Lennon. C'est en arrivant là qu'il a appris la mort de George Harrison.

Rendez-vous à Central Park

NEW YORK (AFP) — Les fans new-yorkais des Beatles se sont spontanément rendus hier matin à Central Park pour rendre un dernier hommage à George Harrison, tout près de là où John Lennon a été assassiné.

Une mosaïque sur laquelle est inscrit « Imagine » est installée dans un petit square entre les arbres jouxtant une pelouse officiellement baptisée Strawberry Field par la ville, en souvenir de Lennon, qui vivait et a été assassiné à 200 mètres de là, dans l'entrée de l'immeuble Dakota.

Aux premières heures du jour, une main anonyme a placé sur la mosaïque la page imprimée du site Internet de la BBC annonçant la mort du plus discret des Beatles. Peu après, un dessinateur amateur a installé sur un socle de carton le portrait au crayon de George, aux côtés de celui de John. La légende : « Au revoir, George, que toi et John viviez ensemble pour l'éternité ».

Peu à peu, entourés par des dizaines de caméramen et de photographes, les fans avançant d'un pas timide, soulevaient les yeux humides, déposent une fleur, allument une bougie.

Robby Vorhaus, 39 ans, veste de tweed et chaussettes rose fushia, met un genou à terre, pose la main sur la mosaïque, tend le pouce et reprend sa route vers le bureau.

« Il représenterait tellement de choses pour tellement de gens. Il a changé des vies. Il nous faisait voir des choses qui étaient là, mais que nous ne pouvions voir. Je suis juste passé lui dire au revoir ».

« J'ai tenu à faire un détour, juste aujourd'hui et lui faire savoir que... Pas seulement George, tous les Beatles. La musique nous ouvre sur le divin, nous nous mettons à chanter des chansons, mais si ces musiciens ne les avaient pas écrites, nous ne les chanterions pas... »

Robert Gladstone, 48 ans, costume noir, cravate noire, a déposé ses enfants à l'école et est venu s'asseoir sur un banc. Des larmes emplissent ses yeux. « Je me remets à peine de la

mort de John... C'était pourtant il y a 21 ans... Et maintenant George. C'était un être humain très honnête. Je l'aimais... Je ne le connaissais pas, mais je l'aimais ».

Un autre fan a déposé une pomme verte sur laquelle il a dessiné le signe de la paix et ces mots : « Peu importe où tu es, ton amour est sincère. » En prévision de foules plus importantes, sans doute en début de soirée, les employés municipaux installent des barrières autour du square.

Un jeune homme aux cheveux longs, blousons de jeans décorés d'écussons à la gloire du groupe Grateful Dead, s'agenouille pour allumer sa bougie, déclenchant une bousculade parmi les photographes.

Cassie Yde et Bob Yde, touristes montés de Floride, observent en retrait. « George était mon préféré », assure Cassie, comme son mari productrice de télévision à Orlando. « Parce que même s'il était le plus jeune, le plus timide, le plus introverti, il semblait être l'élément stabilisateur. »

Intrigués par la foule, des coureurs font un détour, des mères de familles expliquent, en chemin pour l'école, à leurs enfants qui était George Harrison. Puis, en rang serré, les premiers touristes débarquent d'un autocar et entrent dans Strawberry Field.

ABBEY ROAD

À Londres, des jeunes fans ont laissé hier graffitis et bouquets de fleurs au 3, Abbey Road, le studio londonien des Beatles, des gestes témoignant de l'incroyable longévité des mélodies des Beatles.

Lendroit est, pour les fans des Beatles, sacré entre tous : les « Fab Four » y ont enregistré presque tous leurs albums entre 1962 et 1970.

À quelques pas de là, George Harrison et ses compagnons s'étaient alors fait immortaliser en file indienne en traversant la rue, pour la photo de couverture de l'album qui devait faire le tour du monde.

Le silencieux se tait à jamais

KATHLEEN LAVOIE
KLavoie@lesoleil.com

■ Pour plusieurs, George Harrison était « le Beatle silencieux », « le timide ». Ces surnoms, que lui avait accolés la presse britannique en 1964, l'auront poursuivi jusqu'à la fin. Ceux qui l'ont connu ne réfèrent pourtant jamais à lui en ces termes. « Il n'était pas timide du tout. C'était la machine du *show-business* qui ne l'intéressait pas. C'était un vrai musicien, un passionné. Il faut l'être pour aller, comme lui, jusqu'au bout des choses... »

Le vice-président et directeur général de MusiquePlus et de MusiMax, Pierre Marchand, en sait quelque chose. Beatlemanique, il a eu la chance de rencontrer Harrison il y a un peu plus d'un an lors d'une soirée privée à Montréal. Le souvenir de ces quelques moments en compagnie du plus mystique des « Fab Four » l'accompagnera toujours.

« Je retiens de lui l'image d'un gars simple, intelligent, vif d'esprit, comme on pouvait l'imaginer. Il était très sarcastique aussi. Quand on lui parlait des Beatles, il demeurait très poli, mais on pouvait sentir que ça le dérangeait. Moi, j'ai pu lui parler deux fois et je dois admettre que c'est très impressionnant pour un fan de rencontrer un Beatle, de le voir en trois dimensions. »

Pierre Marchand se rappelle d'une conversation enjouée portant sur les voitures antiques, une passion commune.

« Il m'a parlé de sa Jaguar. Il m'a raconté comment elle était battue quand il l'a laissée. C'était une discussion entre deux vrais fans d'autos. Nous avons aussi parlé de ses projets. Il voulait réunir les Travelling Wilburys (avec Bob Dylan, Roy Orbison, Tom Petty et Jeff Lynne) et projetait de rééditer de *All Things Must Pass*, ce qui s'est fait depuis. Aussi, nous avons échangé sur l'incident au cours duquel il avait été poignardé six mois auparavant... Je garde un beau souvenir de ce moment. Je me considère privilégié d'avoir pu le rencontrer », estime-t-il.

Sur le plan humain, Pierre Marchand souligne la personnalité très terre à terre de George Harrison. Au rayon de la musique, il citera quelques titres.

« Même si on l'appelait le troisième Beatle, il a laissé un héritage musical significatif. Au niveau de l'écriture, il a occupé moins de place que Lennon et McCartney, mais son importance est indéniable. Il suffit de penser à une chanson comme *While My Guitar Gently Weeps*, une grande chanson, ou à sa période post-Beatles, avec *My Sweet Lord* », fait-il remarquer.

Le fondateur du Réseau québécois des amis des Beatles, Roger Drolet, abonde dans le même sens.

« Comme il était le plus jeune du groupe, il a longtemps été considéré comme le petit dernier. Il faisait partie du groupe, mais y occupait moins de place. Je pense qu'il a été frustré de ça pendant longtemps. Lennon et McCartney étaient partout. C'est peut-être pour ça qu'à la dissolution du groupe, il a explosé. Jusque-là, il était demeuré plutôt *low profile*. C'était un bon musicien, mais pas un grand instrumentiste. Ce qui, en tous cas, est certain, c'est qu'il jouait de façon très émotive. C'était du vrai. »

Sans être un technicien hors pair, donc, George Harrison a apporté beaucoup à la guitare, à commencer par la « culture du studio », analyse pour sa part le musicologue Serge Lacasse de l'Université Western Ontario, un spécialiste de musique populaire.

« Avec les techniciens du Abbey Road Studio, il a expérimenté, notamment au niveau des distorsions. Bien sûr, il n'a pas été le premier à le faire, mais il le faisait systématiquement. *Revolver* ou le *White Album* en sont de bons exemples. »

Cette recherche de nouveauté instrumentale a donné des résultats marquants dans l'œuvre des Beatles.

« À partir de *Rubber Soul* et *Sgt. Pepper*, il a manifestement influencé la musique des Beatles. Non seulement sur le plan de la spiritualité, mais aussi sur celui de la ballade rock par ses sons de guitare, qui n'étaient pas seulement exotiques. Il a aussi perfectionné la technique de la guitare à l'envers. Cela participait à l'effet général de la musique des Beatles », croit encore Serge Lacasse.

ATTACHEMENT À L'ORIENT

Par son attachement à l'Orient et les valeurs qui y sont associées, George Harrison fut l'un de ceux qui, volontairement ou non, ont élargi la palette sonore de la formation rock.

« Après un voyage en Inde en 1968, il s'est mis à s'intéresser à la spiritualité et à la musique hindoue. Grâce à la cithare, il est devenu une sorte de précurseur des musiques du monde. En ce sens, il a influencé les autres membres du groupe. Par la suite, il est demeuré très attaché à la philosophie orientale », indique le président du Réseau québécois des amis des Beatles, Alain Lacasse.

Ce dernier signale qu'Harrison fut aussi l'un des premiers à utiliser le synthétiseur.

Mais la contribution du guitariste ne s'arrête pas là. Il fut, en 1971, le premier à mettre sur pied un concert-bénéfice

« Il a manifestement influencé la musique des Beatles. »

Non seulement sur le plan de la spiritualité, mais aussi sur celui de la ballade rock »

regroupant plusieurs artistes de réputation au profit des sinistres du Bangladesh. « C'était un concept nouveau qui a été repris de nombreuses fois depuis », continue Alain Lacasse.

L'inconditionnel des Beatles est convaincu qu'Harrison a en quelque sorte redéfini le rôle du guitariste au sein d'une formation rock.

« C'était un musicien admiré, mais pas un *guitar hero*. Cela dit, c'était un guitariste qui pouvait être soliste, pouvait chanter et aussi composer. Et ça, c'était nouveau. »

Mais son plus grand legs demeurera, estime encore Alain Lacasse, sa musique. « Ses chansons très personnelles sont pour moi ce qu'il a laissé de mieux. Il ne faut pas oublier que c'était un homme très privé qui ne se racontait que dans ses chansons... Ensuite, il y a la philosophie de l'amour et de la paix. »

La marque de George Harrison, pense quant à lui Serge Lacasse, est suffisamment considérable pour qu'elle ne soit pas définitivement entachée par l'accusation de plagiat qui a été retenue contre lui relativement à la chanson *My Sweet Lord*.

« Il s'agit d'un épisode malheureux. C'est quelque chose qui peut arriver à n'importe qui. Est-ce que ça va ternir son image? Peut-être un peu... Ça dépendra ce qu'on choisira de retenir de lui. »



George Harrison, durant le tournage du film « Let it be », en 1969.

Il avait enregistré sa dernière chanson le 1^{er} octobre

LONDRES (AFP) — George Harrison avait enregistré sa dernière chanson, *Horse To Water*, dans son propre studio à Henley-On-Thames le 1^{er} octobre, rapporte le mensuel anglais *Mojo* dans son numéro de décembre.

Mojo (la « bible » des amateurs de rock en Grande-Bretagne) souligne que la chanson a été coécrite avec son fils unique, Dhani. La composition n'était pas destinée à l'usage personnel de l'ex-Beatle, mais devait figurer sur un album du chanteur et pianiste Jools Holland.

Celui-ci, ex-membre du groupe pop Squeeze et animateur à la télévision

britannique, à la tête de son « Rhythm and Blues Orchestra and Friends », prépare un disque constitué de duos avec divers invités.

Jools rappelle qu'il avait fait connaissance de Harrison en préparant la rétrospective des « Fab Four », *Anthology*. Il raconte qu'après avoir enregistré sa propre partie de son côté, il s'est rendu avec la maquette au domicile du guitariste.

« Il a enregistré sa partie en cinq minutes et deux prises », précise Holland en indiquant que l'état de santé de Harrison était « très bon ». « Il n'était pas très bien au début de l'année, mais

il semblait beaucoup mieux et sa voix avait toute sa force », se souvient le musicien et animateur.

RIP LTD 2001

Jools Holland reconnaît qu'il n'avait pas remarqué que George Harrison avait attribué son ultime composition à une énigmatique maison d'édition répondant au nom de RIP Ltd 2001 (RIP sont les initiales correspondant à l'expression anglaise « Rest In Peace »/« Repose en paix »).

« (George) est un gars très rigolo. Cela lui ressemble beaucoup », commente Holland.

JACQUES Langlois
OPTICIEN

Limoilou
455, 3^e Avenue
523-6690


Centre-ville
460, St-Joseph Est
529-9351

1961—**PROMOTION 40^e ANNIVERSAIRE**—2001

- Remboursement de l'examen de la vue exécuté à nos bureaux
- ou
- Traitement anti-rayures gratuit
- ou
- Spécial étudiant : 135\$* et +

Montures sélectionnées avec lentilles organiques et traitement anti-rayures. * (-4.0 à +4.0 total)

Sur achat de lunette complète. En vigueur jusqu'au 31 décembre 2001. Cette promotion ne peut être jumelée à aucun autre rabais. Non monnayable.



André Prémont

Environnement Canada juge le sel de nos routes toxique et veut en limiter l'usage

Québec s'oppose pour des raisons de sécurité

OTTAWA (PC) — Le sel de voirie devrait être classé « toxique » et son utilisation devrait être limitée pour se conformer à la Loi sur la protection de l'environnement, a proposé, hier, le gouvernement fédéral à la suite d'une importante étude.

Le ministère fédéral de l'Environnement aimerait limiter la quantité de sel — plus de cinq millions de tonnes — épanché chaque année sur les routes canadiennes, surtout par les équipes de voirie provinciales et municipales, mais Ottawa ne propose pas d'interdire complètement le sel.

Le ministère prévoit consulter la population sur sa proposition jusqu'au 29 janvier, avant d'examiner à nouveau la question. L'utilisation du sel pourrait être limitée d'ici deux ans si on juge qu'il présente un risque de toxicité. Selon Environnement Canada, de nouveaux systèmes d'épandage pourraient réduire de 20 % l'utilisation du sel tout en améliorant la sécurité des routes.

Une importante étude scientifique a permis de découvrir que même si le sel épanché sur les routes canadiennes n'est pas dangereux pour les humains, il tue des poissons, des oiseaux et des plantes qui croissent en bordure du chemin, sans compter les dommages coûteux occasionnés par la rouille aux automobiles et aux camions.

L'industrie du sel de voirie mène un lobbying intensif sur la colline parlementaire pour s'opposer aux conclusions du comité d'experts.

Jusqu'à 80 % du sel extrait au Canada est utilisé sur les routes.

QUÉBEC RÉAGIT

Le sel est essentiel pour l'entretien des routes d'hiver, croit Chevrette

Bannir l'utilisation des sels de voirie sur les routes serait « préjudiciable » pour le Québec. C'est « inacceptable », estime le ministre québécois des Transports, Guy Chevrette. Ce dernier a critiqué hier avec sévérité le

projet fédéral de contrôle et de gestion des sels de voirie épanchés sur les routes, sous prétexte que ce procédé est dommageable pour l'environnement.

« Il n'y a aucun substitut connu au sel de déglacage. J'espère que Jean Chrétien ne poussera pas la farce jusqu'à nous proposer du poivre de Cayenne en substitut », a ironisé M. Chevrette.

De plus, le ministre estime que le Québec « a fait ses devoirs » avant de se lancer dans l'utilisation massive des sels de voirie sur les routes. Ainsi, on fait quelque 500 tests annuellement sur les conséquences de cette utilisation. De plus, l'entreposage de ce produit est effectué de façon sécuritaire, a raconté M. Chevrette. Enfin, une réglementation gère la façon de disposer de la neige usée.

Le ministre a aussi noté le fait que le projet fédéral est rendu public au moment de la première grosse tempête de neige qui a paralysé le Québec cet hiver. « Veulent-ils à tout prix faire paniquer la population lors d'une tempête? », a-t-il demandé.

La décision du gouvernement québécois sera plutôt de « prendre ses responsabilités, d'entretenir correctement les routes et de garantir la sécurité des citoyens », a statué le ministre des Transports.

M. Chevrette a admis que l'utilisation du sel de déglacage pouvait poser des problèmes environnementaux, même s'il n'est pas nocif pour les personnes.

« Mais j'aime mieux gérer un problème environnemental que de gérer des catastrophes humaines sur nos routes, a-t-il affirmé. Le gros bon sens nous dit que tant qu'on n'aura pas trouvé une alternative valable, il est impensable d'appliquer une telle solution (d'interdire le sel). »

Pour sa part, le porte-parole de l'opposition libérale à l'Assemblée nationale, Robert Benoit, député d'Orford, a suggéré que le dossier soit étudié par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE).

Une proposition que Québec juge dangereuse

Une vision à rebours de ben Laden

Le mémoire de maîtrise d'un étudiant français devient un livre

ÉRIC MOREAULT

EMoreault@lesoleil.com

■ L'engouement pour les livres sur l'islam, Oussama ben Laden ou le terrorisme diminue. Alors pourquoi parler de *ben Laden et l'Amérique* de Florent Blanc? Parce qu'il va à l'encontre des idées reçues et synthétise une somme d'informations qui aide à mieux comprendre le rôle des États-Unis dans la mise au monde d'une créature qui échappe à son contrôle. Et aussi parce qu'il a une histoire, particulière.

Le 12 septembre, le Français de 23 ans a soutenu son mémoire de maîtrise en sciences politiques sur le milliardaire saoudien — et obtenu 18 sur 20. La presse s'est emparée de son histoire et l'a transformée, à son grand désarroi, en « bête de foire ». À une exception notable (*Le Monde*), on s'est attardé à l'anecdote et non à son propos qui replace dans une perspective plus large le terrorisme intégriste d'Al-Qaïda.

Il avait déjà effectué un travail, alors qu'il étudiait à Vancouver, sur le traitement médiatique « hollywoodien » réservé à ben Laden après les attentats de 1998 à l'endroit des ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam, en Afrique: « Ça sentait la propagande à plein nez », lance l'auteur en entrevue au SOLEIL.

Il a choisi de poursuivre sur sa lancée « pour fouiller d'où il venait et les causes de son action. Ça me permettait aussi de traiter de politique étrangère américaine au Moyen-Orient ».

Avec le recul et sans parti pris, il a examiné comment les États-Unis ont utilisé l'intégrisme et sa transformation en terroriste jusqu'à ce que la grenade leur explose en plein visage.

Car les Américains, par l'entremise de la CIA et de l'ISI pakistanais, ont versé plus de 3 milliards \$ aux moudjahidin, entre 1979 et 1989, pour les aider à bouter les Russes d'Afghanistan. L'Arabie saoudite a versé une somme équivalente, sans compter le financement privé de ben Laden et consorts. Mais une fois les communistes partis, les Américains retraits, ce qui sera considéré comme une véritable trahison par les Afghans et leurs alliés.

Ben Laden rentre dans son pays et, de plus en plus inquiété par l'attitude de Saddam Hussein, propose les services de ces djihadistes pour en défendre les frontières. Le refus du roi Fahd et sa décision d'accueillir les GI en « terre sacrée » de l'islam pour la guerre du Golfe aggravaient comme un détonateur. La mécanique infernale était lancée, celle d'un réseau terroriste qui ne ressemble à rien de connu, car il s'apparente à « une organisation criminelle internationale sans centre décisionnel, sans structure fixe et sans attache territoria-



Ben Laden au cœur d'un autre livre.

le», une hydre aux mille têtes.

« Ils s'en sont servis comme allié (en Afghanistan) puis ils s'en sont servis, (après les attentats de 93 et de 98) comme d'un ennemi utile pour consolider la nation. » Avec la chute du communisme, le puissant groupe de pression militaro-industriel avait besoin d'un nouvel épouvantail à agiter: l'islam.

Bien sûr, il a terminé la rédaction avant le Mardi noir. Et ne le regrette pas. Les événements récents auraient exigé trop de recherches et de travail, lui qui entendrait une autre maîtrise en relations internationales en Angleterre. Un autre livre sur le personnage ne l'intéresse pas beaucoup. « Il va disparaître. »

Le tapage médiatique autour de son mémoire lui a tout de même permis de trouver un éditeur. Il a amputé son travail des deux tiers, retranchant des passages qui pourraient être mal interprétés dans le contexte actuel et la longue introduction historique qui culminait dans la résurgence de l'islam dans les années 70 — « je voulais lier ben Laden à ça » —, la méthodologie et la

conclusion: il ne pouvait prévoir le 11 septembre.

En lieu et place de cette dernière, il s'objecte au propos de Samuel Huntington sur le « choc des civilisations », le « eux » contre « nous » trop manichéen, et lui oppose la thèse de « accommodationnistes » et de la multiplicité des islams.

« Il faut faire des nuances. Ben Laden n'est pas un chef religieux, il n'a aucune légitimité au sein de l'islam. C'est un extrémiste qu'il faut distinguer du reste. »

On ne peut certes reprocher à son bouquin de manquer de nuances, mais il a le désavantage d'être académique. Ce qui est aussi sa principale force, celle d'une démarche scientifique qui ne cède jamais à la tentation des effets de style inutiles et des coins ronds.

Il reconnaît lui-même que l'accès à certaines sources politiques et diplomatiques, de même qu'aux spécialistes auraient bonifié le texte, mais il s'en tient aux faits plutôt qu'aux supputations.

Son livre a aussi le mérite d'accréditer la thèse géopolitique développée par Ahmed Rashid (et d'autres) dans l'excellent *Taliban: Islam, Oil and the Great Game in Central Asia*, à savoir que la face cachée de l'intervention américaine est leur intérêt pour les ressources pétrolières. « Dès qu'il y aura un gouvernement stable, les négociations (avec les compagnies) vont reprendre. »

Évidemment, dit-il, tous les Afghans vont bénéficier de la fin (quand?) des affrontements qui perdurent depuis une vingtaine d'années, les femmes en particulier. Enfin, il faudra voir à l'usure et évaluer la situation en fonction des différences traditionnelles, culturelles et religieuses particulières aux musulmans. « Pourquoi imposer nos valeurs? »

Pour tout ce qui précède, et malgré ses défauts, le livre de Florent Blanc est une bonne façon d'aborder la problématique. Ceux qui voudraient pousser plus loin mettront la main sur *Unholy Wars: Afghanistan, America and International Terrorism* de John K. Cooley (Pluto Press). Il n'est malheureusement pas disponible en français pour le moment. Mais il y a les très populaires *Au nom d'Oussama ben Laden* de Roland Jaquard, le *Façon afghan* d'Olivier Weber (Plon) et, bien que plus pointu, *Jihad: expansion et déclin de l'islamisme* de Gilles Kepel (Gallimard).

Au rayon critique, le numéro 50 de *Panoramiques*, *L'islam est-il rebelle à la libre critique* (Éditions Corlet) n'est disponible qu'en importation mais apporte un éclairage différent et nuancé.

EN BREF

Une grève des postes avant Noël?

■ OTTAWA — Postes Canada dépose lundi son offre globale aux 2800 employés membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada, a mentionné *Le Droit*, hier. Mais les négociateurs syndicaux, qui ont en main un mandat de grève depuis lundi, y voient plutôt une manœuvre visant à empêcher les employés de déclencher une grève légale avant Noël. Les négociations ont pris fin mercredi lorsque les négociateurs de Postes Canada ont demandé au conciliateur Jacques Lessard jusqu'à lundi pour préparer l'offre globale qu'il entend présenter à ses employés. Jeudi, le président du Syndicat des employés de Postes Canada, Luc Guèvremont, y voyait plutôt une tactique visant à retarder le processus pour éviter que les employés ne se retrouvent en grève légale avant Noël. À Postes Canada, on qualifie la suggestion du syndicat de bizarre, expliquant qu'il était normal de prendre quelques jours pour préparer une offre globale. Une proposition comme celle-là ne se prépare pas en cinq minutes. Et nous jugions important de faire une offre globale justement pour accélérer le processus. (PC)

Collection hommage à Gustav Klimt

M. FREY WILLE

EXCLUSIVITÉ

PENELOPE

PLACE SAINTE-FOY

653-0945

Forintek Canada Corp.

Forintek Canada Corp. est l'Institut national de recherche sur les produits du bois

TECHNICIEN - PROCÉDÉS DE SÉCHAGE DU BOIS

Projet conjoint entre le Laboratoire Technologies Electrochimiques et des Electrotechnologies (LTEE) d'Hydro-Québec et Forintek Canada Corp.

Description :

Le ou la technicien(ne) retenue(e) participera à la réalisation de projets de recherche pour le développement et la démonstration de nouvelles technologies dans le domaine du séchage du bois.

Le ou la candidat(e) fera partie d'une équipe qui travaillera directement avec des équipementiers et des utilisateurs potentiels de ces technologies. Le ou la technicien(ne) assistera les chercheurs dans leurs différentes tâches. Il (elle) devra évaluer la performance des équipements et participera à l'élaboration de recommandations basées sur des analyses de données qu'il (elle) aura effectuées. Il (elle) devra communiquer efficacement avec ses clients et préparer de bons rapports techniques destinés à la circulation interne et externe.

Qualifications :

Le (la) candidat(e) devra posséder un diplôme en technologies du bois avec dix ans d'expérience pertinente dans le domaine.

Le ou la candidat(e) devra avoir une très bonne connaissance de l'informatique et connaître les applications informatiques nécessaires à l'analyse de données. La capacité de travailler en équipe devra être démontrée. Il (elle) devra être axé sur les résultats. Une bonne connaissance de l'anglais et du français est nécessaire.

Lieu de travail : Shawinigan

Famille et niveau : Technicien - 3

Les personnes intéressées devront envoyer leur C.V. avant le 10 décembre 2001 à :

Geneviève Ford Marcotte
Directrice des ressources humaines
Forintek Canada Corp.
319, Franquet
Ste-Foy (Québec)
G1P 4R4
Télé.: (418) 659-3002
courriel : genevieve.ford@qc.forintek.ca

Forintek offre des chances d'emploi égales pour tous.

Ceci est le fruit de vos investissements.

Qui sème des Obligations à taux progressif Placements Québec récolte...

La flexibilité: remboursables chaque année à leur date anniversaire sans pénalité.

La progressivité: taux avantageux fixés pour 10 ans.

La tranquillité: garanties sans limites par le gouvernement du Québec.

Année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Taux annuels (%)	3,00*	2,30	4,00	4,50	4,75	5,50	6,00	6,50	7,25	8,00

* Taux incluant le boni de 1 % la première année pour les nouveaux fonds REER

Boni +1% la première année pour les nouveaux fonds REER

LES OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF PLACEMENTS QUÉBEC

Placements Québec

NOTRE INTÉRÊT À TOUS

Du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h et les samedis de novembre, de 10 h à 16 h.

1 800 463-5229

Region de Québec 521-5229

www.placementsqc.gouv.qc.ca

Depuis le 11 septembre...

Que ceux qui parviennent encore à lire l'expression « depuis le 11 septembre » sans ressentir un léger tremblement nerveux accompagné d'un étrange sentiment de nausée aillent siroter un café, un jus de fruit ou tout autre substance pouvant les tenir occupés pendant quelques minutes. Avec les autres, on pourra discuter plus calmement.

Ils sont partis, les surhommes? On peut se parler entre nous? Allez, on y va.

« Depuis le 11 septembre. » Une expression qui dit tout. Une expression servie à toutes sauces. Une expression qui surgit partout, comme les champignons dans un sous-bois humide. Ça ressemble à un vieux disque collé. Impossible d'y échapper. Dans la seule presse québécoise, l'expression « depuis le 11 septembre » a été utilisée pas moins de 1130 fois en l'espace de deux mois et demi. Au cours de la même période, quelque 5000 articles publiés au Québec ont fait référence à la date du 11 septembre 2001. Avec plus ou moins d'à-propos, il va sans dire. Ainsi, l'un des articles traitait... de la production de sous-vêtements masculins. Un autre abordait la croissance bouleversante et controversée des tubercules de pommes de terre. Dans un troisième, on pouvait lire que « les relationnistes doivent eux aussi se réinventer, après le 11 septembre ».

Que voulait-on dire, au juste? Que les relationnistes ne savent plus comment nous mentir, depuis le 11 septembre?

Les spécialistes le répètent sur tous les tons : depuis le 11 septembre, le monde aurait changé. Ou plutôt, pour mieux impressionner nos esprits crédules, ils disent que le monde a « basculé », qu'il est devenu plus complexe. Les tours du World Trade Center venaient à peine de s'écrouler que des analystes tout excités annonçaient l'avènement d'une ère nouvelle, faite d'incertitude et de dangers terribles.

À la surenchère succède l'enflure verbale. Au diable le sens de la mesure! Il y a quelques jours, un analyste soutenait, dans le journal belge *Le Soir*, que le 11 septembre prouvait la faillite du néo-libéralisme. Plus lyrique, le premier ministre Bernard Landry affirmait cette semaine que les événements du 11 septembre marqueraient la conscience humaine « pour des siècles et des siècles ».

Mais où vont-ils chercher tout cela?



Jean-Simon Gagné

JSGagne@lesoleil.com

On en arrive presque à regretter l'époque bénie où le discours soporifique d'un orateur devant une chambre de commerce pouvait encore s'intituler : « La nécessité d'être proactif devant les défis de la mondialisation en ce début de nouveau millénaire (sic) ».

Le « mardi noir de septembre » finit par expliquer n'importe quoi : le congédiement de milliers de personnes et les difficultés des gros paquebots de croisière; la récession économique et le retour aux « valeurs » familiales; la mode des vêtements afghans et la perte d'appétit chez les enfants. Bla-bla-bla-bla-bla.

Et il semble que nous n'ayons encore rien vu. Dans bon nombre de pays occidentaux, les attentats de septembre servent aussi de prétexte à l'adoption d'importantes restrictions aux libertés individuelles. Sous prétexte de combattre le terrorisme, évidemment.

Il y a trois mois, personne n'aurait imaginé que le gouvernement canadien propose de retirer le droit au silence pour une personne qui comparait devant un juge. Ou qu'il veuille permettre à

des policiers d'arrêter un individu sur la base de simples soupçons. Personne n'aurait cru que lors d'événements comme le Sommet des Amériques, on puisse instaurer des zones de sécurité militaire à l'intérieur desquelles d'éventuelles bavures ne pourraient faire l'objet des recours légaux habituels.

Avant, on aurait parlé de démesure. De délire sécuritaire. Aujourd'hui, cela nous paraît normal, ou presque.

Tout se passe comme si la liberté constituait une aventure suspecte, un luxe un peu au-dessus de nos moyens. Le rêve de poissons nageant dans un filet suffisamment vaste pour se croire libres alors qu'ils ont été capturés, comme le disait Montesquieu.

« Faites-nous confiance », disent en substance les politiciens fédéraux, la main sur le cœur.

Leurs prédécesseurs disaient sûrement la même chose, avant d'emprisonner les Canadiens d'origine japonaise, au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Ils se présentaient aussi comme de grands démocrates, avant l'emprisonnement injustifié de centaines de personnes, en octobre 1970.

On connaît la suite. Avez-vous déjà vu un renard déclarer ses véritables intentions avant d'entrer dans un poulailler?

FUSIONS MUNICIPALES

Les allocations de départ des élus remises en question

(PC) — Les allocations de départ versées à certains élus municipaux qui ont vu leur poste disparaître à la suite des fusions municipales créent des problèmes d'éthique, surtout lorsqu'ils reprennent du service après une réélection, estime le ministre des Transports, Guy Chevrette.

Interrogé par le critique de l'opposition en matière d'affaires municipales Rock Cholette et en l'absence de sa collègue Louise Harel, le ministre a rapidement indiqué son intention de soumettre cette question à la prochaine réunion du Conseil des ministres mercredi et a invité le monde municipal à adopter la façon de procéder reconnue par le gouvernement du Québec à l'endroit de ses fonctionnaires et de son personnel politique.

« Les fonctionnaires politiques ou ceux du gouvernement, a-t-il souligné, ont droit à une indemnité de cessation d'emploi lorsqu'ils quittent leur emploi, mais ils ne peuvent pas la toucher lorsqu'ils sont immédiatement réembauchés par l'État. Dans le cas d'une prime de transition votée par le monde municipal, dans le cadre de la Loi sur la réorganisation municipale, a-t-il cependant précisé, c'est clair qu'ils s'agit d'une question d'éthique. »

M. Chevrette a par ailleurs expliqué qu'il y a différents types d'allocations de départ dans le monde municipal et que celle qui est actuellement contestée touche les élus qui ont perdu leur poste à la suite d'une fusion et qui se sont fait réélire aux dernières élections municipales. La grande majorité sont d'anciens maires qui ont brigué le poste de conseiller sur le territoire de leur ancienne ville et qui ont été réélus.

En conférence de presse, M. Chevrette a indiqué qu'il y a effectivement « un trou juridique » dans la loi qui régit de telles situations et qu'il faut clarifier la situation dans les plus brefs délais. « Il y a vraiment un trou juridique, a-t-il dit,

et nous n'avons pas de législation qui traite de cette question. C'est donc au conseil des ministres de décider si on doit corriger la situation de façon rétroactive. Il n'y a pas d'illégalité, a-t-il cependant conclu mais, à mon point de vue, il y a une question d'éthique. »

La ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole, Louise Harel, a profité d'un point de presse dans le cadre de la rencontre fédérale-provinciale des ministres de l'habitation pour expliquer que le 15 novembre 2000, elle a déposé la loi 170, stipulant que les municipalités ne peuvent plus adopter de règlements « pour s'accorder un avantage dû aux regroupements, mais qu'évidemment cela ne touchait pas les règlements municipaux de régie interne qui ont pu être adoptés préalablement ».

M^{me} Harel s'est engagée à aborder cette question avec le monde municipal à

la réunion de la Table Québec-municipalités le 11 décembre.

« J'ai demandé qu'on mette cette question à l'ordre du jour, a-t-elle dit, parce qu'il faut trouver une réponse collective avant la fin de la présente session. »

Séjours linguistiques **immersion**
L'ANGLAIS 1919\$
à Hawaii
Comprend 2 sem. de cours + hébergement + 42 repas
L'ESPAGNOL 1479\$
à Varadero (Cuba)
Comprend 2 sem. de cours + tout inclus
AUTRES DESTINATIONS: Vancouver, Angleterre, Espagne, Mexique etc.
Réunion d'information à Québec 30 janvier RSVP
BROCHURE GRATUITE ou www.tourcar.com/si
(418) 835-3336 ou 1 800-463-2265

Fatigué de surfer sans jamais trouver?
Consultez tous les dimanches le répertoire des sites Internet des annonces classées du Soleil.
LE SOLEIL

VENTE 20 à 50%
Collections autrichiennes 20 à 40%
Laines bouillies 20 à 40%
Jupes et pantalons 20 à 50%
Blouses et chandails 20 à 50%
Manteaux 20 à 40%
Coordonnées 20 à 35%
* Sur marchandise sélectionnée
CREATIONS Suzanne
869, rue Saint-Jean, Québec (418) 529-9757
stationnement gratuit

Suivez la piste...
OUVERTURE SAMEDI 1^{er} DÉCEMBRE
LES AMANTS DE LA NATURE
CHASSE • PÊCHE • ARCHERIE • PLEIN AIR
LE PLUS BEAU MAGASIN DE CHASSE ET PÊCHE

Département CHASSE
Parka 3 dans 1
Prix courant: 529\$
PRIX OUVERTURE 219\$
Rabais de plus de 50% sur les vêtements de chasse
Quantité limitée

Département PÊCHE
Moulinet à lancer léger
Modèle Super Jag 206
Prix courant: 96\$
PRIX OUVERTURE 29\$
Quantité limitée

Ensemble ZEBCO
Prix courant: 79\$
PRIX OUVERTURE 45\$
Quantité limitée

Département PÊCHE À LA MOUCHE
Cannes à moucher Jag 9 pieds
Prix courant: 149\$
PRIX OUVERTURE 39\$
Quantité limitée

Département ARCHERIE
Etui d'arc
Prix courant: 72\$
PRIX OUVERTURE 49\$
Quantité limitée

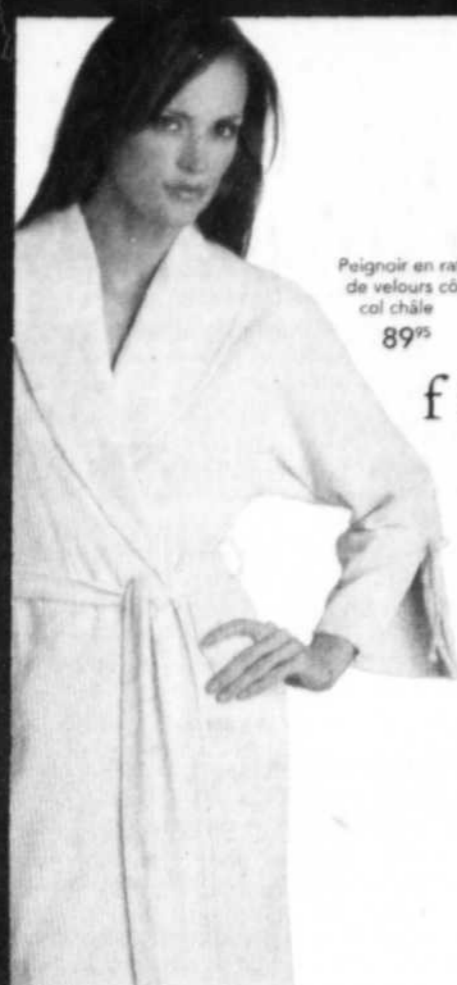
PLUSIEURS SPÉCIAUX EN MAGASIN
2500, Jean-Perrin, bureau 101, Québec
Sortie St-Jacques
845-4800

Antigymnastique (approche Bertherat)
Professeure: **Francine Charron**
B.Sc. de l'activité physique et diplômée en antigymnastique
Lieux des cours:
- Centre de yoga (Sainte-Foy)
- Centre psycho-corporel (Québec)
- et au 4670, du Golf, Neuchâtel
Début des cours: semaine du 21 janvier
Pour info: 845-1383, 687-1165 et 688-3003

LES COURS D'ANGLAIS CLIC,
parce que vous n'avez pas de temps à perdre!
• Cours de petits groupes
45 heures, 2 fois semaine
30 heures, samedi matin ou un soir
Début: 19 janvier
• Dîners en anglais
• Cours privés disponibles en tout temps
CENTRE DE LANGUES INTERNATIONALES
CHARPENTIER
659-2542

2 jours! SEULEMENT
samedi et dimanche
15% de rabais
Sur tous les meubles démonstrateurs
concept mode clément
COLLECTION BÉBÉ
5830 boul. Pierre-Bertrand 623.0531

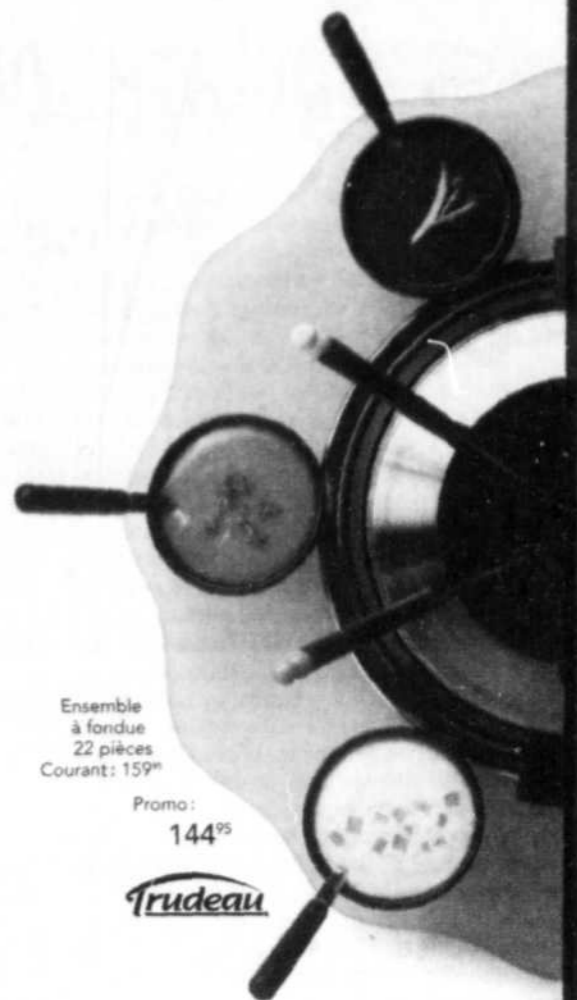
Rue du Campanile
À votre santé...



Peignoir en ratine
de velours côtelé
col châle
89⁹⁵

fi ü

Noël sur mesure



Ensemble
à fondue
22 pièces
Courant: 159⁹⁵

Promo:
144⁹⁵

Trudeau



Robe de chambre
kimono gaufré, 100% coton
115\$

american
essentials®



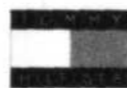
Thermomètre à vin
électronique
Bonjour
49⁹⁵



Maillot gainant
avec bonnets coussinés
72\$

Body & Wrap

Chemise habillée
78⁵⁰
Cravate à rayures de satin
69⁵⁰



Bas à rayures,
offerts en quatre couleurs
16\$

Calvin Klein



CRABTREE & EVELYN

Lait sensuel
pour le corps, 175 ml
24⁹⁵
Eau de toilette,
100 ml
39⁹⁵
Tube gel douche,
200 ml
17⁹⁵



Bol 13"
de la collection Starfire
Courant: 249⁹⁵
Promo:
199⁹⁵



Soutien-gorge
cousiné
en microfibre brodée
85\$

Tanga assortie
47\$
Princesse TamTam



Pyjama en
molleton
polaire
89\$

Candell



Col en renard,
offert en quatre couleurs
80\$
Poignets en renard,
offerts en quatre couleurs
50\$

S.P.I.
25



Le seul cadeau
jamais retourné!

Avec la Puce-à-porter,
le tour est joué:
ils pourront s'offrir le cadeau
de leur choix. Et quel choix!

En vente chez
Les Ailes de la Mode,
en valeurs de 10\$ à 500\$.



MODE DE VIE
MODE DE PAIEMENT

AILES

LES AILES DE LA MODE

www.lesailes.com

Nulle part ailleurs

MAIL CHAMPLAIN (450) 672-4537 • CARREFOUR LAVAL (450) 682-4537 • PLACE STE-FOY (418) 652-4537 • CENTRE COMMERCIAL BAYSHORE, OTTAWA (613) 721-4537

LES GRANDS PROJETS LES AILES: Centre-ville Montréal et Fairview Pointe Claire / Automne 2002

HEURES D'OUVERTURE PLACE STE-FOY: Lundi au vendredi 9h30 à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h • Lundi 24 déc. 9h à 17h



La compagnie Schmid Pernette de Besançon réussit à donner une nouvelle vie à l'œuvre de Nijinski.

CRITIQUE

La compagnie Schmid Pernette réinvente Nijinski

DAPHNÉ BÉDARD
DBedard@lesoleil.com

La compagnie Schmid Pernette s'est attaquée à un gros morceau en choisissant l'œuvre du chorégraphe Nijinski. Elle réussit avec grâce à lui donner une nouvelle vie avec une version très personnelle.

Pour la première pièce, *Le Sacre du printemps*, on aurait pu s'attendre à quelque chose de sombre, de lugubre. Mais les chorégraphes Andréas Schmid et Nathalie Pernette ont décidé de traiter de la folie, inspirée de celle de Nijinski, avec une certaine légèreté. Sur la musique d'Igor Stravinsky, interprétée de main de maître par les pianistes Gérard Budzinski et Wandrille Decaëns, le duo de danseurs Pernette et Sébastien Laurent jouent, s'imitent et se confrontent. Un long cordage qui sert de balançoire occupe la scène leur permettant d'amplifier leurs mouvements. Ils explorent les extrêmes de la folie oscillant continuellement entre tension et relâchement.

Le piano entretient leur folie latente alors que le crescendo de notes la fait s'extérioriser parfois même sous forme de cris. On reconnaît les mouvements anguleux caractéristiques à Nijinski bien qu'ils soient intégrés à d'autres gestes davantage issus de la danse contemporaine. La version musicale pour un piano et quatre mains est sobre et nous fait redécouvrir l'essence de l'œuvre. Il est d'ailleurs toujours plaisant lorsque la musique est jouée sous nos yeux.

Dans la deuxième pièce, *Suites*, créée par Pernette et inspirée librement des *Cahiers de Nijinski*, la folie éclate. Les danseurs l'incarnent véritablement, mais créent tout de même une distance avec elle en utilisant l'humour. Les costumes roses et verts rappellent *Petrouchka*, alors que la chorégraphie comporte plusieurs clin d'œil au *Prélude à l'après-midi d'un faune*. La gestuelle emprunte à celle de l'animal.

Chose intéressante: les pianistes participent activement à la chorégraphie. Non seulement utilisent-ils leurs poignets ou leurs coudes pour jouer la partition, mais ils campent des personnages. Quant à Pernette et à Laurent, ils se laissent emporter par la démesure. Ils bougent sans arrêt, déplacent 100 fois les tables et les chaises qui constituent le mobilier. Ce qui est amusant et triste à la fois, c'est que, bien qu'ils vivent chacun dans leur monde, ils se répondent tour à tour, sans s'en rendre compte, en se lançant des phrases sans queue ni tête. Ils ont même peur de leur ombre. Pernette a parfaitement réussi à alléger ce sujet tragique. Sur scène, la danseuse occupe tout l'espace par son magnétisme même si elle est de petite taille.

Un spectacle qu'apprécieront les plus admiratifs et les plus récalcitrants à l'œuvre de Nijinski.

LA COMPAGNIE SCHMID PERNETTE. *Le Sacre du printemps, Suites*. Présenté hier soir à l'occasion de l'événement Franco au Québec-la saison, à la Salle Multi de Méduse. En reprise aujourd'hui à 20h.

CONGRÈS DE LA FTQ Retour d'enfants prodigues

CLAUDE VAILLANCOURT
Le Soleil

■ La Fédération des travailleurs du Québec a mis fin au long purgatoire de quelques syndicats célèbres en acceptant, cette semaine, lors de son congrès, le retour de quatre grands syndicats internationaux des métiers de la construction, soit environ 12 000 membres.

« C'est le retour de l'enfant prodigue, a lancé le président réélu de la FTQ, Henri Massé. On est content de tuer le veau gras pour les recevoir. »

Ces quatre syndicats avaient fait la manchette lors du « saccage de la baie James » et avaient été exclus de l'organisation, au début des années 80, après le rapport de la Commission Cléche.

Il s'agit de la section locale 144 des plombiers (dirigée alors par le triste André « Dédé » Desjardins), de la section locale 711 des monteurs d'acier de structure, de la section locale 116 des ferblantiers et couvreurs ainsi que de la section locale 271 des chaudronniers.

« Nous avons renoué des relations et aucune condition spécifique n'a été exigée pour leur retour », a mentionné le leader syndical, à l'issue du congrès qui s'est tenu cette semaine à Québec.

M. Massé croit que d'autres syndicats internationaux du bâtiment devraient bientôt rejoindre la FTQ, portant ainsi à 30 000 membres le nombre de nouveaux adhérents.

Les délégués de la FTQ n'ont pas causé de surprise en réélisant Henri Massé à la présidence, comme au secrétariat général, René Roy. Quatorze des 17 vice-présidents. Les trois seuls nouveaux venus sont John Alleruzzo, du Syndicat des vêtements, du textile et autres industries, Pierre Bernier, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes, et Jean Jallet, du Syndicat des machinistes.

MONDIALISATION

Évidemment, l'instance suprême de la FTQ n'a pas échappé au défi majeur que représente la mondialisation des marchés.

Réunis sous le thème *Vers un syndicalisme sans frontières*, les délégués ont convenu de maintenir les pressions pour que les syndicats soient associés au processus de négociation de la future Zone de libre-échange des Amériques.

« Pour contrer celle-ci dans sa forme actuelle, a précisé M. Massé, la FTQ a reçu le mandat d'organiser au besoin, de concert avec le Congrès du travail du Canada et l'AFL-CIO, aux États-Unis, une mobilisation en vue d'une journée de grève en Amérique du Nord et dans les autres pays d'Amérique du Sud, où il y a un mouvement syndical organisé. »

Sur le plan plus québécois, la FTQ a décidé de s'associer avec les enseignants de la Centrale des syndicats du Québec pour créer un programme d'information sur le syndicalisme auprès des jeunes. Pour ses adhérents, elle vise la création d'une fiducie globale sous contrôle syndical de caisses de retraites.

« On va réduire les coûts et maximiser les rendements, de dire M. Massé. On va aussi fixer certaines politiques d'investissement. » À son avis, l'instauration d'une telle fiducie ne saurait tarder. « Ça pourrait se faire dès demain », a-t-il précisé.

en rappel

françois cote
COLLECTION
PRÊT-À-PORTER INTERNATIONAL POUR HOMMES

48 hrs

50%

Absolument tous les
manteaux

50%

Absolument tous les
vestons

50%

Absolument tous les
habits

Sur toutes les collections

Vestons
100% cachemire
Grand choix de couleurs
Cour. 1195\$

399\$
2 jours seulement

2 jours seulement:
samedi et dimanche

Le plus grand choix à Québec

BAUMLER TOMBOLINI PRIMA Guy Laroche
COLLEZIONE UOMO PARIS

www.francoiscote.com

COMPLEXE GERMAIN-DES-PRÉS, SAINTE-FOY
657-1760

L'art de choisir...



Le plaisir de donner!

PLACE DE LA CITÉ
CENTRE COMMERCIAL



10\$

Toujours aux petits soins pour VOUS

Ce certificat donne droit à 10\$ de rabais (avant taxes) à l'achat de 50\$ et plus de produits cosmétiques et parfums de prestige à prix régulier.

Date d'expiration: 24 décembre 2001 / Service personnalisé

Emballage de vos achats gratuit à votre comptoir de cosmétiques Brunet Campanile

10\$

Pharmacie
brunet
RICHARD BLAIS
3730, rue du Campanile
658-1337

LE QUÉBEC ET LE CANADA

ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE SUR LE LOGEMENT

Harel vise 9000 unités

LOUIS TANGUAY
LTanguay@lesoleil.com

■ La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, vise la mise en chantier de près de 9000 unités de logement abordable au Québec en 2002 et 2003.

En effet, la conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de l'Habitation s'est conclue, hier à Québec, par une entente cadre pour l'utilisation des 680 millions \$ que le gouvernement fédéral avait décidé, en janvier dernier, de consacrer au logement social dans l'ensemble du Canada. Il s'agit d'un cadre de référence pour la conclusion d'ententes bilatérales qui seront signées par le fédéral avec chacun des 13 autres gouvernements.

Au cours d'une conférence de presse, le ministre des Travaux publics, responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, Alfonso Gagliano, a dit souhaiter que ces protocoles soient signés dès les prochaines semaines. Avant la fin de l'année, espère-t-il. Du côté du Québec, M^{me} Harel, visiblement ravie de la tournure des événements, a affirmé qu'il ne reste pas grand-chose à négocier. Cela se résumerait essentiellement aux modalités de gestion du programme.

Elle est même prête à déléguer à Ottawa le président de la Société d'habitation du Québec avec mandat de ne revenir qu'une fois tous les détails réglés. Et M. Gagliano de répliquer que ses hauts fonctionnaires seraient prêts à le recevoir. Le cadre de référence donne jusqu'à cinq ans aux provinces et territoires pour dépenser les sommes mises à leur disposition, à condition que leurs gouvernements ou des tierces parties fournissent une contribution égale en argent ou en nature (terrain, services municipaux ou autres).

Dans le cas du Québec, il est déjà convenu d'accélérer sur deux ans les déboursés fédéraux évalués à environ

160 millions \$.

En 2002, Québec entend ainsi financer la construction de 1600 nouveaux logements abordables et concentrer en 2003 la construction de 5000 autres.

À cela s'ajoutent quelque 2850 logements de projets communautaires, coopératifs ou sociaux prévus au dernier budget québécois dans le programme AccèsLogis.

D'ici la réunion de la table Québec-municipalités qui doit se réunir le 11 décembre, M^{me} Harel entend soumettre un certain nombre de propositions municipales dont l'appui est nécessaire pour réaliser le nouveau programme.

L'entente cadre conclue, hier, accorde la maîtrise d'œuvre des projets aux autorités provinciales et M. Gagliano a souligné que la contribution maximale d'Ottawa (25 000 \$ par unité de logement) pouvait être considérée comme une moyenne plutôt qu'un plafond.

Quant à l'autre 50 % de financement des projets, M. Gagliano a dit que ce n'est pas à lui de dicter aux provinces leurs sources de fonds « ce serait une forme de fédéralisme paternaliste dépassée ».

Du côté du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), M. François Saillant, a dit espérer « que la réalisation des logements ne sera entravée par aucun obstacle bureaucratique, comme c'est le cas pour le programme d'aide aux sans-abri ». S'il est optimiste sur les résultats de l'entente d'ici pour le Québec, le FRAPRU a déploré qu'il n'y ait aucune garantie que des logements accessibles aux personnes à faible revenu seront construits dans les autres provinces. M. Gagliano, qui parle de l'entente comme d'un



La ministre des Affaires municipales, Louise Harel.

« compromis avant-gardiste », croit pour sa part que toutes les provinces seront satisfaites et que toutes vont injecter de nouveaux fonds dans le logement abordable. « L'objectif visé, dit-il, est la construction au total de 30 000 logements abordables et plus. » Il a par ailleurs reconnu que, si le nouveau programme doit permettre d'arrêter une blessure de saigner, il faut continuer de chercher un remède efficace aux maux du marché locatif.

Le coprésident de la conférence, le ministre Tim Sale, du Manitoba, a indiqué que tous les partenaires s'entendent sur la nécessité de créer des conditions de marché et de fiscalité meilleures pour que les investisseurs s'intéressent davantage au logement abordable.

Gagliano invite à continuer de chercher un remède efficace

COUR D'APPEL Un juge municipal n'est pas un travailleur autonome

RICHARD HÉNAULT
RHenaault@lesoleil.com

Les juges à temps partiel des cours municipales ne peuvent être considérés comme des travailleurs autonomes au sens de la Loi sur les régimes de rentes du Québec.

C'est ce que vient de décider la Cour d'appel, qui annule ainsi une décision rendue précédemment en Cour du Québec. Un juge des cours municipales de Shawinigan, de Shawinigan-Sud et de La Tuque, M^{me} Claude Trudel, a d'abord porté en appel une décision du ministère du Revenu et il avait eu gain de cause en Cour du Québec, mais la Cour d'appel a accueilli le pourvoi du ministère.

Le jugement ne concerne évidemment que les avocats nommés pour occuper à temps partiel les postes de juges à des cours municipales. La question consistait à savoir s'ils sont des travailleurs autonomes ou les occupants d'une charge.

Pour la Cour d'appel, il est évident qu'ils sont les occupants d'une charge, leurs émoluments étant fixés par le gouvernement. Il n'y a pas de doute, estime la cour, qu'un juge à temps partiel peut trouver plus commode de travailler à son cabinet d'avocat plutôt que dans le bureau qui lui est réservé dans le bâtiment de la cour. Mais cela n'est pas une nécessité, ajoutent les trois juges de la Cour d'appel.

Le juge municipal a même un recours au ministre de la Justice si la Ville ne remplit pas correctement ses obligations. La Cour d'appel estime donc que M^{me} Trudel avait tort de dire que son bureau au palais de justice ne sert que pour les pauses.

D'autre part, ajoute-t-on, le gouvernement savait qu'un juge qui quitte la salle d'audience, ou même le palais de justice, ne cesse pas pour autant de réfléchir aux problèmes qui lui sont soumis. Le gouvernement a néanmoins décidé que le nombre d'heures passées dans la salle d'audience était le barème de choix pour la rémunération des juges municipaux et que la rémunération pour les heures passées dans la salle d'audience payait également le travail du juge à l'extérieur de celle-ci.

Bref, le juge à temps partiel exerce d'une part sa profession d'avocat et, d'autre part, sa fonction de juge. Lorsqu'il exerce sa profession, il est travailleur autonome et, lorsqu'il exerce sa fonction, il occupe une charge.

Les juges Marc Beaugard, Jean-Louis Baudouin et Louis Rochette, de la Cour d'appel, concluent ainsi leur arrêt: « En pratique, le fait que l'intimé soit considéré comme un occupant d'une charge plutôt que comme un travailleur autonome ne peut avoir beaucoup d'effet puisqu'il n'est pas question qu'il ne puisse pas déduire de ses revenus globaux les frais qu'il engage pour gagner un revenu comme avocat. La question pourrait se poser seulement dans le cas où l'intimé continuerait à exploiter son bureau d'avocat sans espoir raisonnable de faire un profit. Mais, dans cette éventualité, la situation de l'intimé ne serait pas tellement différente du salarié qui trouve utile de travailler chez lui et qui ne peut déduire de son salaire une partie des frais engagés qui sont nécessaires à son travail à la maison. »

LES JOURS EXCEPTIONNELS

2 Super Jours de vente
Samedi, 9 h à 17 h
Dimanche, 12 h à 17 h

SAMEDI et DIMANCHE SEULEMENT



Nous payons la TPS pour vous ou payez en 24 versements* en plus des prix déjà réduits

CLASSIQUE
1215, boul. Charest O.
Québec, 681-0171

CONTEMPORAIN
18, rue Courcellette
Québec, 681-0171

LA GALERIE DU MEUBLE

DÉCORATION INTÉRIEURE
www.lagaleriesdumeuble.com 1 800 463-2277

ROCHE BOBOIS
9, rue Courcellette
Québec, 681-4101
LA-Z-BOY
Classique
1221, boul. Charest O.
Contemporain
10, rue Courcellette
Québec



*Plan de financement 24 versements égaux sans intérêt. Les mensualités incluent les taxes et un acompte de 30 %. Effectif à compter de la date d'achat. Concessionnaire à l'approbation du crédit. Conditions en magasin.

Heures d'ouverture
Lundi au mercredi: 9h à 17h30 • Jeudi et vendredi: 9h à 21h
• Samedi: 9h à 17h • Dimanche: 12h à 17h

Amateurs de WEB?

Retrouvez au
www.cyberpresse.ca
toutes les
annonces classées
du Soleil
LE SOLEIL

Ouverture de notre 8^e boutique!

L'AVENTURIER

Mt Hood
Sac à dos d'une capacité de 35 litres
Disponible dans le bleu et le rouge
Prix régulier: 89,99\$
En spécial: 4999\$
Economisez 40\$

THE NORTH FACE
Talkeetna jacket
Manteau fabriqué de nylon utilisant le système imperméable, coupe-vent et respirant HYVENT
Disponible dans le winterstone (beige) et le dewberry (marine)
Prix régulier: 279,99\$
En spécial: 9999\$
Economisez 180\$

Le Randonneur
Pantalon convertible, fabriqué de nylon
Disponible dans le beige, marine et olive
Prix régulier: 79,99\$
En spécial: 4999\$
Economisez 30\$

Dès jeudi, vous pouvez venir nous rencontrer!

www.aventurier.net
Vieux-Québec - 888, rue St-Jean (418) 647-3688

*Quantité limitée. Promotion en vigueur du 28 novembre au 9 décembre 2001 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. En vigueur seulement pour la boutique du Vieux-Québec.

Ménard juge la loi C-42 menaçante pour le territoire québécois

NORMAN DELISLE
Presse canadienne

Le gouvernement fédéral se donne des pouvoirs qui pourraient mener à « une occupation injustifiée » du territoire québécois, accuse le ministre québécois de la Sécurité publique, Serge Ménard.

« Le ministre fédéral peut déterminer une zone dans laquelle il est le seul juge. C'est inacceptable dans un régime démocratique et, en plus, c'est inacceptable dans un régime fédéral », a déclaré M. Ménard hier, à sa sortie de l'Assemblée nationale.



Serge Ménard

La loi fédérale C-42, actuellement à l'étude devant la Chambre des communes, prévoit qu'Ottawa pourrait, dans une situation d'urgence, créer une zone de sécurité militaire à l'intérieur de laquelle le ministre de la Défense nationale aurait des pouvoirs absolus.

M. Ménard a noté que les motifs pouvant permettre de décréter l'état d'urgence sur une partie du territoire canadien, donc québécois, sont multiples : non seulement on peut proclamer cet état d'urgence à des fins de sécurité en cas de terrorisme, mais aussi « pour les relations internationales, la défense ou la sécurité nationale », dit le texte de la loi.

Le ministre Ménard juge que ces raisons pourraient être invoquées pour une intervention militaire à caractère politique.

Selon le Québec, « c'est une fois de plus la démonstration que le gouvernement d'Ottawa, qui se dit fédéraliste, n'est pas un gouvernement fédéraliste, mais centralisateur, qui se pense imbu d'une mission supérieure ».

Le ministre Ménard a même ajouté que l'initiative fédérale « pourrait être utilisée à des fins politiques, contre une déclaration unilatérale de souveraineté » du Québec.

L'opposition bloquiste à Ottawa a soulevé le cas où, dans le cadre d'une rencontre internationale tenue à Québec, on déclarerait « zone militaire » un large périmètre entourant la Citadelle de Québec, ce qui impliquerait alors l'Assemblée nationale. Le ministre de la Défense nationale pourrait à la limite faire intervenir des soldats canadiens dans le Parlement québécois.

Davantage de tribunaux militaires

OTTAWA (PC) — Même si le projet de loi C-42 permet au gouvernement fédéral de nommer un plus grand nombre de juges militaires, le ministre de la Défense, Art Eggleton, a dit hier qu'il ne fallait pas s'attendre à voir le Canada se doter de tribunaux de style américain pour juger les terroristes.

Une section du projet de loi C-42 prévoit l'amendement de la Loi sur la défense nationale, de manière à permettre à Ottawa de convaincre des juges à la retraite ou des experts de la loi militaire de reprendre du service pour juger de présumés terroristes.

En toute logique, si on compte sur un plus grand nombre de soldats pour lutter contre le terrorisme, on pourrait aussi avoir besoin de plus de juges militaires, a-t-il fait valoir. Mais il ne prévoit pas un accroissement des besoins à court terme, en ce domaine.

« Nous ne prévoyons pas avoir recours à cette section de la loi. C'est juste au cas où. Si jamais nous avons besoin de plus de juges militaires, nous pourrions faire appel à eux », a-t-il dit.

Aux États-Unis, la situation est différente. Le président Bush a autorisé, il y a deux semaines, les tribunaux militaires à juger les présumés terroristes en fonction d'un cadre légal moins strict que lorsqu'il s'agit de tribunaux civils.

Mais cette façon de procéder ne risque pas de se produire au Canada, a assuré le ministre Eggleton.

La semence d'un « État policier »

La Ligue des droits et libertés accuse le gouvernement de saper les fondements de la société canadienne

MONIQUE GIGUÈRE
MGiguere@lesoleil.com

■ La Ligue des droits et libertés est contre le terrorisme. Elle est contre le fanatisme. Mais elle est aussi contre l'État policier et son porte-parole, Jacques Tousignant, voit avec inquiétude le Canada se diriger dans cette direction avec ses projets de loi antiterroristes.

« J'en reviens pas où ce gouvernement-là met les pieds. Il est en train de saper les fondements de la vie canadienne, de miner la confiance des citoyens entre eux et de mettre en pièces la présomption d'innocence. Avec les projets de loi C-36 et C-42, il fait tranquillement entrer le Canada dans la famille des États policiers contrôlés par les forces de l'ordre », déclare au SOLEIL Jacques Tousignant, membre du Comité de surveillance des libertés civiles pendant le Sommet des Amériques.

Professeur de droit constitutionnel à l'Université Laval, Henri Brun partage l'analyse du représentant de la Ligue. « Oui, globalement, on peut parler de marche vers un État policier. Les lois antiterroristes apportent de gros changements dans notre façon d'appliquer le droit et dans la façon des policiers de faire leur travail. L'arrestation préventive sur la base d'un soupçon, c'est tout neuf! C'est un gros morceau! Les pouvoirs répressifs donnés à l'armée pour empêcher de circuler dans les zones déclarées de protection militaire. L'obligation de répondre aux questions et de participer aux enquêtes policières. Ce sont des chambardements majeurs dans nos lois », convient le juriste.

Pour Jacques Tousignant, le plus grave, c'est la perte de la présomption d'innocence. « Le Canada a toujours fonctionné avec la présomption d'innocence, rappelle-t-il. Jusqu'ici, la police n'avait le droit d'intervenir que sur la base d'un motif raisonnable de croire qu'un acte criminel avait été commis ou était sur le point de l'être. Avec la loi C-36, la police va pouvoir arrêter quelqu'un sur la base d'un simple soupçon. C'est majeur! C'est une transfor-

mation radicale de la vie canadienne et du droit criminel. »

Le porte-parole de la Ligue des droits et libertés est convaincu que les lois antiterroristes visent indirectement à contrôler tous les mouvements d'expression, d'opinion ou de contestation au pays. « On veut discréditer la contestation, soutient-il. On veut la marginaliser. La criminaliser. Faire peur au monde pour tout ce qui touche l'expression, même pacifique, de positions politiques divergentes des positions officielles du gouvernement. »

Jacques Tousignant prévient les Canadiens que, demain, ils ne verront probablement rien de changé dans leur vie. « Sauf que, petit à petit, les met-il en garde, les policiers vont s'habituer à agir sur la base de soupçons, se sachant protégés par la loi de toute obligation de rendre des comptes au Parlement ou à la population. »

Le militant des droits et libertés s'en prend aussi à la capacité que se donne le gouvernement central de fonctionner en secret: l'écoute électronique pour des motifs secrets, les interrogatoires et les procès à huis clos, la perte du droit au silence lors d'enquêtes policières, l'impossibilité pour un inculpé d'avoir accès à son dossier, la nomination secrète des juges. « C'est le caractère public de la justice qui disparaît », déplore-t-il.

Tout en reconnaissant qu'Ottawa a toujours eu le pouvoir de déployer son armée sur tout le territoire du Canada, Henri Brun dénonce, lui aussi, les nouveaux moyens que le gouvernement se donne « de faire ça de façon plus cachée et plus rapide ». « Le ministre de la Défense va pouvoir décider seul de nouvelles zones de protec-



Professeur de droit constitutionnel à l'Université Laval, Henri Brun partage l'analyse du représentant de la Ligue des droits et libertés.

tion militaire. Ça pourra être n'importe quoi. »

ÉQUIPE FERMÉE

Le plus sidérant pour Jacques Tousignant demeure cependant le refus d'Ottawa de baliser ses lois de garde-fous. Pas de clause crépusculaire qui aurait rendu les lois antiterroristes ca-

duques après trois ou cinq ans. Refus de contrôler l'écoute électronique. Refus de nommer un commissaire indépendant pour faire rapport à la Chambre annuellement. « Je trouve étonnant de voir le gouvernement adopter très rapidement un ensemble de lois qui limitent plusieurs droits fondamentaux des Canadiens. Cela sans même avoir la prudence de se donner des balises », note-t-il.

Le porte-parole des droits et libertés voit dans cette précipitation une accentuation de la centralisation des pouvoirs entre les mains de quelques ministres au Canada. « Le gouvernement fonctionne comme une équipe fermée. Il ne soumet plus les décisions capitales, comme l'entrée en guerre du pays ou l'envoi de troupes à l'étranger, à l'approbation du Parlement, souligne-t-il. Dans une démocratie comme la nôtre, la participation du pays à la lutte internationale contre le terrorisme devrait faire l'objet d'un débat et d'une décision au Parlement. »

Bref, tant le juriste Henri Brun que l'humaniste Jacques Tousignant doutent de la nécessité d'adopter des lois « aussi énormes aussi rapidement ». « On n'a pas d'armée d'occupation à nos frontières, lance le professeur Brun. Je ne suis pas sûr que l'urgence soit à ce point caractérisée qu'il faille chambarder toutes nos lois et notre façon d'administrer la justice. »

Beaucoup de vaporisateurs d'huile

A PARTIR DE 698\$

Browne LE COIN CULINAIRE

PLACE LAURIER 653-5878

Nouvelle direction

La direction de la Caisse Desjardins de Sainte-Foy a le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur Jacques Laurin au poste de directeur au service conseil aux particuliers.

Monsieur Jacques Laurin possède plus de 15 années d'expérience au sein du Mouvement Desjardins. À titre de conseiller en développement, il a aidé avec succès plusieurs caisses à augmenter leur force de vente et leur habileté de gestion. Il est reconnu comme étant une personne efficace lorsqu'il s'agit de négocier et de conclure des partenariats d'affaires gagnants. Son professionnalisme et son expérience lui ont permis de développer les compétences clés pour constituer et animer une équipe performante.

Ainsi, la Caisse Desjardins de Sainte-Foy confirme sa position de chef de file dans le secteur du conseil aux particuliers en offrant une gamme complète de services spécialisés pour vous permettre d'atteindre vos objectifs.

Desjardins

Caisse Desjardins de Sainte-Foy

Centre d'affaires Notre-Dame (siège social)
2877, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy (Québec) G1V 1W3

Centre financier Laurier
2600, boulevard Laurier, bureau 5
Sainte-Foy (Québec) G1V 4T3

Téléphone: (418) 658-4871
1 866 658-5888

www.pointcaisse.ca

Notre engagement, Votre satisfaction

SWISS MILITARY™

GRENADIER 400[®]

Garantie 3 ans
Changement de pile à vie
Assurance vol gratuite pour 1 an avec tout achat de 300\$ et plus.

Succursales

- Place de la Cité 656-6657
- Galerias de la Capitale 627-8278
- Galerias Charlesbourg 622-1075
- Carrefour Charlesbourg 626-2141
- Place l'Ornière 843-1710
- Place des Quatre-Bourgeois 659-1555
- Galerias Chagnon 835-3756
- Carrefour Beauport 661-5782
- Place Fleur de Lys 649-7778

WEBSTER BIJOUTERIE

www.bijouteriewebster.com

Offrez le plaisir de choisir!

Certificat-cadeau 10\$

Disponibles en coupures de 10\$ et 25\$ au kiosque d'information

Valables chez les détaillants participants de Place de la Cité à l'exception des institutions financières. Valables pour une durée d'un (1) an.

PLACE DE LA CITÉ CENTRE COMMERCIAL

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Nouveau projet de loi qui permet de fournir la liste des passagers d'un avion aux Américains

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

OTTAWA — Comme il l'avait annoncé plus tôt cette semaine, le gouvernement a présenté, hier, un nouveau projet de loi qui permettra aux compagnies aériennes de divulguer des listes de passagers et leurs renseignements personnels aux autorités américaines.

La mesure correspond, en fait, à un article extrait du controversé projet de loi C-42 sur la sécurité publique. Pressé par l'échéancier des États-Unis qui obligeront toutes les compagnies aériennes à leur remettre les listes de passagers à partir de la mi-janvier, le gouvernement canadien a décidé de scinder son projet C-42.

Ottawa tient à ce que cette autre mesure législative, baptisée C-44, obtienne la sanction royale rapidement, soit avant la longue pause des Fêtes qui doit débuter le 14 décembre. Hier, la mesure a été votée en deuxième lecture et se retrouvera pour étude devant le comité des transports, dès la semaine prochaine.

Si les compagnies aériennes ne sont pas en mesure de divulguer les informations exigées par l'Agence des douanes des États-Unis, les autorités ont indiqué que les avions pourraient ne pas obtenir la permission d'atterrir en sol américain. La loi adoptée par le gouvernement américain, le 19 novembre, stipule que les transporteurs aériens devraient être en mesure de fournir le nom, la date de naissance, la citoyenneté, le sexe et le numéro de passeport de chaque passager et membre d'équipage.

Les autorités, devant des informations leur faisant croire qu'un vol précis comporte des risques ou des menaces, pourraient aller jusqu'à exiger toute autre information disponible.

Plusieurs intervenants ont toutefois dénoncé la divulgation de ce type d'information, protégés au Canada en vertu des lois sur la protection des renseignements personnels. Le commissaire à la protection de la vie privée, George Radwanski, a d'ailleurs déjà fait valoir ses inquiétudes à des fonctionnaires du ministère des Transports.

Afin de s'assurer que son message soit bien compris, le commissaire a fait parvenir une lettre au ministre des Transports, David Collenette. Il exige des amendements au projet de loi qu'il qualifie « d'intrusion forcée dans les droits à la vie privée des Canadiens ».

« C'est particulièrement troublant lorsque les lois de ces pays (étrangers), comme dans le cas des États-Unis, n'offrent aucune protection ou restriction quant à la façon dont ces renseignements peuvent être utilisés par la suite ou à quelles tierces parties, y compris d'autres pays, ils peuvent être communiqués », écrit M. Radwanski.

« Il est possible d'envisager des circonstances dans lesquelles cela placerait les Canadiens et les Canadiennes dans un risque très réel », ajoute-t-il.

Hier, aux Communes, M. Collenette a précisé qu'il espérait que les « Canadiens ne croient pas que nous faisons, de quelque façon, quelque chose d'inapproprié ou qui ne respecte pas les normes ». Les renseignements privés des passagers ne seront transmis que « devant les plus extrêmes circonstances », poursuit-il.

Malgré toutes les paroles du ministre, l'opposition demeure sceptique, d'autant plus que le texte de C-44 ne précise pas quels sont les renseignements qui seraient dévoilés aux autorités étrangères. Ces précisions seront contenues dans des règlements dont les ébauches devaient être rendues publiques hier.

« Que des renseignements soient transmis pour les besoins de la sécurité aérienne, cela nous apparaît tomber sous le sens. Mais la sécurité ne doit pas se faire au détriment de la protection de la vie privée », a plaidé le leader du Bloc québécois en Chambre, Michel Gauthier, plus tôt cette semaine.

L'opposition a exigé de pouvoir voir et analyser les règlements avant de voter sur le projet de loi.

COMLOT TERRORISTE DANS UN QUARTIER DE MONTRÉAL

La Commission du statut de réfugié passe à la moulinette

L'opposition accuse Ottawa de laxisme à l'endroit des demandeurs d'asile

ISABELLE DUCAS
Presse canadienne

■ OTTAWA — La présence au Canada de Samir Ait Mohamed, un complice de Ahmed Ressam qui avait proposé de faire exploser une bombe dans un quartier de Montréal fréquenté par la communauté juive, est une preuve du laxisme du gouvernement fédéral à l'endroit des demandeurs d'asile, selon l'Alliance canadienne.

Stockwell Day, chef de l'opposition, a soulevé l'exemple de Mohamed pour poursuivre, hier, à la Chambre des communes, sa charge contre les règles fédérales en vigueur pour les demandes de statut de réfugié.

Samir Ait Mohamed « a menti à la Commission du statut

de réfugié. Il était membre d'une organisation terroriste, il s'est adonné à des activités criminelles ici dans notre pays, il a envoyé des passeports en Allemagne pour aider des terroristes, il a parlé de faire sauter un quartier juif », a dénoncé M. Day, ajoutant qu'il était inadmissible que le gouvernement « tolère ce type de demandeur du statut de réfugié ».

Depuis les attentats du 11 septembre, l'Alliance talonne les libéraux au sujet de l'ouverture du Canada à l'égard des immigrants et des réfugiés.

Une déclaration du FBI américain, divulguée jeudi à Vancouver, révèle que Samir Ait Mohamed avait discuté avec Ahmed Ressam de placer des explosifs dans un camion-citerne rempli d'essence et de faire exploser le tout non loin d'Outremont, dans un quartier où l'on retrouve une forte communauté de Juifs hassidiques.

Les deux hommes sont d'origine algérienne et ont habité à Montréal. Ahmed Ressam a été arrêté en décembre 1999 alors qu'il tentait, à partir de la Colombie-Britannique, de franchir la frontière américaine. Sa voiture était remplie d'explosifs qui devaient servir à commettre un attentat à l'aéroport de Los Angeles au moment des célébrations de l'an 2000. Ressam est en prison aux États-Unis.

Mohamed est arrivé au Québec en 1997, où il a rempli une demande d'asile politique. Sa demande a été rejetée l'année suivante et le gouvernement a demandé son expulsion. L'homme a cependant porté la décision en appel et une nouvelle audience a été ordonnée en 1999.

Il a été arrêté en juillet dernier, après le témoignage de son complice.

La détention de Samir Ait Mohamed n'a été rendue publique que tout récemment. Tous les documents du Tribunal de l'immigration à son sujet étaient soumis à une ordonnance de non-publication, levée jeudi. En tant que complice de Ressam, il a été condamné à la prison aux États-Unis, qui demandent son extradition.

L'Alliance canadienne dénonce le fait que Mohamed ait pu rester en liberté si longtemps au Canada, pendant que sa demande de statut de réfugié suivait son cours.

La ministre de l'Immigration, Elinor Caplan, a admis vendredi, à sa sortie de la Chambre des communes, que les procédures d'appel pour les demandeurs d'asile sont trop longues.

« Une des améliorations que je recherche par le projet de loi C-11 est d'accélérer nos procédures, a-t-elle dit. Je trouve que ça prend trop de temps actuellement, alors nous tentons d'accélérer le processus dans la mesure du possible. Mais nous devons nous assurer que le processus est équitable et que les gens peuvent s'expliquer. » Pour expliquer le secret qui a entouré l'arrestation de Samir Ait Mohamed, la ministre a affirmé que la publication d'informations risquait de nuire à l'enquête et que la confidentialité était importante pour protéger des informateurs.



La ministre de l'Immigration, Elinor Caplan, a dû se défendre des attaques de l'opposition qui demande davantage de contrôle à l'endroit des réfugiés.

Le ministre Ménard et la police ignoraient les plans de Ressam

■ QUÉBEC (PC) — Le ministre québécois de la Sécurité publique, Serge Ménard, ignorait le plan du terroriste Ahmed Ressam de faire sauter une bombe à Outremont.

« La police n'a pas jugé que les informations qu'elle avait étaient de nature à commander une action gouvernementale », a expliqué hier le ministre Ménard à sa sortie de l'Assemblée nationale.

Les détails de ce complot ont été révélés jeudi à Vancouver, dans une déclaration du FBI américain. On y apprend que Ressam, un citoyen d'origine algérienne, avait planifié de placer des explosifs dans un camion-citerne et de les faire exploser dans un quartier d'Outremont où on retrouve une forte communauté de Juifs hassidiques.

« Je n'étais pas au courant. Je ne tiens pas à être au courant dans les détails des informations qu'ont les policiers. Je dois garder une certaine distance à l'endroit des services de police. Je ne suis pas ministre de l'Intérieur et les en-

quêtes doivent demeurer le plus secrètes possible », a déclaré le ministre Ménard. Selon le ministre, le gouvernement n'est informé que dans les « cas graves où les informations peuvent menacer la sécurité publique et demander une intervention du gouvernement ».

Mais, dans ce cas-ci, même la police ignorait tout du plan de Ressam. « On ne pouvait pas connaître ces informations à moins de pouvoir lire dans les pensées de Ressam », a-t-il dit.

Invité à préciser si la Sûreté du Québec l'ignorait, M. Ménard a ajouté: « Il est clair que personne d'autre que les conspirateurs ne le savait ».

Entre-temps, le gouvernement québécois a pris des mesures concrètes depuis les événements du 11 septembre, pour être averti à l'avance et pour mieux lutter contre le terrorisme, a rappelé M. Ménard. Ces mesures comprennent notamment la mise en place d'une escouade antiterroriste conjointe impliquant la Sûreté du Québec, la Gendarmerie royale du Canada et les services

policiers de Montréal; l'envoi de policiers québécois en formation auprès du FBI aux États-Unis, des échanges d'officiers de police avec la France, de façon à ce que les échanges d'information sur le terrorisme se multiplient. La France est un pays ayant une grande expertise dans la lutte contre le terrorisme.

DU CÔTÉ DE LA GRC

Les informations voulant que Samir Ait Mohamed ait comploté avec Ahmed Ressam en vue de faire sauter un camion-citerne près d'un quartier juif hassidique de Montréal ne sont que des « allégations », soutient la Gendarmerie royale du Canada. Le corps policier fédéral a convoqué la presse, hier, en début de soirée, pour faire le point sur les informations voulant qu'un tel complot ait été ourdi, en 1999, à Montréal.

Mohamed conteste une demande d'extradition du Canada vers les États-Unis.

« Je ne tiens pas à être au courant dans les détails », a dit Ménard

l'Université Laval
en action
À LIRE AUJOURD'HUI DANS LE CAHIER
« CONTEXTE »

Vous broyez du noir?

Le psychologue Charles Morin et son équipe sont à l'avant-garde dans le traitement de l'insomnie

Eau potable et petites municipalités

Des chercheurs du CRAD proposent une stratégie qui assurerait un ressource de bonne qualité

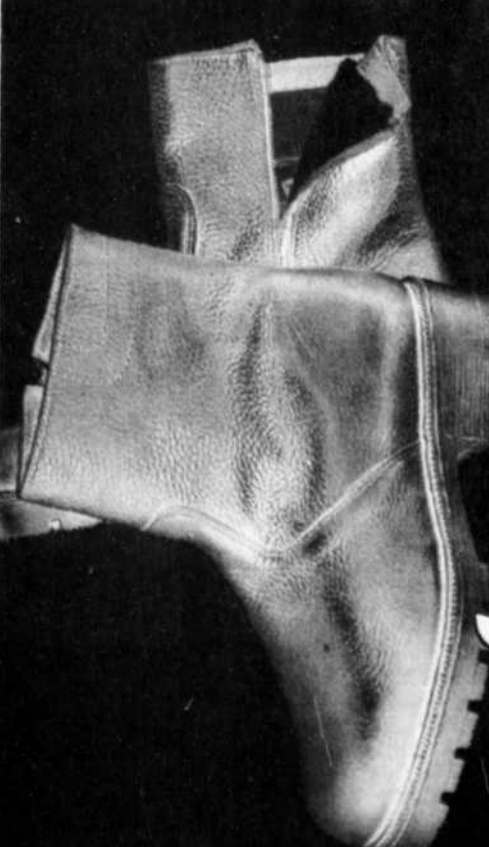
Actions à risque

Quelques conseils de prudence aux investisseurs avides de rendements boursiers rapides

Et d'autres nouvelles de la vie qui bat sur le campus!

UNIVERSITÉ
LAVAL

Première neige...



Bottes d'hiver en cuir de veau granulé imperméable, doublé mouton. Fermeture-éclair sur le côté. Noir seulement. Pointures 7 à 14 EEE. Prix courant 175\$

129⁹⁹

Bovet
POUR HOMMES DE TOUTES TAILLES

Place Sainte-Foy
Galeries de la Capitale

EN BREF

Menace de grève des techniciens de CBC

■ Les techniciens du réseau anglais de Radio-Canada (CBC) ont menacé, hier, de débrayer lundi, en guise de protestation contre la volonté affichée par la direction d'imposer unilatéralement de nouvelles conditions de travail à ses employés. Le contrat de travail des 1600 techniciens de la radio et de la télévision anglophones est échu depuis le mois de juin, et les négociations entre les deux parties se sont poursuivies hier. « Rien n'a changé depuis le dépôt de l'offre, le 15 novembre », a indiqué le directeur de la production et des ressources à la télévision de CBC, Fred Mattocks, en précisant que l'ultimatum lancé par la société d'État était légal, en vertu du Code du travail canadien. Mais le porte-parole du Syndicat des communications, de l'énergie et du papier, Mike Sullivan, ne partage pas ce point de vue. « Si nous ne réussissons pas à signer une convention collective négociée d'ici lundi midi, nous ne pouvons pas garantir que nous rentrerons au travail », a-t-il affirmé. Selon lui, la position patronale équivaut à un lockout déguisé. (PC)

LE SOLDE DES FÊTES



Décrochez un bon prix



500 \$ minimum OU **2 500 \$*** OU **LA VALEUR DE VOTRE VÉHICULE***

Choisissez votre véhicule chez votre concessionnaire et téléphonez sur place.
Vous recevrez 500 \$ minimum. Vous pourriez aussi gagner 2 500 \$ ou la valeur du véhicule choisi.*

Applicable à l'achat ou à la location

Taux de **0%** à l'achat**

Aucun dépôt de sécurité à la location†

Cavalier VL et Z22 2002 



226 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus

Comptant 0 \$, dépôt de sécurité 0 \$, première mensualité 0 \$*

Malibu 2002 



268 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus

Alero GX 2002 
2 et 4 portes



319 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus

Moteur 2.2 L 14 de 140 HP
Boîte automatique 4 vitesses

Comptant 0 \$, dépôt de sécurité 0 \$, première mensualité 0 \$*

Montana 2002 



258 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus

Envoy SLE 2002 
4 X 4



488 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus

Rendezvous CX 2002 



398 \$ /mois*** Location 48 mois
Transport et préparation inclus



Les Associations marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile et Pontiac Buick GMC du Québec suggèrent aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquent à la plupart des véhicules neufs sélectionnés 2001 et 2002 en stock. Photos à titre indicatif seulement. Sujet au financement et à l'approbation du crédit de GMAC. *Aucun achat requis pour participer. Réservé aux résidents du Canada. Concours se terminant le 13 janvier 2002, ou à la date à laquelle tous les prix auront été attribués, selon la première éventualité. Les prix s'appliquent à la plupart des véhicules 2001 et 2002 achetés ou loués le ou avant le 13 janvier 2002. L'attribution des prix est subordonnée à ce que la personne sélectionnée au hasard réponde correctement à une question d'ordre mathématique. Chaque concurrent ne peut participer qu'une seule fois. **Taux de financement de 0 % à l'achat disponible jusqu'à 36 ou 48 mois. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. †Aucun dépôt de sécurité à la location sur tous les modèles neufs 2001 et 2002 en stock. ***Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (Cavalier : 0 \$, Malibu : 2 742 \$, Alero : 0 \$, Montana : 5 491 \$, Envoy : 4 155 \$, Rendezvous : 4 709 \$). À la location, transport et préparation inclus, immatriculation, assurance et taxes en sus. Première mensualité exigée à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. *Conditions applicables à la location sur les Cavalier et Alero 2002. Aucun comptant ou dépôt de sécurité requis. La première mensualité (taxes incluses) est défrayée par General Motors. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de la Carte GM, des Diplômes et de GM Mobilité. †Robots aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. ††Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis. Pour obtenir plus de détails, voyez votre concessionnaire participant, visitez le www.gmcanda.com ou faites le 1 800 463-7483.



LA CAPITALE ET SES RÉGIONS



Construit dans la controverse, l'hôtel de ville de Sainte-Foy n'aura servi que pendant cinq ans à M^{me} Boucher et abritera dorénavant des fonctionnaires de Communauté métropolitaine de Québec.

La CMQ emménage chez M^{me} Boucher

ÉRIC MOREAULT
EMoreault@lesoleil.com

La quinzaine de fonctionnaires de la Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) établiront finalement leurs pénates à l'hôtel de ville de Sainte-Foy.

À l'origine, le comité de transition avait prévu que l'organisme chargé de la préparation des schémas d'aménagement de la grande région comprenant Québec, Lévis ainsi que des municipalités régionales de comté de l'Île-d'Orléans, de la Côte-de-Beaupré et de la Jacques-Cartier s'installe à l'hôtel de ville de Sillery.

Les élus de la nouvelle ville ont pris cette décision en tenant compte de l'espace disponible dans

l'édifice de la route de l'Église — un étage est encore vacant, en plus, et non aménagé.

REGROUPEMENTS

Il reviendra au nouveau conseil municipal de réaliser des économies d'échelle en regroupant ou en déplaçant les fonctionnaires en fonction des immeubles qui se libèrent. Comme, par exemple, rattachier la vingtaine d'employés de la Société de promotion économique de Québec avec ceux de la CMQ dans des lieux communs.

Pour l'instant, le comité de transition s'évertue à limiter les déménagements de façon à ce que tout soit fonctionnel pour le 1^{er} janvier. On s'efforce d'ailleurs de relier les différents bâtiments par informatique.

David Côté condamné à sept ans de pénitencier en Floride

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

David Côté, ce camionneur originaire de Sainte-Foy arrêté en Floride en janvier dernier pour une histoire de tentative d'agression sexuelle et soupçonné d'être l'auteur de trois viols à Scott, Sainte-Foy et Toronto, a écopé hier d'une sentence d'emprisonnement de sept ans et demi. La justice floridienne l'a condamné pour enlèvement avec un déguisement et avoir résisté à un agent de la paix.

David Côté a été arrêté à Boca Raton le 15 janvier après avoir tenté d'agresser une femme de 27 ans. Selon la police de l'endroit, le camionneur a assailli une joggeuse qui courait le long du Ocean Boulevard. Le visage caché par un foulard, il a attrapé la jeune femme par la gorge et l'a traînée vers le bois. La jeune femme a réussi à serrer les testicules de l'homme pour qu'il la laisse tranquille. Elle lui a demandé de s'en aller en lui jurant qu'elle n'avait pas vu son visage. L'homme a fait ni une ni deux et a pris la poudre d'escampette.

Alertés par la jeune femme, des dizaines de policiers se sont mis à la recherche de l'individu, qui a été retrouvé quelques heures plus tard alors qu'il nageait dans un cours d'eau. Les policiers ont trouvé des magazines pornographi-

ques dans la voiture de Côté, qui était stationnée non loin de la scène de crime.

Le 6 août, David Côté a plaidé coupable à des accusations d'enlèvement avec un déguisement et d'avoir résisté à un agent de la paix. En cour, l'avocat de Côté a dépeint son client comme un homme qui a été victime d'abus sexuels lorsqu'il était enfant et qui a été rejeté par ses huit frères et sœurs. Selon la défense, Côté a désespérément besoin d'attention et de chaleur humaine. Aussi deux médecins sont-ils venus témoigner à l'effet que l'accusé n'avait pas toute sa tête lorsqu'il a commis son geste, le 15 janvier.

Grâce à une preuve d'ADN, les policiers québécois et ontariens ont pu relier Côté à trois viols commis à Scott, à Sainte-Foy et à Toronto durant l'été 2000. Les enquêteurs torontois et fidéens de même que ceux de la Sûreté du Québec se rendront prochainement à Boca Raton pour l'interroger afin de compléter leur preuve. Le tout sera ensuite soumis à un procureur de la Couronne.

« On va tout faire pour qu'il y ait un procès au Canada, assure le capitaine André Fillion, porte-parole de la police de Sainte-Foy. Mais on ne sait pas quand, ni comment ça va se dérouler. L'idéal, ce serait de s'entendre avec les autorités de la Floride pour qu'elles nous permettent de tenir le procès ici pendant qu'il purge sa peine là-bas. »

Il pourrait être jugé ici tout en purgeant sa peine là-bas

Donnacona libérée de son corps de police

Le service, qui a récemment défrayé la manchette plus souvent qu'à son tour, cède la place à la Sûreté du Québec

MICHEL GODIN
Collaboration spéciale

■ DONNACONA — Après 18 mois d'attente, la Ville de Donnacona a été exaucée et libérée, hier, de son corps municipal de police qui a défrayé la manchette plus souvent qu'à son tour depuis quelques années. En présence de l'état-major de la Sûreté du Québec, les neuf policiers réguliers de la municipalité de Donnacona ont été assermentés.

Huit d'entre eux seront intégrés à la SQ dans la MRC de Portneuf. Ils seront affectés au poste de Saint-Raymond qui sera agrandi pour pouvoir les accueillir. Ils s'ajouteront aux trois nouveaux policiers recrutés afin de respecter la norme d'un policier par 1000 habitants. La SQ de Portneuf comptera dorénavant 52 policiers, ce qui en fera le plus important groupe policier pour une MRC, a fait savoir Florent Gagné, directeur général de la SQ. Quant à l'ancien chef de police de Donnacona, Guy Dusault, il sera transféré au quartier-général du district de Québec.

« C'est un événement important pour Donnacona. C'est toujours malheureux de perdre un service municipal. Nous avions un service de police chromé et près des gens », a lancé avec un brin de nostalgie le maire Denis Denis. Il avait été le seul à l'époque à s'objecter à la demande de démantèlement orchestrée par le conseil municipal. Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, leur avait donné raison en juin dernier en autorisant son abolition. Bien ancré dans les mœurs de la municipalité, le service municipal de police existait de-

puis 1924 à Donnacona. À cette période, des hommes-polices assuraient la sécurité des gens. Le corps municipal de police avait été fondé en 1964. « Je souhaite que la transition soit harmonieuse autant pour les policiers que pour la population du comté de Portneuf », a-t-il ajouté oubliant les mésaventures des dernières années.

Rencontré par LE SOLEIL après l'assermentation, l'ex-président du syndicat des policiers de Donnacona, André Noël, s'est dit soulagé. « Je suis heureux que ce soit enfin terminé, une page d'histoire se tourne. Je mets une croix sur le passé et je regarde vers l'avenir. Le temps est venu pour mes confrères et moi, de se joindre à une organisation prestigieuse qui se distingue par une continue évolution dans les services qu'elle donne à la population », a-t-il mentionné.

Avant d'entreprendre leur nouvelle carrière au sein de la SQ, les policiers de Donnacona passeront par une semaine d'assimilation des politiques de la SQ et de mise à jour de leur formation. Même si l'intégration du corps de police de Donnacona ne sera officielle que le 3 décembre, les policiers provinciaux patrouillent déjà les rues de Donnacona et Cap-Santé depuis 8 h, hier. Tous les appels effectués au poste de police de Donnacona sont automatiquement transférés à la SQ.

Conscient que son nouveau contingent de policiers a été sur la sellette à plusieurs reprises ces dernières années, le chef de la SQ dans Portneuf, André Pleau, n'y voit pas de problème. « Ce sera un défi intéressant. La SQ est habituée d'être sur la sellette pour bien des dossiers et personne n'est à l'abri de chose cavalière qui puisse se produire, a-t-il indiqué. Ils devront s'intégrer comme tous les autres policiers et ils auront la chance de miser sur un excellent encadrement », a-t-il conclu.

25 municipalités ont l'intention d'opter pour les services de la SQ

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Jusqu'à maintenant, 25 municipalités ont fait part au ministère de la Sécurité publique de leur intention d'abolir leur corps de police. Outre Donnacona, les services de police de Matane, Roberval, Dolbeau-Mistassini et Sept-Îles, entre autres, disparaîtront d'ici janvier pour fusionner à la Sûreté du Québec.

La réforme de l'organisation policière proposée par le ministre Serge Ménard fera en sorte qu'en 2002, le nombre de corps de police québécois aura été divisé par trois. À l'heure actuelle, 124 corps de police desservent 7,3 millions d'habitants.

Le ministre Ménard propose que la desserte des municipalités de moins de 50 000 habitants soit assumée par la Sûreté du Québec. Celles qui ont déjà des corps de police municipaux peuvent les conserver, mais seulement si elles parviennent à offrir une plus grande palette de services. Autrement dit, toutes les municipalités doivent atteindre le niveau 1.

Selon les données du ministère, une quinzaine de municipalités avaient, en date d'hier, adopté une résolution pour le maintien de leur corps de police. Parmi elles: Alma, Theford Mines, Sainte-Marie, Saint-Georges, Rivière-du-Loup et fort proba-

blement Rimouski.

À l'exception de Rivière-du-Loup, il n'en coûterait pas plus cher pour ces municipalités de conserver leur service de police. À Alma, par exemple, une fusion avec la SQ coûterait quelque 800 000 \$ de plus par année — les coûts sont établis selon le RFU (richesse foncière uniformisée) des municipalités. « Ça va nous coûter à peu près ça d'atteindre le niveau 1 », assure le directeur du Service de police d'Alma, Jean-Yves Carlos.

À Rivière-du-Loup, les élus ont décidé de conserver leur corps de police, même si ça coûte plus cher qu'une fusion avec la SQ. Une étude comparative montre en effet qu'il en coûterait 2,3 millions \$ pour se prévaloir des services de la SQ, contre 2,5 millions \$ pour conserver le corps de police municipal. Pour le conseil, un corps de police municipal demeure mieux intégré à la communauté.

Un lundi 2 décembre digne du «Boxing Day»!

SUPER SOLDE DE DÉMÉNAGEMENT

Accent 2002

0\$ comptant
0\$ frais de transport et préparation
0\$ dépôt de sécurité

169\$ /mois



Elantra 2002

209\$ /mois

0\$ comptant
0\$ frais de transport et préparation
0\$ dépôt de sécurité



NOS LOCAUX AGRANDISSENT
MAIS NOS PRIX RAPETISSENT!



Maintenant au: 2400, Dalton parc Colbert Sainte-Foy 654-9292
Moins de 500 mètres à l'ouest de nos anciens locaux.

PROJET DE LA FORÊT MARIE-VICTORIN

Poursuite de 14,7 millions \$ contre la Ville de Saint-Nicolas

MARC SAINT-PIERRE
mstpierre@lesoleil.com

Des promoteurs immobiliers et leur entreprise viennent d'intenter en Cour supérieure une poursuite pour dommages de 14,7 millions \$ contre la Ville de Saint-Nicolas et son ex-directeur général et maire actuel, Roger Noël.

Ces promoteurs sont les actionnaires de Développement F.M.V. inc., soit les architectes Paul Brassard et Jean-Marie Lavoie ainsi que la femme d'affaires Amélie Chiasson, le groupe qui a imaginé le concept domiciliaire de La Forêt Marie-Victorin.

Mettant en œuvre une approche verte du développement résidentiel, une approche « en harmonie avec la nature », selon ses auteurs, ce concept a suscité un vaste intérêt, de l'architecte de renommée internationale Avi Friedman et de l'Université McGill notamment.

Il était prévu que le projet se développerait sur un site boisé d'un million et demi de pieds carrés et comprenne ultimement 350 unités d'habitation.

Mais quand il a été question de la matérialiser sur le terrain, selon le fleuve des allégations formulées à l'appui de la requête, elle-même appuyée sur une abondante documentation, les choses se sont gâtées. C'est-à-dire, de l'avis des développeurs, représentés par l'étude légale Boulanger Lamarre, que la Ville de Saint-Nicolas et ses dirigeants leur ont fait vivre l'enfer pendant plus de sept ans, soit dès le moment où ils ont voulu mettre en branle leur grand projet.

« Gilles Lauzon, le directeur des services techniques de la Ville, et Linda Rainville, l'urbaniste, agissant sous la supervision et suivant les directives du directeur général, Roger Noël, n'ont cessé de créer des embûches aux demandeurs dans le dessein manifeste de faire avorter leur projet de développement », indiquent les demandeurs qui font état de lenteurs administratives, d'exigences exorbitantes à répétition, de manque de bonne foi, d'erreurs inexplicables et inexcusables, de problèmes avec les socié-

tés d'ingénieurs mandatées par la municipalité, d'absence de consultation, de l'adoption de règlements rendant le projet irréalisable, etc.

Les demandeurs affirment qu'ils auront eu, au printemps 2001, « la confirmation que les embûches et les obstacles à répétition que la Ville de Saint-Nicolas et ses fonctionnaires généraient sur leur chemin étaient prémédités et posés dans le dessein manifeste de faire avorter leur projet de développement ».

« Ils prendront surtout conscience, ajoutent-ils, à quel point tous les obstacles que la Ville de Saint-Nicolas avait placés sur leur chemin, et, dès la fin de 1996, s'inscrivaient dans « le plan » de son principal dirigeant, Roger Noël, de « tuer » leur projet de développement, tel qu'il en avait d'ailleurs fait part à un développeur concurrent à l'été 1997, lorsqu'il déclara: « Ne soyez pas inquiets, ils (les demandeurs) vont peut-être lotir sept terrains, mais ils n'en lotiront jamais d'autres. »

« De fait, précise la requête, le projet de développement des demandeurs, qui devait comporter dix phases et compter 350 unités d'habitation, « mourra » après la construction de la toute première maison de la phase 1 de leur projet. »

Pour les demandeurs, qui affirment maintenant être ruinés et au bout du rouleau, la Ville de Saint-Nicolas et M. Noël sont responsables des dommages qui leur ont été causés.

Dans ce contexte, pour perte de revenus et profits, pour ennuis et inconvenients, pour atteinte à la réputation aussi, ils demandent au tribunal de condamner la Ville et son ex-dg à verser à Développement F.M.V. inc. la somme de 12 049 332 \$, soit 975 000 \$ aux architectes Lavoie et Brassard, et une somme de 540 000 \$ à M^{me} Chiasson.

Le groupe demande également au tribunal de condamner la Ville et M. Noël à payer à l'entreprise et à chacun de ses trois actionnaires une somme additionnelle de 50 000 \$ à titre de dommages punitifs, selon les dispositions de l'article 49 de la Charte des droits et libertés de la personne.

AFFAIRE MARTIN FORGUES

Le conseiller Amyot menace de traîner Québec en cour

ROBERT FLEURY
RFleury@lesoleil.com

Le comité exécutif de la Ville de Québec avait-il le droit de renverser une décision prise par le conseil sur le remboursement d'honoraires pour la défense du conseiller Martin Forgues? Le conseiller Charles Amyot ne le croit pas. Il menace même de traîner la Ville de Québec devant la Cour supérieure si le comité exécutif ne ramène pas la question devant le conseil.

« Georges Lalande a poursuivi Martin Forgues en diffamation. Il est prouvé que M. Forgues s'est parjuré », rappelle M^{re} Charles Amyot. Si l'ex-chef du Progrès civique, M. Lalande, est blanchi, Martin Forgues est condamné à payer. Sauf qu'il réclame le remboursement des frais de son avocat à la Ville sous prétexte que c'était en tant que membre du conseil qu'il a dû se défendre.

Le conseil refuse. Puis le mois dernier, le comité exécutif revient sur sa décision et verse 20 000 \$ à M. Forgues.

Pourtant, rappelle M^{re} Amyot, l'étude Pothier Deslisle avait recommandé de ne pas payer. Pourquoi maintenant recommander d'acheter la paix?

« La Ville a-t-elle reçu une mise en demeure du conseiller? Le montant a-t-il été versé? La Ville a-t-elle été actionnée par le conseiller? Quelles sont les raisons qui ont motivé la Ville à demander une deuxième opinion? » demande le conseiller sortant.

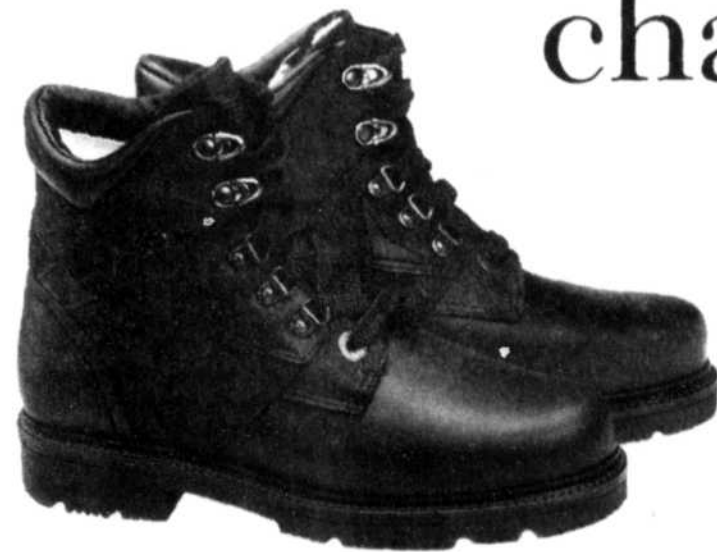
M^{re} Amyot rappelle que le contentieux aussi était contre ce paiement avant de changer d'idée. L'opposition elle-même avait obtenu un avis juridique à l'effet que les frais n'étaient pas remboursables, ce qui avait incité le comité exécutif à solliciter Pothier Deslisle... qui en arrivait à la même conclusion. Sauf que cette fois, Pothier Deslisle vient de recommander de payer.

« C'était réglé, on ne payait pas! Sauf que l'exécutif décide, en catimini, de payer! Une décision tout à fait arbitraire. Qu'on nous en donne les raisons... qu'on ramène la question devant le conseil, sinon je prendrai des procédures », menace M^{re} Amyot, lequel soupçonne quelque influence, étant donné que Martin Forgues, un adversaire acharné du maire L'Allier, lui ait soudainement manifesté son appui à la mairie au même moment.

« Il n'y a eu aucune ingérence politique. Il fallait répondre à la mise en demeure de M. Forgues et c'est pourquoi nous l'avons soumise à Pothier Deslisle. Notre procureur n'a pas changé d'idée. Il nous a proposé de régler hors cour pour sauver des frais comme on le fait dans de multiples dossiers. On était déjà rendu à 15 000 \$ de frais dans cette affaire-là! » explique M. Viau. Le dg s'apprête à écrire à M^{re} Amyot. Il n'a pas d'objection en principe à ramener la question devant le conseil, même si les pouvoirs du comité exécutif lui permettent de faire des règlements pouvant aller jusqu'à 100 000 \$.

« Les décisions du comité exécutif aussi sont publiques, transparentes », répond M. Viau.

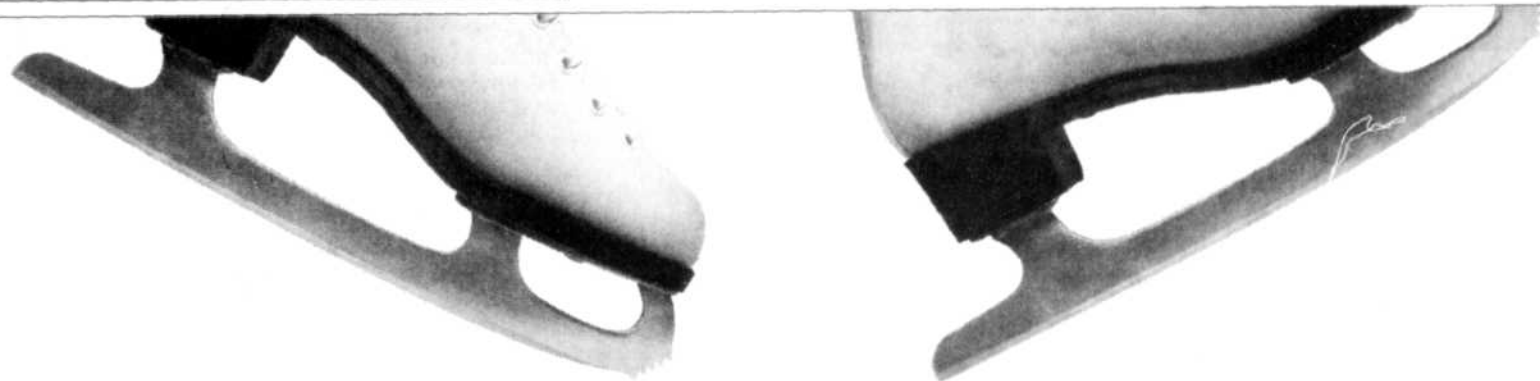
Un chausseur sachant chausser



Optez pour des chaussures faites de main de maître, ajustées par des professionnels d'expérience.

POULIOT
Maître-chausurier

2990, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy
(418) 652-0100
1 800 363-6172



Les billets aussi s'envolent

Les Internationaux MasterCard Patinage Canada 2002

30 octobre au 3 novembre 2002 • Colisée Pepsi

Billets en vente aux guichets du Colisée Pepsi ou par téléphone au 691-7211

BILLETTS EN VENTE DÈS AUJOURD'HUI 10 H

Skate
Canada.ca

MasterCard
Patinage
Canada
Internationaux

rabais de
10%
avec la carte

LE SOLEIL

Le Vieux-Lévis risque de redevenir le trou de beigne qu'il a déjà été

Malgré sept ans d'efforts de revitalisation, le quartier continue de perdre ses forces vives

MARC SAINT-PIERRE
mstpierre@lesoleil.com

■ Au train où galopent les indications de départ, le Vieux-Lévis en est à craindre de redevenir le trou de beigne urbain qu'il a déjà été.

C'est ce qui est ressorti des propos du président de la Corporation de développement du Vieux-Lévis, Réginald Samson, à l'occasion d'une réunion de forces vives de l'ancien quartier, hier.

«Les efforts de revitalisation déployés depuis sept ans se trouvent grandement compromis avec le départ de plus de 300 personnes, sans compter les nombreux visiteurs faisant affaires avec toutes ces entreprises. Les résidents, les commerçants et les membres de la corporation s'inquiètent du message véhiculé par de telles décisions», a noté M. Samson.

«Si la tendance se maintient, ce n'est pas de développement dont il sera question pour le Vieux-Lévis, mais de décroissance», a-t-il ajouté.

Prises à tort ou à raison comme étant très sérieuses par les membres de la corporation, ces indications de départ sont celles du Centre local de développement, qui partirait pour Saint-Romuald, de la Financière agricole, qui s'en irait à «la tête des ponts», du Service des loisirs de Lévis, qui sera intégré très bientôt dans la grande ville, et du CLSC, qui sera relocalisé, rue Mont-Marie, près de l'Hôtel-Dieu.

«Tous ces départs vont laisser le cœur du Vieux-Lévis dans un état déplorable», a observé M. Samson, sou-

lignant que le Vieux-Lévis n'a pas encore atteint la masse critique de travailleurs nécessaires au développement d'une gamme de commerces de services variés pouvant répondre aux besoins du milieu.

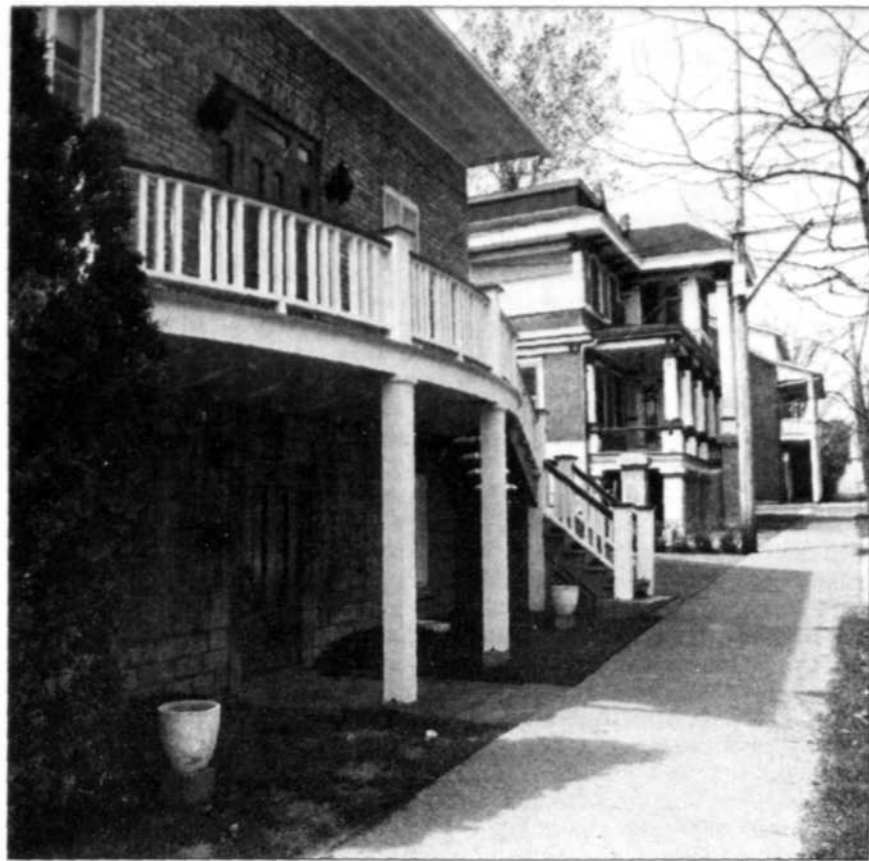
Ce sont le CLSC, rue de l'Arsenal, et la Financière agricole, angle Desjardins-Saint-Georges, qui préoccupent au premier chef la corporation lévisienne, ne serait-ce de l'importance des deux institutions.

La décision en ce qui concerne le CLSC, qui serait annoncée incessamment, est soutenue par des résolutions des ca. de l'Hôtel-Dieu et du CLSC. La députée et ministre de Lévis, Linda Goupil, est aussi d'accord avec le déménagement, ne serait-ce qu'il a le mérite de rationaliser les services de santé sur le territoire lévisien.

Mais si l'institution demeure à l'intérieur du périmètre du Vieux-Lévis, elle a le tort, dans l'esprit des membres de la corporation, de dégarnir encore davantage le secteur du carré Saint-Louis, «une plaie béante» selon M. Samson. Et de vaporiser du même coup des années d'efforts de la corporation à ce chapitre.

Pour ce qui est de la Financière agricole, dont il est question de regrouper en un même endroit les 120 travailleurs lévisiens et les 150 de Québec, le président Samson estime que sa place est à Lévis. Parce que Lévis est un milieu institutionnel et financier, avec Desjardins notamment, et une ville comprise dans une des grandes régions agricoles du Québec, Chaudière-Appalaches.

Pour la corporation, la balle est dans



L'un des plus beaux quartiers urbains du Québec, le Vieux-Lévis aurait un potentiel de développement intéressant, à condition de cesser de perdre ses résidents, ses bureaux et ses commerçants.

le camp des décideurs, des élus notamment, «afin, a dit M. Samson, qu'ils se préoccupent de la revitalisation de leurs vieux quartiers, c'est-à-dire nous assurer de la conservation des acquis et initier un projet structurant par

l'aménagement du carré Saint-Louis». Dans les propos formulés par le maire Jean Garon, qui a fait un saut à la rencontre, et par le conseiller du district 10, Pierre Brochu, il est apparu que ces deux élus sont de leur côté.

COMITÉ DE TRANSITION Une impression fautive

Non le comité de transition de Québec ne se lancera pas dans la création de logements coopératifs même si des avis publics ont été publiés récemment afin de lancer des appels de propositions!

Si la nouvelle Ville de Québec veut profiter du programme AccèsLogis de la SHQ, elle doit soumettre sa candidature d'ici la mi-décembre... Si elle attend au 1^{er} janvier, il sera trop tard. Sauf que la ville nouvelle n'existe pas encore officiellement...

C'est ainsi que c'est le comité de transition qui a négocié une entente avec la SHQ pour lancer cet appel de propositions en vertu des pouvoirs qui lui étaient confiés par la Loi.

Le comité recevra donc, d'ici le 7 décembre, les projets de réalisation de nouvelles unités résidentielles de type coopératif ou OSBL s'ils sont parrainés par un groupe de ressources techniques accrédité.

Le programme de la SHQ peut s'adresser aux familles, aux personnes seules ou aux personnes âgées en perte d'autonomie.

Le comité devait respecter des dates butoirs

L'HARMONIE

Le comité de transition de Québec proposera au nouveau conseil d'harmoniser les catégories de permis de construction et leur tarification. Ainsi, le permis de base pour la construction résidentielle serait de 100 \$ alors que les frais de base pour le non-résidentiel seraient de 0,50 \$ le mètre carré.

À ces frais de base s'ajouteraient, selon le cas, un autre montant de 100 \$ pour les premiers 200 000 \$ de valeur de travaux, et un dernier montant de 50 \$ pour chaque tranche additionnelle de 100 000 \$. Le permis de construction d'une maison unifamiliale coûterait ainsi 200 \$, une tarification déjà en vigueur dans la plupart des municipalités, assure le comité de transition. R.F.

BRUIT À CHARNY Court sursis pour le CN

MARC SAINT-PIERRE
mstpierre@lesoleil.com

La médiation ayant trait aux bruits émanant de la gare de triage Joffre, à Charny, reprendra quelque part en décembre.

C'est ce qu'a fait savoir l'Hôtel de ville de Charny, hier.

Sous la gouverne de l'Office canadien des transports, entamée à l'occasion de deux pleines journées en septembre, cette médiation devait reprendre jeudi et vendredi de cette semaine.

Celle-ci est en quelque sorte destinée à trouver un équilibre entre la qualité de vie des Charnycois, que les bruits de la gare de triage empêchent de mener une vie normale, et même de dormir, et les besoins d'exploitation de la grande compagnie de chemin de fer.

«Les parties ont convenu que le CN devait compléter son analyse de la situation et le rapport en préparation», a indiqué la porte-parole Hélène Larouche, observant que certaines mesures ont d'ores et déjà été prises par l'entreprise ferroviaire pour réduire le bruit, «mais que le CN devait poursuivre ses recherches pour le réduire davantage».

«La plus sensible de ces améliorations est le changement de l'heure d'arrivée d'un bloc de wagons afin que celui-ci soit manœuvré en après-midi plutôt qu'en soirée», a souligné M^{me} Larouche.

De source non confirmée, il s'agirait de quelque 40 wagons arrivant du centre américain. Les travailleurs du CN y iraient également davantage *mollo* avec leurs klaxons. À l'hôtel de ville de Charny, l'administration Lemaire aurait invité l'entreprise à aller plus loin dans les correctifs.

L'analyse d'impact sur le bruit en voie d'être réalisée par le CN et le rapport de celle-ci sont attendus en décembre.

ÉCONOMISEZ!

jusqu'à

100 \$

DE RABAIS!

Stores directement de NOTRE manufacture! Choisissez parmi le plus vaste choix jamais vu!

STORES VERTICAUX

A partir de 57⁹⁹

STORES VERTICAUX EN TISSUS 3 1/2"
Couleurs dernier cri
Modèle Derby (75"x84") 79⁹⁹

STORES VERTICAUX CÔTELES
Plusieurs couleurs décoratives
Modèle Valentine (75"x84") 83⁹⁹

STORES VERTICAUX PÉRLES
Motif gravé en vinyle perle
Modèle Dimension (75"x84") 99⁹⁹

STORES EN BOIS

STORES EN BOIS MASSIF 2"
5 magnifiques couleurs disponibles avec accessoires en bois massif.
Modèle Tango™ (23"x30") 67⁹⁹

STORES DE LUNE EN BOIS TISSU
Modèles de 1" et 2" disponibles en 18 couleurs.
Modèle Laredo™ 2" (23"x30") 83⁹⁹

ACHÈTEZ DIRECTEMENT FABRICANT et ÉPARGNEZ

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE!

Tous nos produits sont GARANTIS À VIE!

STORES et TOILES

FAITS SUR MESURE

Service expert et ultra rapide!

MINI-STORES HORIZONTAUX

A partir de 15⁹⁹

STORES HORIZONTAUX

MINI-STORES EN PVC
Sans plomb ajouté, motif à reflet blanc ou albatre
Modèle Camino™ (23"x48") 6⁹⁹

TERMINÉ LIQUIDE

LIQUIDATION DE MINI-STORES EN ALUMINUM, 70 COULEURS JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS! **ÉPARGNEZ EN GRAND**

STORES EN BOIS NATUREL

A partir de 41⁹⁹

TOILES DE FENÊTRE

A partir de 41⁹⁹

TOILES DE FENÊTRE

TOILES DE FENÊTRE
Épaisseur 3 plis / 8 on. blanc en PVC opaque, lavable, avec latte de base en bois massif.
Modèle Deluxe 11™ (28"x58") 14⁹⁹

EXEMPLES D'AUTRES DIMENSIONS
37" x 70" 19.49 43" x 70" 25.49
37" x 82" 22.49 43" x 82" 29.99

LE MARCHÉ DU STORE

Magasinez chez le PLUS GRAND FABRICANT et DÉTAILLANT au pays!

Plus de 120 Supermagasins pour vous servir! Appelez 1-800-254-6377 ou visitez notre site internet au www.lemarchedustore.com

LE MARCHÉ DU STORE
DIRECTEMENT DE NOTRE MANUFACTURE!

Vanier (418) 687-0053
265, boul. Wilfrid-Hamel
(Angle Pierre-Bertrand en face de l'hôpital)

Lévis (418) 838-8646
72, boul. du Président-Kennedy
(En face du McDonald's)

RABAIS ADDITIONNELS: Au-delà de nos bas prix!

10 \$ de rabais
SUR TOUT ACHAT DE 50 \$ OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Coupon rabais inclus dans les prix annoncés.
Expiré: 16 DÉCEMBRE 2001 Code: 1834

20 \$ de rabais
SUR TOUT ACHAT DE 100 \$ OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Coupon rabais inclus dans les prix annoncés.
Expiré: 16 DÉCEMBRE 2001 Code: 1835

50 \$ de rabais
SUR TOUT ACHAT DE 250 \$ OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Coupon rabais inclus dans les prix annoncés.
Expiré: 16 DÉCEMBRE 2001 Code: 1836

100 \$ de rabais
SUR TOUT ACHAT DE 500 \$ OU PLUS CHEZ LE MARCHÉ DU STORE™

Coupon rabais inclus dans les prix annoncés.
Expiré: 16 DÉCEMBRE 2001 Code: 1837

L'EST ET LA CÔTE-NORD

Coupables du meurtre de Gilles Boutin

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

SAINTE-ANNE-DES-MONTS—Nathalie Bécharde et Simon Cloutier ont admis leur culpabilité dans l'affaire du meurtre de Gilles Boutin, 53 ans, commis en mai à Sainte-Anne-des-Monts.

Simon Cloutier, 40 ans, a reconnu sa culpabilité à une accusation réduite de meurtre au second degré. Il a écopé d'une sentence d'emprisonnement à vie avec possibilité de libération conditionnelle dans dix ans.

Cloutier, un individu de forte stature au tempérament agressif, aurait battu la victime avec ses poings et ses pieds, dans la nuit du 15 au 16 mai. L'autopsie a d'ailleurs révélé que Gilles Boutin, un homme sans histoire, avait subi de multiples fractures à la tête et au corps.

Le 15 novembre, l'accusé s'était présenté devant le tribunal le torse nu et couvert de sang. Il avait tenté de s'automutiler à deux reprises dans les heures qui ont précédé sa comparution. Un examen psychiatrique a déterminé que l'homme était parfaitement apte à subir son procès.

Sa complice dans cette affaire a écopé d'une sentence plutôt clémente. Nathalie Bécharde, 36 ans, purgera une peine de deux ans moins un jour, dans la collectivité, après avoir admis sa culpabilité à une accusation de complot pour voies de fait graves, assortie de conditions très sévères. A priori, elle était accusée de complot pour meurtre.

Les avocats de la défense, Jean-François et Yves Roy ont négocié avec la Couronne pour obtenir des accusations réduites en échange de plaidoyers de culpabilité.

Ce sont des étudiants qui avaient découvert le corps de la victime en se rendant à la polyvalente, le 16 mai.

Une histoire de triangle amoureux serait à l'origine de cet homicide, le premier en 6 ans dans la MRC de la Haute-Gaspésie. Tous deux avaient été arrêtés en juin.



Le ministre Jacques Brassard a lancé officiellement hier les travaux du projet hydroélectrique de la Toulnostouc, près de Baie-Comeau, en prenant les commandes d'une pelle mécanique.

Le chantier de la Toulnostouc est enfin lancé

STEEVE PARADIS
Collaboration spéciale

BAIE-COMEAU — Le grand moment qu'attendait la Manicouagan est enfin arrivé. André Caillé et Jacques Brassard sont revenus à Baie-Comeau pour officiellement lancer les travaux du projet hydroélectrique de la rivière Toulnostouc, apportant à la MRC Manicouagan un chèque de 13 millions \$ et jeter une petite pierre dans la mare du fédéral.

Le gratin économique de la région s'était réuni pour l'occasion au centre de ski du Mont Ti-Basse de Baie-Comeau, à quelques centaines de mètres du chemin d'accès au chantier, chemin qui fait déjà l'objet de travaux majeurs. C'est à cet endroit que le pdg d'Hydro-Québec et le ministre des Ressources naturelles ont donné le coup d'envoi au chantier en faisant montre de leurs talents aux commandes d'une pelle mécanique.

Dans son allocution, le ministre Brassard n'a pas manqué de rappeler que le projet aurait pu démarrer le 25 juin n'eût été du temps qu'a mis le gouvernement fédéral à étudier le dossier d'Hydro-Québec. M. Brassard a aussi rejeté l'hypothèse de faire à l'avenir des études environnementales communes Canada-Québec afin d'éviter de tels retards.

« Ce que je vous propose, c'est plutôt que nous exigeons que le gouvernement fédéral se mette à la tâche dès le début d'un projet et qu'il réalise les analyses qui relèvent de son champ de compétence de manière simultanée, a lancé le ministre. Nous éviterions ainsi des délais qui n'ont pas lieu d'être parce qu'ils pénalisent le promoteur, tout autant que les travailleurs des régions concernées ».

Le ministre a aussi souligné au passage qu'Hydro-Québec est toujours en attente d'une décision du fédéral dans les dossiers de dérivation partielle des rivières Sault-aux-Cochons et Portneuf, en Haute-Côte-Nord. « Je reviendrai », a d'ailleurs promis le ministre, tout comme M. Caillé plus tôt avant lui.

Quant à la MRC Manicouagan, elle rayonnait évidemment de recevoir une telle manne. En fait, on était tellement heureux de toucher enfin à ce chèque de 13 millions \$ qu'il était déjà encaissé lorsque est venu le temps pour les médias de prendre les traditionnelles images de remise de chèque!

Les travaux de la Toulnostouc, évalués à 900 millions \$ en incluant les lignes de transport d'énergie, s'étendent jusqu'en 2005. Au plus fort des travaux, en 2003, près de 1000 personnes travailleront sur ce chantier.

SECTEUR DES PLAGES À SEPT-ÎLES

Pas de solution permanente d'Ottawa

Depuis 1997, 1300 résidents ne peuvent boire l'eau du robinet polluée par le fédéral

STÉPHANE TREMBLAY
Collaboration spéciale

■ SEPT-ÎLES — Le député bloquiste de Manicouagan, Ghislain Fournier, somme le ministre fédéral des Transports David Collette de respecter sa parole prise il y a trois ans à l'effet qu'il trouverait une solution permanente pour les 1300 résidents du secteur des plages à Sept-Îles qui doivent boire de l'eau embouteillée depuis 1997.

« Au cours des dernières années, j'ai interpellé plusieurs fois M. Collette et à chaque fois il m'a répondu qu'il trouverait une solution satisfaisante. Nous sommes en 2001 et sa recette miracle n'a toujours pas été trouvée. Le ministre doit déboursier la somme de 2,5 millions à la Ville pour les dommages causés », a déclaré le député Fournier.

En 1998, Transports Canada reconnaissait sa responsabilité dans la contamination de la nappe phréatique par les nitrates.

C'est l'urée, un produit qu'utilisait le ministère pour déglacer les pistes de l'aéroport de Sept-Îles au nord des 350 résidences touchées, qui est à l'origine de cette contamination de la nappe d'eau, fragile parce que peu profonde et prise dans un sol granulaire.

Depuis, le gouvernement fédéral a proposé différentes solutions pour régler le problème. Des solutions qui ont toutes été rejetées par les citoyens de ce quartier, sis à une dizaine de kilomètres à l'est du centre-ville.

L'urée utilisée par le fédéral pour déglacer les pistes de l'aéroport est l'agent pollueur

Après un avis préalable, en mai, du ministre de l'Environnement, André Boisclair, et à la suite de nombreuses études, la Ville a déposé différents scénarios dont les coûts varient entre 2 et 16 millions \$. Le plus récent est de prolonger le service d'aqueduc municipal à l'ensemble du secteur des plages. Un projet de 3,7 millions \$, dont la facture doit être absorbée par Transports Canada et par le programme d'infrastructure Canada-Québec.

Les citoyens en demandent davantage. « Les services d'égouts doivent aussi être prolongés si nous voulons régler ce problème de façon définitive. Nous ne devons plus avoir deux sortes de citoyens à Sept-Îles. C'est-à-dire ceux qui demeurent au centre urbain avec des maisons évaluées en moyenne à 89 000 \$ bénéficiant de tous les services, et ceux vivant aux plages, avec des maisons moyennes de 104 000 \$, qui n'ont rien et qui doivent se débrouiller avec les moyens du bord », affirme le président du co-

mité de citoyens du district de la Rivière, Jacques Delagrave.

La conseillère municipale de ce district, Louise Doiron-Catto, garde espoir que le ministre Boisclair n'acceptera pas le plan d'action de la municipalité. « Si le maire Ghislain Lévesque ne revient pas sur sa décision et si aucun changement se produit, je n'écarte pas la possibilité de demander l'aide de la population pour bloquer l'accès à l'aéroport », a-t-elle lancé.

L'option proposée par la Ville risque de créer deux classes de citoyens

Le maire Lévesque n'a pas l'intention de faire demi-tour. Il précise que le service d'égout pourrait être prolongé, mais seulement pour les 700 résidents de plage Ferguson, ce qui coûterait 3,5 millions \$. Toutefois, 70% du montant, après les subventions gouvernementales, devra être refilé aux riverains sous forme de taxe de secteur. Les 30% restants seront déboursés par les 26 000 Sept-Îliens.

Quant aux contribuables des plages Routhier et Lévesque, ils devront faire installer, à leurs frais, des systèmes individuels de traitement des eaux usées. Ce qui peut représenter des dépenses allant jusqu'à 10 000 \$ par propriété.

« Le rapport de la firme Axor indique qu'une fois le réseau d'aqueduc prolongé, tous les résidents des plages pourront se conformer au règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, communément désigné Q-2-r8, et ce, sans que la Ville n'ait à amener le réseau d'égout municipal », a souligné le maire qui évalue le rêve de ses concitoyens des plages à 16 millions \$.

Rappelons qu'en février dernier, la Direction régionale de la santé publique émettait un avis d'ébullition d'eau, en soulignant que les matières trouvées dans des échantillons, tels le plomb, le chrome et des coliformes, représentaient un danger pour la santé. Cet avis public restera vraisemblablement en vigueur jusqu'au branchement du nouvel aqueduc sur le réseau existant de Sept-Îles, soit en juillet 2002.

CAMIONNEURS GASPÉSIENS EXACERBÉS

Appel au gros bon sens

Les manifestants ne cèdent pas d'un pouce

HENRI MICHAUD
Collaboration spéciale

■ MONT-LOUIS—Malgré l'ultimatum lancé, mercredi, par les ministres Guy Chevrette et Jacques Baril, les manifestants empêchent toujours la poursuite des activités sur le chantier de concassage exploité par les Entreprises Mont-Sterling, entre Anse-Pleureuse et Murdochville.

« Il n'est pas question de céder aux pressions de MM. Chevrette et Baril, affirme Constant Lepage du Comité de développement économique de la Haute-Gaspésie. Nous ne voulons pas voir des entreprises d'ailleurs travailler à la place des Gaspésiens et les politiciens ne dorèrent pas leur image sur notre dos. »

Constant Lepage va plus loin. « Nous souhaitons demeurer maîtres chez nous comme le disait Jean Lesage dans les années 60. Ici, le taux de chô-

mage est inacceptable. »

Hier, des manifestants empêchaient toujours que les travailleurs de Béton Provincial et des Entreprises Mont-Sterling (le plus bas soumissionnaire) poursuivent les opérations de concassage de pierres destinées aux routes gaspésiennes.

Les dirigeants de Béton Provincial, à Matane, n'envisagent pas, à court terme, avoir recours aux policiers ou aux tribunaux pour obtenir le départ des manifestants. Ils déplorent toutefois la

situation. « En bloquant l'exécution de ce contrat, les camionneurs artisans et leurs supporteurs privent plusieurs gaspésiens de revenus importants », affirment-ils.

L'entreprise matanaise appartient à Walter Bélanger. Ce dernier, également propriétaire des Entreprises Mont-Sterling, embauche plus de 270 travailleurs gaspésiens.

« Nous lançons un appel au gros bon sens, affirme Karine Giasson du cabinet du ministre Jacques Baril. Nous espérons que les camionneurs entendent l'appel du ministre. Après tout, ce sont eux qui réclamaient du travail. »

Depuis lundi, des manifestants empêchent l'exécution d'un contrat de concassage et d'épandage de gravier évalué à 750 000 \$, en Gaspésie. Des actes de vandalisme ont même été signalés.

Grâce à **L'EXTRA**
NUMÉRO
LE SOLEIL

Courez la chance de gagner
l'un des 5 forfaits « Via - Cabaret du Casino de Montréal »

Tous les détails lundi avec votre
EXTRA NUMÉRO LE SOLEIL

LE SOLEIL
m'amène plus loin



PREND LE VOLANT

Et s'emballe pour le temps des fêtes



ET

LE RABAIS DES FÊTES DE 500 \$

Négociez pour obtenir le meilleur prix, puis présentez ce coupon et 500 \$ seront soustraits du prix d'achat ou de location d'un véhicule Ford neuf 2001 ou 2002 en stock.



ÉCHANGEABLE CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE FORD

Obtenez 0 % de financement ET le rabais des fêtes de 500 \$ à l'achat de la plupart de nos voitures, camions, utilitaires sport et minifourgons 2001 et 2002 neufs en stock. Obtenez également 500 \$ de rabais à la location.^{†††}



Ford Focus 2002

Ford Taurus 2002

Ford Windstar 2002

Ford Explorer 2002

Série F 2002

La familiale la plus vendue au Canada[°]

Le seul véhicule de sa catégorie avec pédales à réglage électrique

Le minifourgon pleine longueur[‡] le plus vendu au Canada[°]

La gamme d'utilitaires sport la plus vendue au Canada[°]

La gamme de camions la plus vendue au Canada depuis 35 ans[°]

Cette offre s'applique également à l'achat de TOUS les modèles Mustang, Cougar, Grand Marquis, Ranger, Expédition, Excursion et Lincoln 2001 et 2002 neufs en stock.^{†††}

LE CHOIX N° 1 AU PAYS.*

*Basé sur les ventes de véhicules portant le logo Ford, par comparaison à tous autres modèles de véhicules portant un même logo, de janvier à septembre 2001.

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE



www.ford.ca

VOS CONCESSIONNAIRES

FORD DU QUÉBEC



† L'offre de taux de financement de 0 % jusqu'à 36 mois s'applique à l'achat au détail des modèles neufs en stock suivants: Focus, Cougar, Mustang, Taurus, Grand Marquis, LS, Town Car, Continental, Windstar, Ranger, Explorer, Expedition, Excursion, Navigator, F-150 (à l'exception du F-150 SVT Lightning), F-150 SuperCrew 2002 et Escape, Série F Super Duty 2001. L'offre de taux de financement de 0 % jusqu'à 48 mois s'applique à l'achat au détail des modèles neufs en stock suivants: Focus, Cougar, Mustang (à l'exception du modèle SVT Cobra), Taurus, Grand Marquis, LS, Town Car, Continental, Windstar, Ranger, Explorer, Expedition, Excursion, Navigator, F-150 (à l'exception du F-150 SVT Lightning), F-150 SuperCrew 2001 et Taurus, Windstar 2002. ** L'offre à 0 % et le 500 \$ de rabais ne s'appliquent pas aux modèles Econoline, F-150 édition Harley-Davidson 2001 et Thunderbird, Escape, Série F Super Duty, Econoline, F-150 édition Harley-Davidson 2002. Les taxes à payer sont calculées sur le montant total à l'achat ou à la location avant le rabais de 500 \$. Une mise de fonds ou un échange équivalent peut être exigé. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. Sous réserve de l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. L'offre peut être annulée en tout temps. Pour plus de détails, visitez votre concessionnaire Ford. †† Basé sur les données de ventes au détail les plus récentes. ††† Comparé à la plupart des autres modèles de minifourgons à empattement court annoncés.

LE MONDE

Pas de pitié pour Omar

■ WASHINGTON (d'après AFP et AP) — Des tractations ont lieu entre factions afghanes en vue de la reddition de Kandahar, au sud de l'Afghanistan, le dernier fief des talibans, mais Washington a assuré hier s'opposer à toute clémence pour leur chef, le mollah Mohammad Omar.

Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a toutefois tenu à souligner que ces négociations ne pouvaient en aucun cas prévoir une quelconque forme de pardon pour le mollah Omar, considéré comme un complice du chef islamiste Oussama ben Laden.

« Je peux vous assurer que les États-Unis s'opposent de façon vigoureuse à toute suggestion de le faire bénéficier d'une amnistie ou d'un droit de passage », a déclaré M. Rumsfeld devant la presse.

Le mollah Omar, chef spirituel et militaire des talibans, est accusé par les États-Unis d'avoir protégé ben Laden, tenu pour être l'instigateur des attaques suicides du 11 septembre aux États-Unis.

« Nous voulons tous et chacun des chefs talibans », a ajouté M. Rumsfeld.

Depuis le début des opérations militaires en Afghanistan, le 7 octobre, l'éviction des talibans des principales villes du pays a été obtenue par un mélange de démonstrations de force américaine — notamment des bombardements intensifs — et de pourparlers entre chefs afghans.

« Nous savons qu'il y a des négociations en cours entre les forces de l'opposition et les chefs talibans pour une reddition », a pour sa part déclaré à la presse le général Pete Pace, le chef d'état-major adjoint interarmées.

NÉGOCIATIONS EN COURS

Le général Pace n'a pas précisé les factions impliquées dans ces négociations mais, depuis plusieurs jours, des chefs traditionnels pachtouns tentent de trouver un accord avec des responsables talibans pour éviter un affrontement à Kandahar.

Le mollah Omar se trouve toujours à Kandahar, selon les estimations des responsables américains, mais la taille des forces qui lui sont restées fidèles est difficile à déterminer.

Le général Pace a ajouté que la situation était « fluctuante » autour de Kandahar, mais qu'aucune offensive importante n'y avait été signalée.

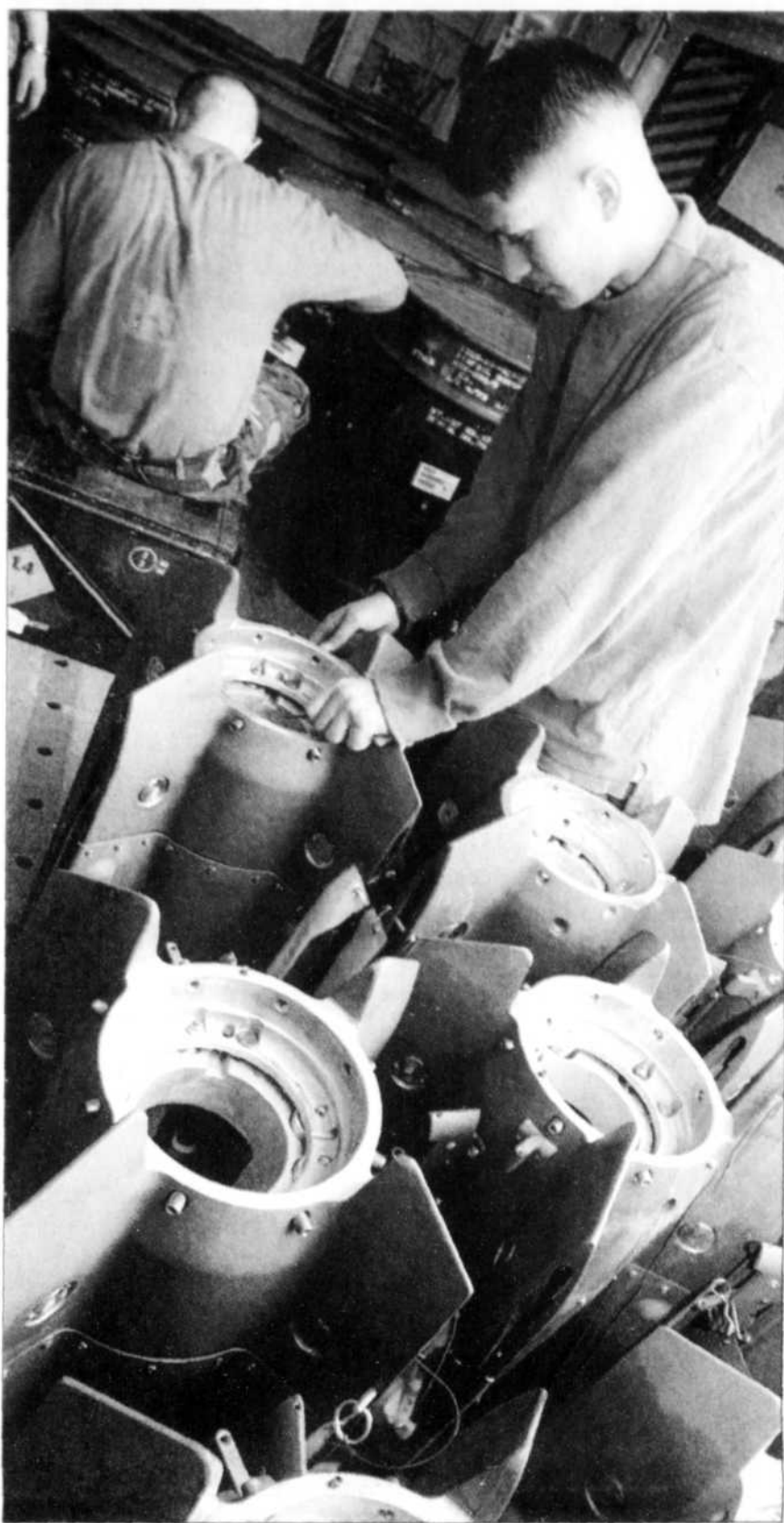
Dans le même temps, les États-Unis ont achevé le déploiement au sud-ouest de Kandahar d'un millier de marines, les troupes d'élite américaines, sur un aérodrome qui leur sert de base opérationnelle.

« Le combat a désormais commencé. C'est le meilleur moyen de parvenir au martyre »

Ces troupes pourront notamment bloquer la fuite éventuelle de combattants de la milice fondamentaliste, et du réseau Al-Qaïda, d'Oussama ben Laden, dont la neutralisation reste la priorité de Washington.

Le mollah Omar appelait de nouveau hier ses partisans à se battre jusqu'à la mort. « Le combat a désormais commencé », a-t-il lancé dans un message à ses commandants sur le terrain. « C'est le meilleur moyen de parvenir au martyre », a-t-il affirmé.

Selon Waisuddin Salik, porte-parole du vice-ministre de la Défense de l'Alliance du Nord, Bismillah Khan, les combats faisaient toujours rage hier « à l'extérieur » de Kandahar. Bismillah Khan avait affirmé jeudi que les forces antitalibanes avaient atteint les faubourgs de la ville et avaient fait état de violents combats.



Des membres de l'équipage de l'« USS Carl Vinson » assemblent des bombes de 500 livres guidées par laser dans le magasin du navire. Chaque nuit, entre 40 et 50 doivent être montées. Les avions du bâtiment participent aux bombardements en Afghanistan.

Recherché par la France, Ouzghar est libéré ici

TORONTO (AFP) — Un Canado-Marocain condamné par défaut en France pour avoir fabriqué de faux documents à destination d'un groupe terroriste, Abdallah Ouzghar, 37 ans, a été mis en liberté sous caution hier par un juge de l'Ontario.

M. Ouzghar est accusé de faire partie d'une nébuleuse d'islamistes francophones liés au réseau terroriste Al-Qaïda du suspect n° 1 des États-Unis dans les attentats du 11 septembre, Oussama ben Laden. Il avait été arrêté près de Toronto le 12 octobre à la demande des autorités françaises, en vue d'une extradition vers la France.

Le juge Ian Nordheimer de la Cour supérieure de l'Ontario, à Toronto, a accepté la mise en liberté contre une caution de 35 000 \$, dont 5000 \$ en liquide.

Le magistrat a pris cette décision après avoir estimé que M. Ouzghar ne prendrait pas la fuite et qu'il n'était pas dangereux pour le public.

Ian Nordheimer a en outre mis en cause la procédure en France, où M. Ouzghar a été condamné par défaut en avril. Il l'a jugée « très troublante ». Selon le magistrat, qui cite des documents judiciaires, l'homme ne s'est vu notifier le jugement qu'en juin, deux mois après l'énoncé de sa condamnation.

LE GANG DE ROUBAIX

Selon les autorités françaises, Ouzghar appartenait au « gang de Roubaix » (nord de la France), responsable de vols à main armée et d'un attentat contre la police en 1996.

Il était également lié à un Canado-Algérien, Fateh Kamel, condamné à Paris en avril à huit ans de prison pour trafic de faux documents.

M. Kamel avait lui-même partagé, à Montréal, un appartement avec Ahmed Ressam, un lieutenant du terroriste Oussama ben Laden arrêté en 1999 à la frontière canado-américaine. Il était au volant d'un véhicule bourré d'explosifs.

Une audience sur la procédure d'extradition a été fixée au 10 décembre.

Suspense à Bonn

Aucun accord ne semble poindre à l'horizon

■ BONN, Allemagne (AFP) — Les délégués à la conférence de Bonn sur l'Afghanistan poursuivaient cette nuit d'intenses tractations sur la transition politique à Kaboul, mais aucun accord ne semblait en vue, a indiqué cette nuit un responsable de l'ONU.

« Les discussions continuent. Nous continuons à rencontrer les quatre délégations », a déclaré à l'AFP Ahmad Fawzi, porte-parole du représentant spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi. M. Fawzi s'est toutefois montré très prudent sur les chances d'obtenir un accord dans la nuit. « Je ne pense pas que j'aurai davantage à dire dans la matinée, peut-être plus tard dans la journée », a-t-il ajouté.

Les Nations unies parrainent cette rencontre interafghane censée trouver un accord, d'ici ce soir, sur une autorité intérimaire et sur les moyens d'assurer la sécurité en Afghanistan.

Les délégués afghans présents à Bonn sont « encore loin » de finaliser un accord sur la composition du Conseil suprême, l'un des organes intérimaires que la communauté internationale souhaite voir mis en place à Kaboul, a confirmé de son côté un observateur européen à la conférence.

M. Fawzi avait pourtant laissé entendre hier qu'un accord définitif était possible avant le délai de « trois ou cinq jours » fixé par l'ONU à l'ouverture de ces discussions, soit samedi.

« TROP OPTIMISTE »

« Il était trop optimiste d'espérer un accord complet dans le cadre de ce calendrier. Nous sommes toujours à discuter (la composition) du Conseil suprême », a indiqué de son côté à l'AFP un haut responsable de l'Alliance du Nord proche des pourparlers de Bonn. « Nous espérons pouvoir mettre en forme un accord de principe » lors d'une réunion de huit représentants des quatre délégations ce soir, avait pourtant déclaré plus tôt M. Fawzi. Il

avait ensuite dit que cet accord pourrait devenir définitif dès aujourd'hui.

Les 28 délégués afghans qui représentent à Bonn les différentes ethnies et factions du pays étaient entrés hier dans la phase la plus difficile des négociations, celle qui doit formaliser la répartition des pouvoirs.

Hier soir, les pourparlers sur la composition d'une autorité intérimaire étaient suspendus à une réponse des dirigeants de l'Alliance du Nord à Kaboul.

Ces négociations sont entravées par les divisions internes de l'Alliance, assemblage hétéroclite d'intérêts divers. Témoignant de ces tensions la délégation de l'Alliance a demandé hier un ajournement de 10 jours pour des consultations à Kaboul. Mais cette demande a été rejetée par l'ONU et par les autres délégations.

Concernant le problème de la sécurité, les quatre délégations n'en avaient toujours pas discuté hier « en grand détail », selon M. Fawzi.

AFGHANISTAN

Des Pachtouns exigent une rançon pour relâcher Hechtman

QUETTA, Pakistan (d'après AP et AFP) — Une bande armée d'origine pachtounne retient en otage le journaliste montréalais Ken Hechtman et exige le versement d'une rançon pour le libérer, a soutenu, hier, un porte-parole des services secrets pakistanais.

Ken Hechtman, un informaticien en chômage âgé de 33 ans, écrit des articles à la pige pour l'hebdomadaire anglophone montréalais *Mirror*. Le rédacteur en chef du journal affirme que M. Hechtman est détenu par les talibans depuis mardi dernier.

À Spin Buldak, ville afghane contrôlée par les talibans et située près de la frontière pakistanaise, un responsable de la sécurité chez les talibans a confirmé, sous le couvert de l'anonymat, que les talibans avaient capturé M. Hechtman, mardi. Mais, selon lui, les talibans l'ont libéré dès mercredi, en le mettant dans un taxi en direction du Pakistan. « À partir de là, nous ne savons pas ce qui s'est passé », a-t-il ajouté.

Selon la source des services secrets pakistanais, la bande armée d'origine pachtounne demande une rançon de deux millions de roupies pakistanais, soit l'équivalent de 55 000 \$.

Le haut-commissaire canadien en poste au Pakistan, Konrad Sigurdson, a indiqué hier que deux diplomates canadiens s'étaient rendus à la frontière pour enquêter.

Les Nations unies révent d'une entente avant la fin de la soirée

**POUR 2002, GAGNEZ UN ORDINATEUR DE VOTRE CHOIX :
PRESARIO 5012 OU IMAC G3**

Complétez le coupon disponible dans toutes les succursales de Jardin Mobile et déposez-le dans les boîtes prévues à cet effet, avant 17 heures, le 24 décembre 2001.
Les règlements de participation sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile. Le tirage aura lieu le 27 décembre 2001, à 14 heures.

Bananes
impétiées

37¢

la livre

Spéciaux valides
les samedi 1^{er},
dimanche 2
et le lundi 3
décembre
2001.

Dans toutes nos succursales. OUVERT 7 JOURS, 7 SOIRS de 9h à 21h.

Clémentines DU MAROC

97¢

la livre

Haricots verts des États-Unis préemballés

167¢

la livre

Tomates rouges des États-Unis préemballées

97¢

la livre

Champignons frais entiers BLANCS de l'Ontario

97¢

le contenant

Clémentines DU MAROC

97¢

la livre

Haricots verts des États-Unis préemballés

167¢

la livre

Tomates rouges des États-Unis préemballées

97¢

la livre

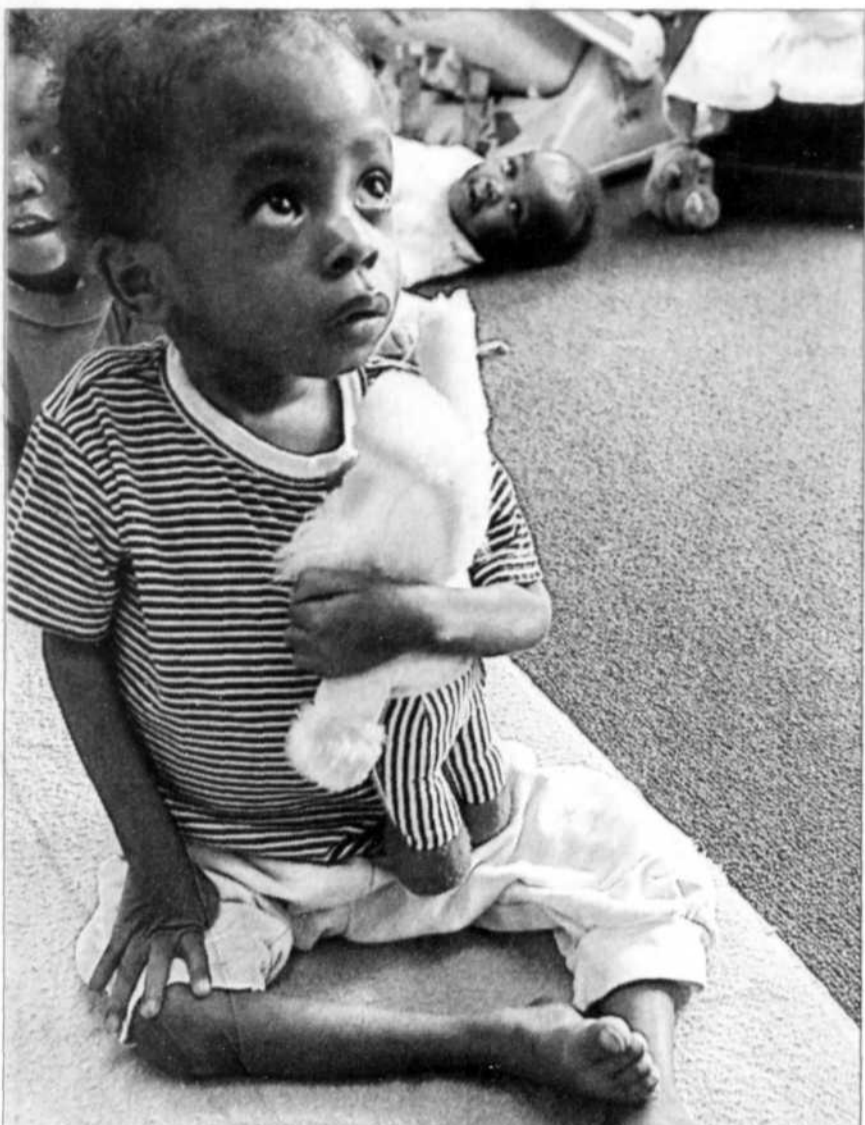
Laitue frisée rouge Laitue frisée verte de la Californie

127¢

chacune

Ces spéciaux sont en vigueur dans toutes nos succursales jusqu'à épuisement des stocks. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA



Sisifo, un garçon de deux ans atteint du sida, vit en institution à Johannesburg. Quelque 200 bébés séropositifs naissent chaque jour en Afrique du Sud.

Le sida, un fléau qui a fait près de 25 millions de morts

L'Afrique paye le plus lourd tribut, avec trois quarts des trois millions de morts cette année dans le monde

BRIGITTE CASTELNAU
Agence France-Presse

■ PARIS — Vingt ans après son identification, le sida a eu raison de près de 25 millions de vies humaines : c'est pour tenter de sauver une quarantaine de millions d'autres vies que l'ONU organise, aujourd'hui, la 14^e journée mondiale de lutte contre le sida.

« Depuis le début de l'épidémie, plus de 60 millions de personnes ont été infectées par le virus », précise l'ONUSIDA, le programme des Nations unies pour le VIH-sida dans son rapport diffusé à la veille de cette journée du 1^{er} décembre. La plupart des quelque 40 millions d'habitants de la planète atteints par le virus (VIH), mourront s'ils ne reçoivent pas de traitement, rappelle l'ONUSIDA. « Le VIH-sida est maintenant la première cause de décès en Afrique subsaharienne, et figure dans le monde au quatrième rang des maladies les plus meurtrières », toujours selon l'ONUSIDA. Il menace de ce fait le développement et la stabilité sociale de pays déjà accablés par les problèmes

socio-économiques. Les faits sont là : l'an 2001 se solde par trois millions de morts dans le monde, faute d'information et surtout d'accès aux médicaments. Le Sud regroupe toujours 90% des malades tandis que le Nord dispose de 90% des moyens.

L'Afrique subsaharienne demeure de loin la région du monde la plus touchée par le sida avec 28,1 millions de séropositifs et deux tiers des 5 millions des nouvelles infections de l'année 2001. Le continent noir paye toujours le plus lourd tribut, avec les trois quarts des trois millions de morts cette année dans le monde.

À titre d'exemple, le sida est responsable d'un décès sur quatre en Afrique du Sud en 2000, selon le Conseil de la recherche médicale (MRC) de ce pays.

L'espérance de vie est déjà inférieure à 40 ans au Botswana, Malawi, Mozambique et Swaziland. Sans le sida, les Africains pourraient espérer vivre 62 ans en moyenne.

SITUATIONS EXPLOSIVES

Mais des situations inquiétantes surgissent en d'autres points de la plané-

te, rappelle Peter Piot, directeur exécutif d'ONUSIDA, en soulignant combien la situation est « explosive » en Russie.

Le nombre de personnes contaminées, qui a doublé au cours des dix derniers mois, y atteindrait officiellement 160 000, « chiffre qui se situe déjà en réalité entre 600 000 et 800 000 », indique le D^r Piot. Environ la moitié des nouveaux cas russes toucherait des jeunes d'une vingtaine d'années.

L'autre bombe en puissance se profile en Asie dans les pays les plus peuplés de la planète : Chine, Inde et Indonésie.

Guère plus rassurant : 70% des filles de 15 à 19 ans n'ont aucun moyen de contraception en Amérique latine, selon le Centre latino-américain Santé et Femme (Celsam) et donc n'utilisent pas le préservatif pour se prémunir du sida.

Enfin, dans les pays nantis, l'espoir né des trithérapies et la lassitude après des années de campagnes d'information sur le sida ont entraîné une démobilitation financière et militante, alors que la prévention se relâche et que l'épidémie menace de repartir.

L'épidémie est loin d'être jugulée



Une personne infectée au VIH peut prendre 47 pilules par jour pour combattre la maladie.

En dépit des progrès, on ne peut toujours pas parler de guérison

PARIS (AFP) — Le sida est une maladie affectant les défenses immunitaires, facilitant le développement d'affections dites « opportunistes » (cancers, tuberculose, affections parasitaires, etc.).

Il n'existe pas à ce jour de vaccin contre cette maladie mortelle dont le pronostic a été considérablement amélioré grâce aux progrès thérapeutiques sans que l'on puisse parler de guérison.

Sida est l'acronyme de syndrome d'immunodéficience acquise.

Syndrome : ensemble de signes, de symptômes qui appartiennent à une entité clinique, mais dont les causes peuvent être diverses.

Immunodéficience : insuffisance fonctionnelle du système immunitaire.

Acquise : le sida n'est pas une maladie héréditaire, mais due à un agent arrivé au contact du malade. Cet agent est le virus de l'immunodéficience humaine ou VIH (HIV en anglais).

Le virus se transmet notamment par les rapports sexuels non protégés, du matériel d'injection usagé, de la mère à l'enfant à l'accouchement, ou encore par des transfusions de sang contaminé dans les pays où les banques de sang n'effectuent pas de tests pour écarter ce risque.

La particule virale se sert de la liaison d'une de ses protéines (la gp120) à la molécule CD4 (molécule membranaire extrêmement importante des lymphocytes) pour se fixer sur sa cible cellulaire.

Après l'interaction gp120 et CD4, le virus pénètre dans la cellule. Il est alors susceptible de détourner la machinerie cellulaire pour se reproduire et envahir l'organisme. Le virus peut également se tapir discrètement dans des cellules qualifiées de « réservoir ».



Un vrai spécialiste n'a qu'une spécialité.
Nous, c'est les communications d'affaires.

Pas de télévision satellite, pas de téléphonie résidentielle. Chez Groupe Télécom, on fait des communications d'affaires. Et parce qu'on ne fait que ça, on le fait bien. Nos conseillers ont toutes les réponses à vos besoins en communications : réseaux de données haute vitesse, applications Internet, services de voix... toutes. Chez Groupe Télécom, les communications d'affaires, c'est notre spécialité. Et on ne fait que ça!



groupe télécom
GARDER CONTACT™

www.gt.ca • 1 877 484-5101

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA

Denis Carrier rentre d'une mission de cinq mois au Kenya

MARIE CAOUCETTE
MCAouette@lesoleil.com

Infirmier avec Médecins sans frontières, Denis Carrier rentrait, en fin de semaine dernière, d'une mission de près de cinq mois au Kenya. Une mission où il devait tenter de prévenir la transmission du VIH-sida des mères à leur nouveau-né. LE SOLEIL l'a rencontré à l'occasion de la célébration, aujourd'hui, de la 14^e Journée mondiale de lutte contre le sida.

Le Kenya est situé au cœur de l'Afrique, où le nomadisme des populations contribue à propager le sida à une vitesse effarante. Le quart de la population est infectée. La mission, qui devait durer un an, a hélas avorté parce que le gouvernement exigeait que Médecins sans frontières (MSF) défraie le salaire de ses employés impliqués dans le projet, disait-il cette semaine en entrevue. « Quand on est parti, les infirmières n'avaient pas été payées depuis des mois... Mais Médecins sans frontières a pour politique de ne pas se substituer aux gouvernements. »

En près de cinq mois à Nairobi, Denis Carrier a beaucoup fréquenté les bidonvilles où vivent deux millions de personnes. La plupart des gens n'ont que quelques années de scolarité et gagnent si peu qu'il leur faut des semaines pour amasser les 10 \$ exigés pour un accouchement, au centre de santé. Là-bas, on meurt toujours du sida, faute d'avoir accès au programme de trithérapie, qui coûte 12 000 \$ par an, par personne.

Selon les statistiques, 40 millions de personnes vivent avec ce virus dans le monde et, cette année, plus de cinq millions de personnes dont 800 000 enfants, ont été infectées. Le sida a tué près de 25 millions de personnes depuis le début de l'épidémie.

Le mandat de l'équipe de Médecins sans frontières était de réduire le taux de transmission du virus à la naissance, dans les bidonvilles de la capitale kényane, en donnant un comprimé de névirapine aux mères sur le point d'accoucher. Ce médicament a la pro-

priété de réduire la quantité de virus dans le sang. On fait des épisiotomies de routine à toutes les accouchées dans ce pays, pour faciliter le passage du bébé, explique Denis Carrier. Cela crée un risque élevé de transmission pour le bébé. Le programme prévoyait aussi de faire ingurgiter aux nourrissons du sirop de névirapine, pendant leurs trois premiers jours de vie, avec l'espoir que cela élimine définitivement toute trace du virus.

Là-bas, on meurt toujours du sida, faute d'avoir accès au programme de trithérapie

Les femmes enceintes, atteintes du sida, ne transmettent pas le virus pendant la grossesse parce que le placenta agit comme un filtre bloquant. Il fallait aussi surveiller les cas de malaria, ajoute-t-il, parce que cette maladie entraîne une détérioration des capacités filtrantes du placenta. Le deuxième volet, plus controversé, du programme visait à enrayer la transmission du virus consistait à offrir aux nouvelles mères d'utiliser du lait maternisé pour nourrir leur enfant plutôt que de les allaiter. Les Kényanes ont boudé le lait maternisé et ce volet n'a pas eu beaucoup de succès, signale M. Carrier.

Nairobi est devenue si pauvre, depuis une dizaine d'années, que la violence a

fait fuir les touristes qui se précipitent sur les destinations touristiques, sitôt débarqués de l'avion. On ne voit pas de Blancs dans la capitale où les « expats » (expatriés) de MSF sont une cible de choix pour les voleurs qui surgissent kalachnikov à la main, dit-il. On s'habitue ou on quitte... « Si on y va, c'est qu'on aime le risque, les défis et qu'on a le goût du voyage. » Par comparaison, c'est tranquille ici. À Nairobi, on peut louer, pour deux jours, une arme automatique au marché!

L'infirmier fait partie de la centaine de Canadiens qui se tiennent disponibles pour des missions de Médecins sans frontières. Comme plusieurs pays européens, le Canada recrute du personnel, mais n'organise pas de missions. Les volontaires se joignent aux équipes de la France, de la Belgique, de la Hollande, de l'Espagne ou de la Suisse. En Europe, cet organisme humanitaire jouit d'un immense soutien populaire: les dons privés contribuent pour 60 % de son budget. Médecins sans frontières offre des indemnités plus maigres que d'autres organismes, mais Denis apprécie que ses volontaires conservent le droit de signaler des injustices... au risque de se faire expulser!

Le Kenya était sa troisième mission en trois ans: il avait passé, auparavant, huit mois en Sibérie et trois mois au Congo où il a été le responsable de la pharmacie d'un centre universitaire,

dans une région où il a plu 6000 obus pendant son séjour. Il y a établi un protocole de sécurité transfusionnelle préopératoire avec des tests VIH-sida, hépatite B et autres. Il a aussi fait désinfecter tout l'hôpital au chlore, fait couper les broussailles autour et fait creuser des trous pour enterrer les vidanges!

DES PROBLÈMES À RÉSOUDRE

Venu tard aux soins infirmiers, après plusieurs métiers, dont ceux de barman et de travailleur de rue, il a choisi les sciences infirmières avec l'intention bien arrêtée de collaborer avec un organisme international ou de travailler dans le Grand Nord. « Je déteste la routine ». Là-bas, c'est le contraire: « on a toujours à trouver des solutions à toutes sortes de problèmes ».

À Marinsk, en Sibérie, il a combattu la tuberculose dans une prison. Cette maladie de pays pauvres est celle qui tue le plus. C'est pire que le sida, affirme-t-il. MSF fournissait des biscuits protéinés, du lait, du sucre et de l'huile pour améliorer l'état de santé de 1000 hommes auxquels les autorités ne fournissaient qu'une ration quotidienne de 1000 calories, raconte-t-il. Il a fallu obtenir l'accord de la mafia avant de pouvoir aller derrière les barreaux. En ex-URSS aussi, la corruption gêne le travail des humanitaires.


Infirmier spécialisé en VIH-sida et en tuberculose, Denis Carrier veut



Entre deux missions humanitaires, l'infirmier Denis Carrier est de retour chez lui, entouré de souvenirs de voyage.

ajouter une nouvelle corde à son arc, la petite chirurgie, qu'il ira apprendre au contact d'équipes de santé affectées dans le Grand Nord, en 2002. Cela lui permettra de se joindre, ensuite, aux volontaires qui pratiquent la médecine de guerre.

STE-FOY CHRYSLER




Marie-Pierre Rioux
Conseiller
2025, Jean-Talon Sud
• Sainte-Foy
(418) 682-2025

une équipe de vrais passionnés

*Concerne l'ensemble 26 C. En location 48 mois, 81,600 kilomètres. Acompte de 4775\$ ou échange équivalent, 0% à l'achat sur 48 mois.

«MA CARAVAN» 2002



MEILLEURE VÉHICULE LE PLUS VENDU AU CANADA

MINI-FOURGONNETTE

245\$ INCIS

GARANTIE 5 ANS
100 000 KM

0% À L'ACHAT

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

Liquidation Nouvel arrivage

50% à 70% de rabais
sur meubles en bois du fabricant **Shermag**

Lot de tables de cuisine
Choix de couleurs
Valeur de 550\$
Réduit à 195\$

Lot de lits traîneaux,
en érable
Valeur de 1600\$
Réduit à 695\$

Lit capitaine pour enfant
Valeur de 575\$
Réduit à 225\$

Quantités limitées
Plusieurs autres spéciaux sur place

Liquidation Québec

28, Marie-de-l'Incarnation, Québec
Ouvert le samedi et le dimanche de 9h30 à 17h
La semaine sur rendez-vous
Tél. : 951-0553

MATELAS NEUFS

Légères imperfections, surplus de production, fins de ligne, échantillons de magasin
À UNE FRACTION DU PRIX

MATELAS 39" mousse 89⁹⁵

MATELAS HAUTE QUALITÉ
608 ressorts
60 pouces Cour. 619,95\$
SOLDE 359⁹⁵

LOT DE DRAPS DOUILLET (SANTÉ) 39⁹⁵

Plusieurs autres spéciaux en magasin

CENTRE DE LIQUIDATION


Payez emportez et économisez sur tout achat de matelas ou sommier caisse (détails en magasin)

La qualité Matelas Dauphin à prix de liquidation!
Quantités limitées!

MATELAS DAUPHIN

SEULEMENT au 85, MARIE-DE-L'INCARNATION, QUÉBEC


On voit vraiment Noël autrement!



L'ÉTOILE DE NOËL : LE CERTIFICAT-CADEAU

À nos yeux, l'originalité est le plus beau cadeau de Noël mais pour certaines personnes, il faut chercher longtemps. Cette année, on offre les nouvelles étoiles de Noël, les **Certificats-Cadeaux de Richard Giguère Opticien**. Magiques, ils sont applicables en tout temps sur les verres de contact, les lunettes de vue et de soleil.

À coup sûr, c'est l'originalité qui se voit!



RICHARD GIGUÈRE OPTICIEN
La vue est belle!

Examen de la vue sur place par un optométriste

NOUVEAU! POLYCLINIQUE LEBOURGNEUF 927-0877 • BOUTIQUE EASY-CLIP, PARC RÉCRÉATIF, GALERIES DE LA CAPITALE 927-1188
CARRÉFOUR BEAUPORT 988-3080 • EDIFICE DELTA 1, 2075, BOUL. LAURIER 951-0602 • GALERIES CHAGNON 937-4580 • GALERIES CHARLESBOURG 928-7519
GALERIES DE LA CANARDIÈRE 987-2911 • GALERIES DE LA CAPITALE (1) 927-9890 (2) 926-8216 • GALERIES MONTMAGNY (418) 248-0989
MAIL CAP-ROUGE 854-9181 • PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS 688-5875 • PLACE FLEUR-DE-LYS 525-4771 • PLACE L'ORNIÈRE 845-3848

0% de financement.
Enfin, quelqu'un vous a entendu.



Saturn SL 2002

14 995 \$ PDSF

0% financement à l'achat
jusqu'à 36 mois

178 \$/mois/bail de 48 mois
3,9 % taux de location
1700 \$ comptant

Comprend :

- Deux sacs gonflables à l'avant
- Banquette arrière à dossiers rabattables 60/40
- Radio AM/FM stéréo

Saturn coupé 3 portes 2002

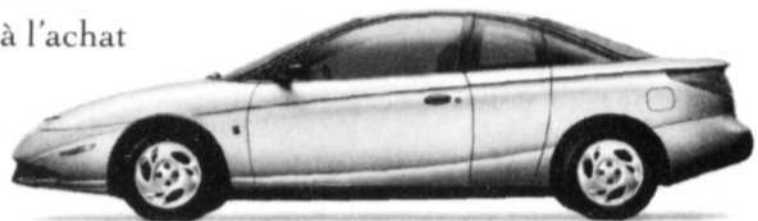
17 515 \$ PDSF

0% financement à l'achat
jusqu'à 36 mois

189 \$/mois/bail de 48 mois
2,9 % taux de location
2100 \$ comptant

Comprend :

- Deux sacs gonflables à l'avant
- Banquette arrière à dossiers rabattables 60/40
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disques compacts



Saturn intermédiaire L100 2002

22 055 \$ PDSF

0% financement à l'achat
jusqu'à 36 mois

256 \$/mois/bail de 48 mois
2,9 % taux de location
2000 \$ comptant

Comprend :

- Transmission manuelle 5 vitesses
- Climatisation
- Freinage antiblocage (ABS) avec traction asservie
- Rideau gonflable de pavillon
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disques compacts



Saturn familiale LW200 2002

26 130 \$ PDSF

0% financement à l'achat
jusqu'à 36 mois

319 \$/mois/bail de 48 mois
2,9 % taux de location
1900 \$ comptant

Comprend :

- Climatisation
- Freinage antiblocage (ABS) avec traction asservie
- Rideau gonflable de pavillon
- Lève-glaces électriques
- Verrouillage électrique des portes avec télédéverrouillage
- Deux rétroviseurs électriques
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de disques compacts



Chaque Saturn 2002 comprend une garantie limitée de 5 ans ou 100 000 km sur groupe propulseur. Nos prix et mensualités comprennent les frais de transport, la préparation à la route et taxe d'accise, lorsque cela s'applique.

Pas de dépôt de garantie

Achetez en ligne à saturncanada.com ou appelez au 1 888 4SATURN. Pas de dépôt de garantie pour les contrats conclus entre le 26 nov. 2001 et le 15 janv. 2002. L'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du bail, un comptant initial (ou échange équivalent) et un premier versement mensuel vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Sujet à l'approbation de crédit. Voyez votre détaillant Saturn pour plus de détails. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Saturn Isuzu du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

Saturn Saab Isuzu de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Isuzu Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Isuzu de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

La station spatiale doit être sûre avant tout départ

CAP CANAVERAL, États-Unis (AFP) — La NASA a reporté à mardi le lancement d'Endeavour, pour ne pas mélanger cette mission de la navette spatiale avec une sortie dans l'espace sur la Station spatiale internationale (SSI) visant à régler un problème d'arrimage du vaisseau russe Progress.

Le lancement d'Endeavour est maintenant fixé, au plus tôt, à 17 h 45 mardi, « laissant le temps de finir la sortie dans l'espace prévue pour régler le problème d'arrimage » à l'SSI, a expliqué Lisa Malone, porte-parole de la NASA au centre spatial Kennedy près de Cap Canaveral (Floride).

La sortie dans l'espace est prévue pour commencer lundi à 8 h 30. Une fois achevée, cette sortie d'environ quatre heures fera l'objet d'une réunion des responsables de mission de la NASA dans la nuit de lundi à mardi pour prendre l'ultime décision de lancement de la navette Endeavour mardi.

Cette date de lancement « nous permettra d'avoir une vision claire du résultat » de la sortie dans l'espace, a expliqué Jim Van Laak, responsable de l'SSI de la NASA à Houston (Texas).

Les astronautes américains et le cosmonaute russe qui doivent embarquer sur la prochaine navette demeureront à Cap Canaveral.

EXPERTISE RUSSE

Lundi, la sortie dans l'espace sera effectuée par les cosmonautes russes Vladimir Dejourov et Mikhaïl Tiourine. « Ils sont les plus qualifiés pour la faire, ils connaissent bien les techniques de sortie dans l'espace associées aux éléments russes », a estimé M. Van Laak.

Le responsable de l'SSI à Houston a ajouté, lors d'une conférence de presse en duplex avec le centre Kennedy, que sur ce point « les Russes sont clairement les experts et qu'il s'agit de matériel qui leur appartient ».

Lors de l'opération, « Progress va être éloigné de la station à une distance de 40 ou 50 centimètres, tout en restant attaché à son point d'amarrage, afin de permettre aux cosmonautes d'enlever l'objet », après quoi le vaisseau cargo devrait s'amarrer à l'SSI de façon hermétique, selon un porte-parole de l'agence spatiale russe (TSOUP), Valeri Lyndine.

« L'objet est visible, il ressemble à une corde ou un câble qui suit la circonférence de la surface hermétique » d'arrimage, a précisé M. Van Laak.

Progress M1-7, lancé lundi soir par la Russie, ne s'est pas fixé hermétiquement à la station, les verrous d'arrimage et de contact électrique du vaisseau ne s'étant pas encastrés à leur place.

LA RELÈVE

Le lancement de la navette Endeavour était d'abord prévu jeudi. L'objectif principal de la mission STS-108 commandée par l'Américain Dominic Gorie vise à conduire à bord de l'SSI son nouvel équipage Expedition 4, composé du cosmonaute russe Youri Onoufrienko (commandant), assisté des astronautes américains Carl Walz et Daniel Bursch. Ces derniers remplaceront l'équipage Expedition 3 en orbite depuis août.

Endeavour emportera dans sa soute une série d'expériences scientifiques ainsi que plusieurs milliers de petits drapeaux américains qui seront distribués aux familles des victimes des attentats, au retour de la navette sur Terre à la mi-décembre.

Premier vol d'Endeavour en temps de guerre

Le site sous très haute surveillance pour mardi

■ CAP CANAVERAL, États-Unis (AFP) — Gel du trafic aérien dans un rayon de plus de 50 km, radar hi-tech, patrouille d'avions de chasse et d'hélicoptères, le vol STS-108 d'Endeavour sera le premier lancement d'une navette en temps de guerre, mardi, pour la NASA, qui n'a pas lésiné sur la sécurité.

L'armée de l'air, qui surveille la côte atlantique et les 57 000 hectares du centre spatial Kennedy, près de Cap Canaveral, se tient prête à abattre tout avion menaçant le pas de tir 39B, où sept astronautes seront installés jeudi, plusieurs heures avant le lancement prévu à 19 h 41.

« Ceux qui auraient la malchance de se trouver dans la zone risquent de rencontrer quelques-uns de nos actifs qui tenteront de les intercepter et de les éloigner. Notre objectif est de les empêcher d'atteindre un point au-delà duquel des décisions défavorables devraient être prises », a expliqué le colonel Sam Dick, chargé de la sécurité du lancement pour l'armée de l'air.

Un nouveau radar de détection avancée a été installé dans le courant novembre sur la base de l'armée qui jouxte le centre spatial. Ce radar de pointe repère tout appareil volant, même à très basse altitude, dans un rayon de plus de 300 km.

Dans les jours suivant les attentats du 11 septembre, le président George W. Bush avait donné à l'armée le pouvoir d'abattre tout avion sous contrôle de terroristes décidés à commettre un nouvel attentat suicide.

Le colonel Dick a rappelé que plusieurs terroristes étaient en Floride dans les semaines précédant les attentats, et qu'il pourrait y en avoir d'au-

tres ». La sécurité renforcée « est justifiée par le fait que les États-Unis sont en guerre. Nous sommes prêts à faire face à toute éventualité », a-t-il ajouté.

La navette spatiale serait particulièrement vulnérable à une attaque aérienne, fixée sur son gros réservoir contenant plus de 540 000 litres d'oxygène liquide et 1,4 million de litres d'hydrogène liquide, dont le remplissage, la veille du lancement, fait l'objet des plus grandes précautions tant l'opération est dangereuse.

Aucun petit avion privé ne sera donc autorisé à survoler la zone, même au grand large, comme c'était la coutume pour de nombreux pilotes à chaque lancement.

La zone d'exclusion aérienne imposée par la FAA (administration américaine de l'aviation civile) clouera au sol tous les appareils qui auraient pu décoller de quatre aéroports situés dans la région du centre spatial.

Les vols commerciaux utilisant l'aéroport d'Orlando seront eux maintenus dans un couloir au-delà de la zone d'exclusion, sans perturbation du trafic, même si les contrôleurs aériens et l'armée porteront une attention particulière aux avions en phase d'approche et de décollage, a expliqué un officier de l'armée de l'air à Cap Canaveral.

La zone d'interdiction absolue de vol sera appliquée dans un rayon de 30 milles marins (55,5 km) autour du



REUTERS

pas de tir, jeudi entre 1 h 45 et 20 h 45, a précisé le colonel Dick.

Les pêcheurs et plaisanciers ne seront pas épargnés par les mesures anti-terroristes, avec une zone d'exclusion maritime qui s'étendra jusqu'à plus de 100 km du centre spatial dans trois heures précédant le lancement, alors que la zone de sécurité mise en place depuis les attentats est d'ordinaire limitée à quelque cinq km.

Pour la première fois dans l'histoire de la NASA, le public ne sera pas autorisé à s'installer le long de la route qui borde le centre spatial pour assister aux flamboulements de lancement de nuit.

La navette serait vulnérable à une attaque aérienne

Vous croyez souffrir d'ostéoporose?

Vous pourriez participer à une étude sur le traitement de l'ostéoporose d'une durée de 3 ans, menée par une équipe expérimentée dans le domaine sous la supervision du Dr Jacques Brown du Centre de recherche du CHUL.

- Vous êtes une femme ménopausée depuis 5 ans et plus, âgée entre 60 et 80 ans;
- Vous n'avez pas pris d'hormones au cours des 3 derniers mois;
- Vous n'avez pas été traitée pour l'ostéoporose ou vous n'avez reçu qu'un traitement d'une durée limitée au cours des 24 derniers mois.

Si vous êtes admissible, vous recevrez gratuitement la médication à l'étude ou le placebo (substance inactive), sous forme de comprimé ainsi que des suppléments de calcium et de vitamine D, tout au long de l'étude. Ce projet a été approuvé par le comité d'éthique de la recherche clinique du CHUL du CHUQ (No45.05.10).

Pour plus d'information, communiquez avec

Le groupe de recherche sur les maladies osseuses avec Dr Jacques Brown
Téléphone: (418) 990-0751
(en tout temps)

SUPER SOLDE DES FÊTES



Décrochez et gagnez
500\$ minimum ou 2500\$
OU LA VALEUR DE VOTRE VÉHICULE

0% financement 48 mois **226\$/mois***
0\$ comptant

*Location 48 mois ou 80 000 km. Transport et préparation inclus. Taxes en sus. Garantie 5 ans ou 100 000 km sur groupe propulseur.

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.
688-1212

2145, Jean-Jacques Sud, Sainte-Foy (Québec) Service ouvert le soir

POUR UNE JOURNÉE SEULEMENT, PROFITEZ-EN !

CE SAMEDI DE 9 À 17 HRES INCROYABLE VENTE "PRIX CHOC"

VENTE AU DÉTAIL, EN MAGASIN SEULEMENT. QUANTITÉ LIMITÉE PAR CLIENT

Gants de chasse IMPORTATION



Couleur orange avec cuir à la paume et certains sur doigts pour une meilleure adhérence.
N° 99645 / Cour. : 9.95

Prix Choc 3\$

Lampe de poche STREAMLIGHT JR



Lampe miniature en aluminium usiné. Bouton-poussoir et 2 piles AA incluses. Résistant aux chocs. Faisceau réglable.
N° 47893 / Cour. : 19.95

Prix Choc 8\$

Lunettes de pêche SENGSUN



Modèle # 2468T
Verres polarisés teintés
ambre avec protection UV
N° 65507 / Cour. : 19.95

Prix Choc 5\$

Lot de moulinets SHIMANO



Modèle IX 4000
Frein arrière
Système Quick fire
Rec. : 4.1:1
N° 84213 / Cour. : 29.95

Prix Choc 12\$
Limite de 1 par client

Lots de moulinets MITCHELL Abu Garcia Marado



Moulinets à lancer léger dans les grandes marques
Cour. : 57.95 à 114.95

Réduits de 50%
Limite de 1 par client

Sonar de pêche HUMMINBIRD



Modèle 100 SX permanent sonde de 24"
Écran 128 V x 64 H pixels
profondeur de 600'
N° 45680 / Cour. : 169.95

Prix Choc 140\$
Limite de 1 par client

Munitions de fusil Remington



Shurshot Heavy Dove
Calibre 12, 2 3/4"
1 1/8 oz. plomb # 6
N° 53519
Cour. : 6.50

Prix Choc 4\$
Limite de 3 par client

Cartouchière IMPORTATION



Modèle # 300-12
Peut contenir 20 cartouches de calibre 12. Fait de cuir et suède.
N° 500045
Cour. : 28.50

Prix Choc 18\$

Déclencheur TRU-FIRE



Modèle # XCW-1
Gâchette à double action
Sangle "Power Strap"
Ambidextre. N° 38502
Cour. : 65.95

Prix Choc 39\$

Habit de pluie camo GANZA



Modèle # 87-WA-31C
2 pièces en PVC doublé. Fermeture avec rabat, collet en velour.
N° 22878
Cour. : 29.95

Prix Choc 15\$

Bottes cuissardes BLACK ARROW



Modèle 1140 Stream Feather
Imperméable, faites de PVC
Légères et robustes.
Couleur verte
N° 3712. Cour. : 59.95

Prix Choc 35\$
Limite de 1 par client

Parka de chasse tracker WINCHESTER



4 dans 1 avec membrane hydro-tec. Tissu fleecé
100% polyester
Doublure pique et réversible
Couleur camo forest floor
N° 100960 / Cour. : 369.95

Prix Choc 199\$
Limite de 1 par client

NOTE : CETTE VENTE À LIEU SEULEMENT CE SAMEDI 1 DÉCEMBRE 2001 OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS.



c'est dans l'air
LATULIPPE
PLEIN AIR • TRAVAIL • CHASSE & PÊCHE

637, de St-Vallier O, Québec
418-529-0024
www.latulippe.com



À votre santé



Benzène, formaldéhyde, acide cyanhydrique, monoxyde de carbone, goudron. Ces produits chimiques, et bien d'autres encore, se retrouvent dans la fumée de cigarettes régulières ET DE CIGARETTES ÉTIQUETÉES DOUCES ET LÉGÈRES par l'industrie du tabac. Une mixture mortelle, peu importe l'étiquette qu'on lui donne. Il est temps de voir les cigarettes pour ce qu'elles sont vraiment.

Douces et légères ? Trompeuses et dangereuses.



Santé
Canada

Health
Canada

Pour plus d'information, composez le 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)
ATS/ATM 1 800 465-7735 www.santecanada.ca/tabac

Canada

LA GUERRE AU TERRORISME

Les abris de ben Laden vulnérables

Les Américains peuvent compter sur la collaboration de forces locales

NEW YORK (AFP) — L'Armée rouge s'est cassée les dents sur les grottes fortifiées dans lesquelles Oussama ben Laden pourrait se cacher, mais s'il faut les attaquer, l'armée américaine a des atouts, dont le premier est la collaboration de forces locales, estiment des experts américains.

Contrairement aux Soviétiques et à leurs supplétifs communistes afghans, qui opéraient dans les années 80 dans un environnement hostile, l'armée américaine peut compter, dans les régions où le chef du réseau Al-Qaïda semble s'être réfugié, sur des combattants du cru ou des membres de tribus alliées.

« La clé pour les Américains est de trouver un moyen de travailler avec les forces locales, estime Ali Jalali, l'un des meilleurs experts mondiaux des questions militaires en Afghanistan. Les gars de l'Alliance du Nord ne sont pas entraînés à ce genre de combats, mais ils peuvent être très efficaces s'ils ont les gens qu'il faut pour les encadrer. »

Aujourd'hui chef du service en farsi de la radio Voice of America, Ali Jalali

est un ancien colonel de l'armée afghane, officier de 1979 à 1982 dans la résistance contre l'Union soviétique, auteur d'une histoire militaire de l'Afghanistan en trois volumes.

« Si vous détruisez l'entrée d'une grotte ou d'un tunnel, vous les enterrez à l'intérieur, ajoute-t-il. Mais ces complexes ont de nombreuses sorties : c'est pourquoi vous devez d'abord faire des reconnaissances détaillées par les gars du coin. Ils connaissent leur zone. Personne ne peut leur dissimuler un accès. Ils feront tout la différence. »

Les services de renseignements américains ont recensé des centaines de caches possibles, mais s'intéressent particulièrement à deux secteurs truffés de galeries, de tunnels et de bases souterraines fortifiées utilisés par les Moudjahidin dans leur guerre contre les Soviétiques.

S'il se confirme que ben Laden ou ses hommes sont retranchés là, les forces spéciales américaines ne seront pas en terre totalement in-

connue, assure Stephen Baker. Cet ancien amiral est aujourd'hui expert au Center for Defense Information, un groupe de réflexion indépendant basé à Washington.

« Nous avons les renseignements des gens qui ont participé à la construction de ces tunnels, des gens qui sont entrés dedans, qui connaissent leur infrastructure », explique-t-il, rappelant que la CIA avait largement financé les travaux de renforcement de ces bases dans les années 80.

« Je pense que la CIA a des plans quelque part et que nous les étudions, à la recherche de points faibles. Il y a les conduits d'aération, par exemple, on peut s'attaquer à cela. »

Lui aussi insiste sur l'importance d'alliances locales. Pour mener un assaut, « je pense que cela serait (l'unité spéciale antiterroriste) Delta Force, les forces spéciales, et les gars de la CIA en collaboration avec les locaux qui sont avec nous et qui connaissent ces grottes. Ils sont cruciaux.

« Si nous connaissons (et nous devons maintenant les connaître) tous les accès, nous pouvons mener une campagne de bombardement, en particulier avec nos munitions antibunkers, aux entrées puis surveiller les sorties. »

Le *New York Times* a cité jeudi le nouveau commandant militaire de la région de Jalalabad, Hajji Zaman Khan Ghum Sharik, membre de l'Alliance du Nord, qui assure les États-Unis de sa collaboration.

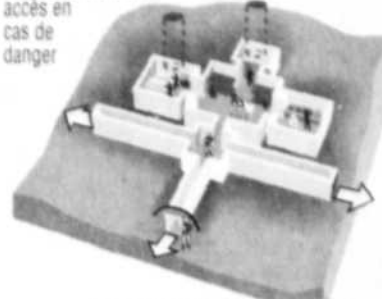
Le complexe souterrain de Tora Bora, une formidable base fortifiée proche de la frontière pakistanaise, est dans son secteur et il assure « être à 90% sûr que ben Laden est là ».

« Bien sûr, je suis en contact avec les Américains, a-t-il déclaré à un journaliste du *Times*. Le sujet est l'élimination du réseau Al-Qaïda et d'Oussama ben Laden, et la seule décision que nous avons prise est de l'éliminer. »

Selon des témoins, un parc de quelque 400 camionnettes, le véhicule de prédilection des talibans, aurait été repéré à l'entrée d'un des chemins (inaccessibles même en 4x4) menant à Tora Bora.

L'ÉTAU SE RESSERRE

Schéma d'un des abris du groupe Al-Qaïda qui dispose plusieurs accès en cas de danger



INFOGRAPHIE AFP - LE SOLEIL

Il y a 15 ans, l'Armée rouge à l'assaut des mêmes bases souterraines

MICHEL MOUTOT

Agence France-Presse

NEW YORK — En 1986, il a fallu 57 jours à l'Armée rouge pour s'emparer d'un complexe souterrain dans lequel pourraient aujourd'hui se cacher Oussama ben Laden et ses hommes.

L'assaut a été décrit par Lester Grau, un colonel américain à la retraite, et Ali Jalali, ancien colonel de l'armée afghane et ancien officier dans la résistance contre l'Union soviétique, pour le compte du Bureau des études militaires étrangères, dépendant de l'US Army à Fort Leavenworth (Kansas).

Leur rapport de 16 pages intitulé *La Campagne des grottes : les batailles de Zhawar pendant la guerre soviéto-afghane* est paru le 14 septembre dans le *Journal of Slavic Military Studies*. Voici leur récit.

Zhawar était l'une des principales bases des Moudjahidin dans la province de Paktia, dans l'est de l'Afghanistan, à quatre kilomètres de la frontière avec le Pakistan. C'est l'un des endroits, étroitement surveillés par la CIA, dans lesquels le chef du réseau Al-Qaïda et ses hommes pourraient tenter d'échapper à leurs poursuivants.

Une première offensive, désastreuse, est lancée en septembre 1985, essentiellement par les forces gouvernementales du régime pro-communiste (DRA) au pouvoir à Kaboul, renforcées d'éléments soviétiques.

Les Moudjahidin avaient installé plusieurs lignes de défense sur les crêtes protégeant l'accès à l'entrée de la base. Les soldats de la DRA montent à l'assaut à la suite de puissants barrages d'artillerie.

Mais les défenseurs s'abritent dans des grottes et « avaient creusé des tranchées leur permettant de rapidement regagner leurs postes de tir quand les bombardements cessaient », écrivent les auteurs.

INVINCIBILITÉ

Au bout de 42 jours, et après que les Moudjahidin leur eurent infligé de lourdes pertes, les assaillants renoncèrent.

« Zhawar est devenu un symbole de l'invincibilité des Moudjahidin dans la zone frontalière. Les Soviétiques et la DRA ont décidé de détruire le mythe, poursuit le rapport. Les Moudjahidin étaient convaincus que Zhawar était imprenable et ont omis de prendre d'évidentes mesures de sécurité. »

Un an plus tard, environ 6600 soldats afghans et soviétiques, dont de redoutables *spetsnaz* (forces spéciales), remontent à l'assaut de Zhawar, défendu par 700 à 800 combattants.

L'appui constant de l'aviation soviétique, qui pilonne sans relâche les positions ennemies, permet une pénible avancée. Des grottes sont tellement bombardées qu'elles s'effondrent sur leurs occupants. Le 19 avril 1986, après avoir perdu des centaines d'hommes, 24 hélicoptères et deux jets, les assaillants entrent dans Zhawar. Vide. Les défenseurs s'étaient repliés par des tunnels de secours.

« Après une campagne de 57 jours, la DRA n'a tenu Zhawar que pendant cinq heures », écrivent Grau et Jalali. Ils n'ont pas eu le temps de placer assez d'explosifs pour faire s'écrouler les parois des tunnels, se contentant de placer des mines. « Les Moudjahidin ont réoccupé Zhawar le jour suivant. (...) Certains ayant été pris au piège, ils ont appris à faire communiquer les tunnels, les grottes ont été améliorées. »

L'armée américaine et la CIA ont étudié de près ces offensives et en ont tiré les enseignements, a assuré à l'AFP Ali Jalali.

« Le secteur aurait dû être isolé. Vous devez contrôler tous les axes de communication », explique-t-il, soulignant que les Moudjahidin avaient constamment été capables de se replier ou de recevoir du renfort. « Les Soviétiques ne l'ont pas fait, ce fut leur principale erreur. Ils n'avaient pas le soutien des populations locales, et n'ont donc pas pu sécuriser la zone. »

S'il se confirme qu'Oussama ben Laden se cache dans une base de ce genre, les forces spéciales et les marines, qui disposent d'un armement infiniment supérieur à celui de l'Armée rouge, veilleront d'abord à s'assurer la collaboration des membres de tribus locales dont l'aide sera cruciale, estime-t-il.

Nouveau à Québec

Place Fleur de Lys
Grand magasinNOUS PAYONS
les 2 taxes pour vous
jusqu'à mardi 4 décembreProfitez-en pour
vos achats des fêtes!

Meubles en rotin

Grand choix
de tapisMeubles
antiques
Objets et
accessoires
décoratifs
Suggestions
de cadeauxLa beauté
de l'intérieur...Place Fleur de Lys
(voisin de Sports Experts)

523-5252

CREDIPLAN

MISH
Décor

5 jours pour 5\$

Pour des articles de
100\$ et moins
pour un temps limité.
Annonce de 2 lignes.

Annonces classées
844-4444

LE SOLEIL

LE MONDE

AFRIQUE DU SUD
Enfermée dans
l'usine, une ouvrière
accouche et perd
des jumeaux

■ PRETORIA — Le ministère sud-africain du Travail et les syndicats se sont déclarés hier scandalisés, après la mort de deux bébés jumeaux, dont la mère ouvrière avait accouché dans une usine du KwaZulu-Natal, où elle était enfermée avec l'équipe de nuit. Nokuthula Hlatswayo, enceinte de sept mois, a eu des contractions, il y a huit jours, alors qu'elle travaillait dans une usine de textile de Newcastle, où le patron enfermait régulièrement de l'extérieur l'équipe de nuit, a rapporté la radio publique SABC. Les quatre collègues de la femme ont tenté en vain d'appeler le directeur de l'usine au téléphone, puis une ambulance, dont les secouristes n'ont entré dans l'usine aux grilles et à la porte cadenassées. Un jumeau est mort dès la naissance, et le second est décédé le lendemain, après son hospitalisation. Le ministère du Travail, apprenant l'incident jeudi, a exprimé son «incrédulité et sa révolte», et a dépêché des inspecteurs qui ont ordonné la fermeture immédiate de l'usine, a indiqué hier le responsable des inspections Santé et Sécurité du ministère, Faiza Salie. Le syndicat a demandé à la police d'inculper le directeur pour homicide par négligence. (AFP)

ÉTATS-UNIS

**Mort du premier
greffé d'un cœur
artificiel autonome**

■ LOUISVILLE — Le premier patient à avoir subi une greffe d'un cœur artificiel autonome, l'Américain Robert Tools, 59 ans, est mort hier à Louisville (Kentucky) des suites d'une importante hémorragie abdominale, ont annoncé hier ses médecins. Les médecins traitants du patient se sont dits «profondément attristés d'avoir à annoncer la mort de Robert Tools». «M. Tools est mort des suites de complications qui ont surgi après une hémorragie abdominale grave», ont dit les médecins du Jewish Hospital de Louisville. Le 2 juillet dernier, M. Tools, 59 ans, avait reçu, dans ce même hôpital, la greffe d'un cœur artificiel totalement autonome baptisé AbioCor. Sa survie au-delà de 30 jours avait déjà été considérée comme un exploit. (AFP)

Campagne de vaccination gratuite
contre la

GRIFFE

pour les 60 ans ou plus et les personnes à risque

Faites-vous vacciner!

C'est le moyen le plus efficace de vous protéger contre la grippe.

Ce qu'il faut savoir:

- On peut **mourir d'une grippe**.
- La grippe est **contagieuse**. Tout le monde peut l'attraper et la transmettre.
- La grippe et le rhume, c'est différent. Le vaccin est **efficace contre la grippe**, mais il ne protège pas contre le rhume ni contre d'autres infections respiratoires.
- On peut **prévenir la grippe** en se faisant vacciner tous les automnes.
- Le vaccin **ne donne jamais la grippe**, car il ne contient aucun virus vivant.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux considère que la vaccination est le moyen le plus efficace de se protéger contre la grippe.

www.msss.gouv.qc.ca/grippe

Santé
et Services sociaux
Québec

Les figures de

D'UNE CAMPAGNE DE PRESTIGE
proue...



M. Donald R. Murphy
président
Mc Kenzie Bay
et président de
la 3^e campagne



M. Pierre Brochu
président et chef
de la direction
Télébec et
Northern
Telephone



M. André Caillé
président-
directeur général
Hydro-Québec



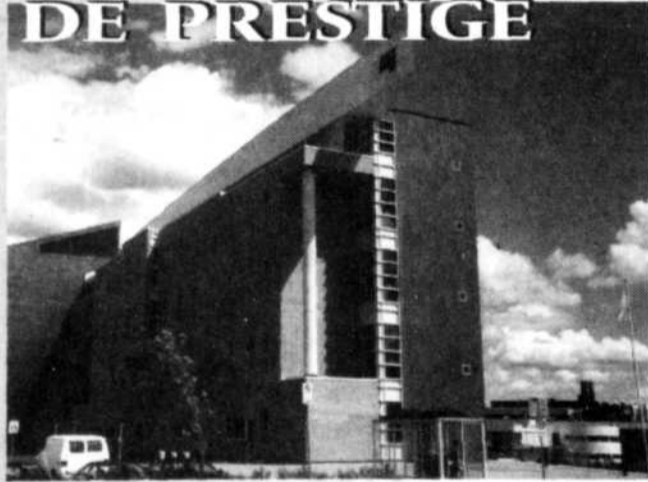
M. Marcel Côté
président
Secor



M. Alban D'Amours
président
Mouvement
des caisses
Desjardins



M. Jean-Louis Dulac
président
du conseil
d'administration
Uni-Select



Plus que jamais, l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue offre des solutions au développement de la formation universitaire et de la recherche dans notre région. En s'associant à la 3^e campagne de financement de la Fondation, les membres du cabinet deviennent de précieux complices du rayonnement de l'UQAT. Les investissements de la Fondation servent d'ores et déjà au développement des unités et des chaires de recherche, au financement de laboratoires et d'infrastructures d'enseignement ainsi qu'à la mise sur pied d'un imposant programme de bourses d'études.



M. Frank A. Dottori
président et chef
de la direction
Tembec



M^{me} Gisèle Desrochers
1^{re} vice-
présidente
ressources
humaines et
administration
Banque
Nationale



M. Henri Drouin
président
du conseil
d'administration
Rona



M. André Yves Fortier
président
Ressources
Campbell



M. Henri Massé
président
FTQ
et président
du conseil
Fonds de
solidarité



M. Gildas Minville
vice-président
aux opérations
forestières
province de
Québec
Domtar



M^{me} Guylaine Saucier
administrateur
de sociétés



M. Serge Savard
associé
Thibault,
Messier, Savard
et associés



3^e campagne de financement

FONDATION DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

LA GUERRE AU TERRORISME

Dieu est dans le camp de Bush... et de ben Laden!

■ WASHINGTON (AFP) — Il prie plusieurs fois par jour. Il est convaincu que Dieu est à ses côtés. Et il est persuadé qu'il l'aidera à défaire les forces du mal contre lesquelles il a entamé une lutte sans merci.

Et lorsqu'on lui demande s'il se sent en danger, il répond: « Mon attitude à l'égard des menaces, c'est vraiment à la grâce de Dieu ».

George W. Bush, le président qui a lancé les États-Unis dans la première guerre du XXI^e siècle, associe sans hésitation religion et politique dans la conduite des affaires du plus puissant pays au monde.

« Prier a toujours été important pour moi », a-t-il expliqué récemment au magazine *Newsweek*. « C'était très important pour moi avant. Cela l'est encore plus aujourd'hui ».

Cette piété d'un chef de guerre prend un relief nouveau lorsque l'ennemi désigné, l'islamiste Oussama ben Laden, et les fondamentalistes musulmans affichent eux aussi une totale confiance dans le soutien divin à leur cause.

Ces professions de foi contradictoires, avertissent des experts, comportent le risque de transformer un conflit politique et profane en un face-à-face explosif entre deux religions: le christianisme et l'islam.

« Bush n'a pas de problème pour exprimer ouvertement sa foi », même s'il prend garde de ne pas faire référence à un culte particulier, relève Mark Rozell, de la Catholic University of America.

PIEUX, VOIRE DÉVOT

Cette franchise date de sa rencontre en 1978 avec sa future femme, Laura, une méthodiste convaincue. Depuis, « Bush n'a jamais caché qu'il était pieux, et même dévot », note Daniel Dreisbach de l'American University de Washington.

Dès le lendemain des attentats du 11 septembre, le président fait valoir que cette tragédie est une épreuve qui donne un sens nouveau à son mandat.

« Les voies de Dieu ne sont pas toujours celles que nous recherchons. Nous apprenons dans la tragédie que ses desseins ne sont pas toujours les nôtres », dit-il le 14 septembre. Et d'ajouter: « Nous demandons à Dieu de protéger notre nation et de nous accorder la patience et la détermination pour tout ce qui va nous advenir ».

Forts de cet appui divin, les États-Unis peuvent affronter sans hésitation le terrorisme international: « Nous débarrasserons le monde des forces du mal », annonce-t-il le 16 septembre. À cette occasion, il utilise un mot qui lui sera ensuite reproché: « Cette croisade (...) va prendre du temps ».

Pour l'heure, note le professeur Rozell, « les Américains ne trouvent absolument rien à redire au fait que le prési-

dent invoque Dieu et des principes moraux dans ses discours ».

Cela tient au sens religieux très développé des 280 millions d'habitants de l'hyperpuissance. « Les États-Unis sont le pays le plus religieux du monde industrialisé », note Leo Ribuffo, de la George Washington University.

Mais cela tient aussi à une longue familiarité des présidents américains avec la religion. « Il existe une tradition bien établie des présidents utilisant la rhétorique religieuse dans ce genre de situations et surtout en temps de guerre », fixe M. Dreisbach. Dans cet exercice délicat, le

président a tenté de ne pas heurter ceux des Américains, notamment les musulmans, qui pourraient voir dans sa religiosité une menace à leur propre foi. Mais, note Mark Rozell, « un président américain ne parle pas seulement pour un auditoire national et c'est le vrai problème pour Bush ». Il reste à savoir quel impact cela peut avoir à l'étranger.

« Les É.-U. sont le pays le plus religieux du monde industrialisé »

EN BREF

Une future mosquée sème la controverse à Nazareth

■ JÉRUSALEM — Les patriarches des Églises chrétiennes en Terre sainte ont dénoncé cette semaine la mise en chantier d'une mosquée controversée près de la basilique de l'Annonciation à Nazareth dans le nord d'Israël. « Nous sommes alarmés par les récents développements sur le terrain et demandons une fois de plus de toute urgence au gouvernement israélien de renoncer à construire une mosquée sur des terres domaniales en face du sanctuaire de l'Annonciation », écrivent 13 dirigeants chrétiens, dans un communiqué commun. Nous sommes étonnés et attristés par le fait que les promesses données (aux Églises) par le gouvernement israélien n'aient pas été respectées », ajoutent-ils. Ils accusent « des cercles politiques en Israël d'utiliser des éléments marginaux musulmans pour semer la discorde entre chrétiens et musulmans et entre musulmans en Israël » et mettent en garde contre « les conséquences incalculables » de la construction d'une mosquée. (AFP)

SOLDE D'AVANT LES FÊTES

Collection Automne/Hiver de Prêt-à-porter réduite jusqu'à

50%

apriori
GROUPE ESCADA

Place Ste-Foy (418) 650-6908

SUPER SPÉCIAUX

58\$*
Avec afficheur

Panasonic
TÉLÉPHONE SANS FIL
900 MHz
• Afficheur

68\$

BALADEUR CD
• Système anti-choc 45 sec.

148\$
Rég. 199\$

SHARP
MINI-CHAÎNE AM/FM
• Lecteur laser 3 disques
• Cassetophone double

348\$
Rég. 399\$

TÉLÉ STÉRÉO 27 PO
• Menu trilingue
• Entrée audio/vidéo

NE PAYEZ RIEN AVANT MAI 2002
Sur tout les appareils de 300\$ et plus...

ENSEMBLE CINÉMA MAISON DOLBY DIGITAL

- Récepteur AM/FM
- Lecteur DVD/CD/VCD/CDR/RW/MP3
- Haut-parleurs Satellites et centre 5 X 30Watts
- Haut-parleurs de sous graves 50 Watts

MP3

200 WATTS

598\$
Rég. 699\$

KENWOOD

SYSTÈME CINÉMA MAISON COMPLET

- Lecteur DVD 5 disques
- Récepteur Am/FM 500 watts Dolby Digital
- 5 haut-parleurs satellites de 100 watts
- Caisson de sous-grave amplifié
- Télécommande

500 WATTS

698\$
Rég. 1199\$

QUÉBEC 840, rue Bouvier **La clef de sol** 627-0840

ÇA FAIT
 ARMÉE
 DU SALUT
 D

Envoyez vos dons à :

Armée du Salut
C.P. 7037
Charlesbourg (Québec)
G1G 5E1 3N 2001
1.877.488.4222

Nom _____ \$

Adresse _____

Ville _____ Province _____

Code Postal _____ Montant _____

Reprise des combats de coqs à Kaboul

■ KABOUL — Interdits pendant toute la période talibane, les combats de coqs et de caillies, qui passionnent les hommes et font l'objet de paris, ont repris il y a quinze jours à Kaboul dès la « libération » de la ville par les combattants de l'Alliance du nord. Dans le vieux marché au son de Kah Froshi, se tient la principale bourse aux oiseaux de Kaboul. Une vraie passion, traditionnelle pour les Afghans. On y trouve aussi des caillies, des perdrix, des pigeons blanc et roux, des moineaux, gris, mais surtout des canaris avec toutes leurs nuances de jaune. Au milieu des cages, jeunes et vieux s'échangent des pigeons. Dans les petites échoppes qui bordent la ruelle, tantôt poussiéreuse tantôt boue-

se, des volières d'un mètre de haut contiennent les pigeons. Pendues à des clous, des cages, recouvertes d'une housse de mauvais tissu, cachent perdrix et serins. Parfois, une chemise palpite, une main experte en sort une petite caille aux ailes rognées, une caille de combat. Par une petite ouverture grande comme une fenêtre, évidée dans une ancienne porte de bois, entraîneurs et parieurs entrent dans l'enceinte. Elle a été abandonnée par ses propriétaires partis à l'étranger. Dans la cour, quelques tabourets et bidons de fer blanc délimitent l'arène des combats de coq. Ouverte à tous vents, la pièce est presque sombre. Après quelques prises de bec, l'un des deux volatiles s'enfuit. (AFP)

AFGHANISTAN



Dans la salle sombre de l'entrepôt du ministère de la Culture, les œuvres d'art brisées n'étaient plus que de grands monticules de lessons et autres morceaux mêlés.

Le patrimoine culturel massacré par les talibans

■ KABOUL (AP) — Les craintes les plus sombres se confirment : la rage destructrice des talibans contre le patrimoine culturel afghan ne s'est pas limitée aux deux Bouddhas géants de Bamiyan. Plus de 2000 sculptures et poteries, remontant parfois à l'Antiquité, ont été systématiquement taillées en pièces, l'hiver dernier, dans l'entrepôt du ministère de la Culture à Kaboul.

Des statues en grès représentant des rois de l'Antiquité, des éléphants sculptés dans des bas-reliefs et des tableaux représentant des membres des familles royales du XX^e siècle, conservés dans cet entrepôt ou au musée de Kaboul, ont été cassés en mille morceaux lors d'assauts de vandalisme répétés qui ont débuté en février et duré deux mois. Armés de marteaux et de haches, des équipes d'ouvriers sont venues à de nombreuses reprises au ministère, ont consciencieusement démolé les œuvres d'art qui avaient pu être sauvées en 1995 du pillage général du musée de Kaboul. Les pièces avaient été placées dans l'entrepôt du ministère avec l'espoir qu'elles y seraient à l'abri.

« Lorsque les talibans étaient en train de briser les sculptures, j'avais l'impression qu'ils me frappaient », a raconté Yahah Mohebzaddeh, responsable du musée depuis 18 ans, qui a assisté à la destruction l'hiver dernier. Le ministère de la Culture organisait mercredi pour les journalistes une visite de son entrepôt, situé au rez-de-chaussée de l'édifice, ainsi que du musée ravagé, situé dans le sud-ouest de Kaboul. Dans la salle sombre et poussiéreuse de l'entrepôt, les œuvres d'art brisées n'étaient plus que de grands monticules de tessons et autres morceaux mêlés.

PERTES MASSIVES

Cette vision sinistre est l'un des exemples les plus poignants des pertes massives subies par le patrimoine culturel afghan durant près d'un quart de siècle de guerre. Avant même l'arrivée au pouvoir des talibans en 1996, l'essentiel des dégâts avait déjà été fait, si l'on excepte la destruction des bouddhas géants.

Les talibans, qui interdisaient la musique, la télévision, les films et les pièces de théâtre, sont à leur tour passés à l'action en février dernier en réponse aux sanctions imposées par l'ONU. Les Nations unies exigeaient que les talibans livrent Ouassama ben Laden, le milliardaire d'origine saoudienne réfugié en Afghanistan.

Pour toute réponse, la milice islamiste alors au pouvoir à Kaboul publiait un décret affirmant que toutes les représentations de créatures vivantes étaient non islamiques et devaient donc être détruites. Peu après la publication de ce décret, une délégation talibane s'est présentée au musée de Kaboul, prenant le responsable du musée

par surprise. L'orgie de destructions a duré trois jours au musée.

De l'immense statue en calcaire du II^e siècle qui se trouvait dans le hall d'entrée, représentant un roi vêtu de la tête au pied d'une longue robe, il ne reste plus que la base. Dans une arrière-salle, les centaines de morceaux brisés de cette statue sont rassemblés en tas avec l'espoir incertain qu'un jour ils puissent être recollés. « Je crois que c'est impossible, mais nous avons décidé de les garder pour le moment », a souligné M. Mohebzaddeh.

Lorsqu'ils en ont eu fini avec le musée, les talibans ont poursuivi leur travail de destruction au ministère de la Culture.

L'actuel ministre de la Culture par intérim, Abdul Hafiz Mansour, a appelé à l'aide internationale pour reconstruire le musée. Son adjoint, Mir Haider Muter, révèle que des milliers d'œuvres sauvées par les employés du musée sont encore intactes, conservées dans des endroits tenus secrets.

Des œuvres inestimables ont été cassées en mille morceaux

R
RÉGENCE
Fournisseur des magasins Nord et Centre
PRÉSENTE

TALONS
Tentations

AU MUSÉE DE LA CIVILISATION
JUSQU'AU 9 SEPTEMBRE 2002
UNE EXPOSITION SOUS LA DIRECTION ARTISTIQUE DE MICHEL MARC BOUCHARD

La séduction est une stratégie et les chaussures d'hommes et de femmes en sont des armes redoutables. C'est ce que vous découvrirez avec Cendrillon en parcourant le garde-chaussures de sa marraine-fée. Celui-ci recèle des pièces fabuleuses provenant des quatre coins du monde. Certaines ont même appartenu à de grandes vedettes tels Elvis Presley, Marilyn Monroe, Robert Redford, Céline Dion et la princesse Diana.

CONCOURS CONCOURS CONCOURS CONCOURS

À PIEDS JOINTS DANS LA NEIGE!

À GAGNER

Un week-end « Carnaval » les 1^{er} et 2 février 2002, pour deux personnes, comprenant deux nuitées, les petits-déjeuners, un souper au restaurant l'Austral, deux billets pour le grand bal du Carnaval, le 2 février, ainsi que deux laissez-passer pour le Musée de la civilisation! Une valeur de 750\$

Nom _____ Prénom _____ Âge _____
Adresse _____
Ville _____ Province _____
Pays _____ Code postal _____
Téléphone _____ Courriel électronique _____

Règlements disponibles à la billetterie du Musée.
Déposez votre coupon de participation dans la boîte prévue à cet effet, dans le hall d'entrée ou postez-le à l'adresse suivante :
CONCOURS À PIEDS JOINTS DANS LA NEIGE!
Musée de la civilisation, Service de la mise en marché
85, rue Dalhousie, Québec (QC) G1K 7A6

RÉGENCE LE SOLEIL HOTEL LOUVE LE CONCORDE Québec

TIRAGE : LE 14 DÉCEMBRE 2001

La magie de Noël s'installe chez Micro Logic!

Profitez dès maintenant de notre prix spécial des Fêtes!

Le iMac vous permet de faire plein de choses extraordinaires: naviguer, s'amuser, apprendre. Procurez-vous votre iMac maintenant et économisez 130 \$. Une offre que vous ne pouvez pas refuser.

1399\$ nouveau prix!

iMac d'Apple PowerPC G3 à 500 MHz • Écran de 15" • Mémoire vive de 128 Mo • Disque rigide de 20 Go • Graveur CD-RW • Ports USB et FireWire • Modem et Ethernet intégrés • Clavier et souris

Lundi au mercredi: 9h à 17h30
Jeudi et vendredi: 9h à 21h
Samedi: 9h à 17h

À partir du 10 décembre, ouvert tous les soirs et le dimanche.

Obtenez un rabais postal de 150 \$ à l'achat d'un iBook.

Avec un iBook, on peut aussi bien télécharger des fichiers de musique que monter des vidéos personnelles. Il est à prix spécial jusqu'au 31 décembre. N'attendez plus!

2039\$ 3 mois sans intérêt*

iBook d'Apple PowerPC G3 à 500 MHz • Mémoire vive de 128 Mo • Disque rigide de 15 Go • Écran TFT de 12,1" • ATI Rage Mobility 8 Mo • SCRAM Lecteur CD-RW • Ports USB et FireWire • Modem et Ethernet intégrés

Micro Logic DÉTAIL

2786, chemin Sainte-Foy
Sainte-Foy 658 6624

* S'ajoute à l'approbation du crédit, détails en magasin. Prix sujet à changements sans préavis. Quantités limitées. Photos à titre indicatif seulement. Apple, le logo d'Apple, FireWire, iBook et iMac sont des marques d'Apple Computer, Inc.

LE MONDE

Les législatives taiwanaises inquiètent Pékin

Le parti du président opposé à la réunification pourrait l'emporter

■ **TAIPEI (AFP)** — Les Taïwanais élisent aujourd'hui leurs députés sous l'œil attentif de Pékin alors que le parti du président Chen Shui-bian, opposé à une réunification avec la Chine, pourrait sortir renforcé du scrutin, selon des analystes.

Le Parlement issu des dernières élections, en 1998, reste dominé par le Kuomintang (KMT), fondateur de la république nationaliste après la victoire des communistes sur le continent en 1949. Il y détient 110 des 225 sièges.

Mais les nationalistes ont subi une défaite historique avec l'élection du président Chen en mars de l'an dernier qui a mis fin à 51 ans de gouvernement ininterrompu du KMT.

Lenjeu des législatives est pour le président d'accroître la part de son parti face à l'opposition et doter si possible son gouvernement d'un soutien au Parlement qui lui a fait cruellement défaut pendant la première partie de son mandat.

Le Parti démocratique progressiste (DDP) de M. Chen dispose de 65 sièges dans la législature sortante et certains analystes prédisent qu'il pourrait gagner une vingtaine de députés supplémentaires.

MAJORITÉ PEU PROBABLE

Selon les prévisions, toutefois, aucun des trois principaux partis : le DDP, le Kuomintang et le Parti du peuple d'abord (People First Party, PFP) d'opposition, n'apparaît capable de conquérir une majorité absolue.

Les élections risquent dans ces conditions de déboucher sur une situation inédite où Taïwan aurait, pour la première fois de son histoire, un gouvernement de coalition.

Un total de 476 candidats se disputent 168 sièges élus au suffrage direct. Les 41 autres sont attribués à la proportionnelle à des représentants de minorités ethniques et des Taïwanais de l'étranger. « Pour assurer la stabilité politique, (le président) Chen veut que le DDP remplace le KMT comme principal parti à l'assemblée législative », explique Chang Lin-cheng, professeur à l'Université nationale de Taïwan.

Mais le succès reste incertain et certains dirigeants politiques ont agité la crainte d'une impasse, voire de l'instabilité dans un pays où la politique a toujours été très conflictuelle.

Quelle que soit l'issue des élections, les analystes ne s'attendent pas un réchauffement dans les relations avec Pékin.

« Il est très clair que le président Chen soutient (l'idée de) l'indépendance pour Taïwan, ce que Pékin ne peut pas tolérer », déclare le professeur Hu Fo de science politique de la National Taiwan University.

24 versements sans intérêt



MEUBLES
Jacques Gaulin INC.



2158, rue Jean-Talon Nord, voie de service Charest Ouest, Ste-Foy (QC)

Tél. : (418) 681-8106 • 1-888-681-8106

JAPON

La princesse Masako sur le point d'enfanter

TOKYO (AP) — La princesse Masako, épouse du prince héritier Naruhito du Japon, est entrée hier à la maternité du palais impérial pour accoucher de son premier enfant, a confirmé le palais. L'agence Kyodo et la télévision publique NHK parlaient d'une naissance imminente, probablement dans les 24 heures.

Selon la chaîne NHK, la princesse Masako, qui a fait une fausse couche il y a deux ans, était en bonne forme et attendait calmement de donner naissance à son premier enfant.

Cet enfant sera en effet le premier de la princesse Masako, 37 ans, et du prince héritier Naruhito, 41 ans, après plus de huit ans de mariage.

Fils aîné de l'empereur Akihito et de l'impératrice Michiko, le prince Naruhito est l'héritier du Trône du Chrysanthème, la plus ancienne monarchie encore existante dans le monde qui remonte à plus de 1500 ans. Si le bébé est un garçon, il sera deuxième dans l'ordre de succession au trône, après son père.

Selon la législation japonaise, seul un homme peut monter sur le trône. Mais aucun bébé mâle n'est né dans la famille royale depuis plus de 30 ans. La princesse Masako, une ancienne diplomate polyglotte diplômée de Harvard, subit une pression énorme dans le pays pour donner naissance à un garçon et épargner ainsi au Japon une crise de succession.

EN BREF

Unis contre la corruption en Asie

■ **TOKYO** — Quelque 17 pays d'Asie ont adopté hier à Tokyo un plan d'action non contraignant sur le plan légal, mais symbolique pour combattre la corruption, largement répandue dans la région et considérée comme un frein à la croissance. Le programme appelle les fonctionnaires, entreprises privées et l'opinion publique à se mobiliser pour arrêter le flux de pots-de-vin qui grèvent les projets financés par des fonds publics. La corruption annihile les efforts de réduction de la pauvreté, ont argué les signataires, soutenus par la Banque asiatique de développement et l'Organisation pour la coopération économique et le développement OCDE. L'accord a été signé à l'issue de trois jours d'une conférence. (AFP)

LES BEAUX BUREAUX!

<p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS Ajustement manuel de la hauteur Prix sup : 725 29 99*</p> <p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS Ajustement pneumatique de la hauteur Prix sup : 1145 39 99*</p>	<p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT OU GRIS Ajustement pneumatique de la hauteur SANS BRAS Prix sup : 1615 79 99*</p> <p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE Ajustement pneumatique de la hauteur Avec bras Prix sup : 2025 99 99*</p>
<p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE Ajustement pneumatique de la hauteur Prix sup : 1795 59 99*</p> <p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE Ajustement pneumatique de la hauteur Prix sup : 2485 129 99*</p>	<p>CHAISE OPÉRATEUR DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE Ajustement pneumatique de la hauteur Prix sup : 3455 179 99*</p>
<p>FAUTEUIL ERGONOMIQUE DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS, CUIVRE OU GRIS Ajustement pneumatique de la hauteur • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR • DOSSIER AJUSTABLE Prix sup : 2745 159 99*</p>	<p>FAUTEUIL ERGONOMIQUE DOSSIER MOYEN, DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS OU BLEU Ajustement pneumatique de la hauteur • BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR • DOSSIER AJUSTABLE Prix sup : 3455 179 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI ÉRABLE SUR MASTIC • TIROIR-CLAVIER 28" • ESPACE DE RANGEMENT DE LA HAUTEUR • DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 30" H Prix sup : 2085 59 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE MOBILE DISPONIBLE NOIR SUR ACIER ARGENTÉ • TABLETTE À CLAVIER 29" • SUPPORT POUR MONITEUR • DIMENSIONS : 31" L X 28" P X 38" H Prix sup : 1565 79 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE FINI ACACIA OU ÉRABLE NATUREL • SUPPORT À CPU MOBILE • TIROIR-CLAVIER 27" • CAPACITÉ DE 18 CD • DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 53" H Prix sup : 1955 99 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE FINI MÉTAL ARGENTÉ • TIROIR-CLAVIER 26" • SUPPORT POUR CPU • CAPACITÉ 64 CD • DIMENSIONS : 30" L X 20" P X 48" H Prix sup : 1635 89 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE AVEC LE DESSUS NOIR ET LES CÔTES ALUNE • TIROIR-CLAVIER 27" • ESPACE POUR CPU • ESPACE POUR 17 CD • DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H Prix sup : 1795 59 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI HÊTRE • TIROIR-CLAVIER 27" • TABLETTE COULISSANTE • DIMENSIONS : 43" L X 26" P X 29" H Prix sup : 2605 139 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE EN COIN DISPONIBLE FINI HÊTRE NATUREL • ESPACE POUR CPU • ESPACE DE RANGEMENT • DIMENSIONS : 44" L X 44" P X 49" H Prix sup : 2555 119 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI HÊTRE • TIROIR-CLAVIER 28" • TIROIR-UTILITÉ • ESPACE POUR 27 CD • DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 59" H Prix sup : 3095 169 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE EN COIN DISPONIBLE FINI HÊTRE NATUREL • ESPACE POUR CPU • ESPACE DE RANGEMENT • DIMENSIONS : 44" L X 44" P X 49" H Prix sup : 2555 119 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI HÊTRE DORÉ • TIROIR-CLAVIER 27" • TIROIR-FIÈRE • TABLETTE COULISSANTE POUR IMPRIMANTE • CAPACITÉ 36 CD • DIMENSIONS : 54" L X 24" P X 64" H Prix sup : 3095 169 99*</p>
<p>POSTE INFORMATIQUE DISPONIBLE FINI HÊTRE NATUREL • TIROIR-CLAVIER 28" • TIROIR-UTILITÉ • ESPACE POUR 27 CD • DIMENSIONS : 48" L X 24" P X 59" H Prix sup : 3095 169 99*</p>	<p>POSTE INFORMATIQUE EN COIN FINI HÊTRE DORÉ • TIROIR-UTILITÉ • TIROIR-FIÈRE • CAPACITÉ DE 54 CD • DIMENSIONS : 48" L X 44" P X 58" H Prix sup : 4405 249 99*</p>

FOURNITURES DE BUREAU

Denis

12 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

1415, BOUL. CHAREST OUEST, QUÉBEC 682-3113

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES
OUVERT 7 JOURS
MAGASINEZ EN LIGNE : WWW.DENIS.CA

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2001. CERTAINS MODÈLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSURANCE REQUIS ** TERRITOIRES LIMITÉS

JOURNÉE RÉFÉRENDATAIRE EN SUISSE

L'armée pourrait être démantelée

La taxation de 20% des gains en capitaux aussi à l'agenda

■ GENÈVE (AFP) — Les Suisses sont appelés demain à voter sur plusieurs questions parmi lesquelles la suppression de l'armée, la mise en place d'un service civil pour la paix, et la taxation de 20% des gains en capital.

Le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement ont rejeté toutes ces questions estimant, par exemple, que la suppression de l'armée serait un affaiblissement du pays et de sa place dans le monde.

« Pour garantir le droit des citoyens de vivre dans un pays où règnent la paix, la liberté et l'indépendance, la Suisse doit être en mesure de repousser une attaque militaire », estime le Conseil fédéral dans son avis officiel.

S'il admet que la nature des conflits a changé, que la Suisse n'est pas particulièrement menacée, supprimer l'armée serait faire dé-

pendre la sécurité du pays d'autres États ou d'alliances militaires, ce qui n'est « pas compatible avec la neutralité de la Suisse ».

Au contraire, pour les initiateurs de ce vote, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA), la suppression de l'armée ne rendra en aucun cas la Suisse moins sûre, celle-ci n'étant menacée par aucune puissance militaire.

« INVESTIR À MEILLEUR ESCIENT »

Sa suppression permettra de « libérer les ressources matérielles et intellectuelles que la Suisse pourra investir à meilleur escient pour des solutions civiles, en Suisse et dans le monde », selon le GSSA.

L'armée suisse est essentiellement composée de miliciens, dont le nombre, à partir de 2003, devrait progressivement passer de 360 000 actuellement à 120 000, et celui de professionnels de 3600 à 7000.

Ce même groupe propose la mise en place d'un « service civil pour la paix » destiné à faciliter « le

règlement non violent des conflits », à l'instar de ce qui existe en Allemagne et en Autriche.

Le Conseil fédéral et le Parlement sont opposés à cette idée, l'estimant redondante avec ce qui existe déjà dans le pays ayant la même finalité.

La Suisse, qui fait de sa neutralité un principe cardinal, n'est membre d'aucune alliance militaire, ce qui ne l'empêche cependant pas de participer à des forces de paix internationales comme ce fut le cas en Bosnie et au Kosovo, si elles sont décidées par l'ONU, une organisation dont la Suisse n'est pas membre.

Récemment, les Suisses ont accepté que leurs soldats envoyés à l'étranger soient armés. Jusqu'alors, ils devaient se placer sous la protection de contingents militaires amis.

Demain, les Suisses auront également à se prononcer sur une taxation de 20% des gains en capital, à l'initiative de l'Union syndicale

suisse, qui voit dans cette taxe un rééquilibrage fiscal entre tous.

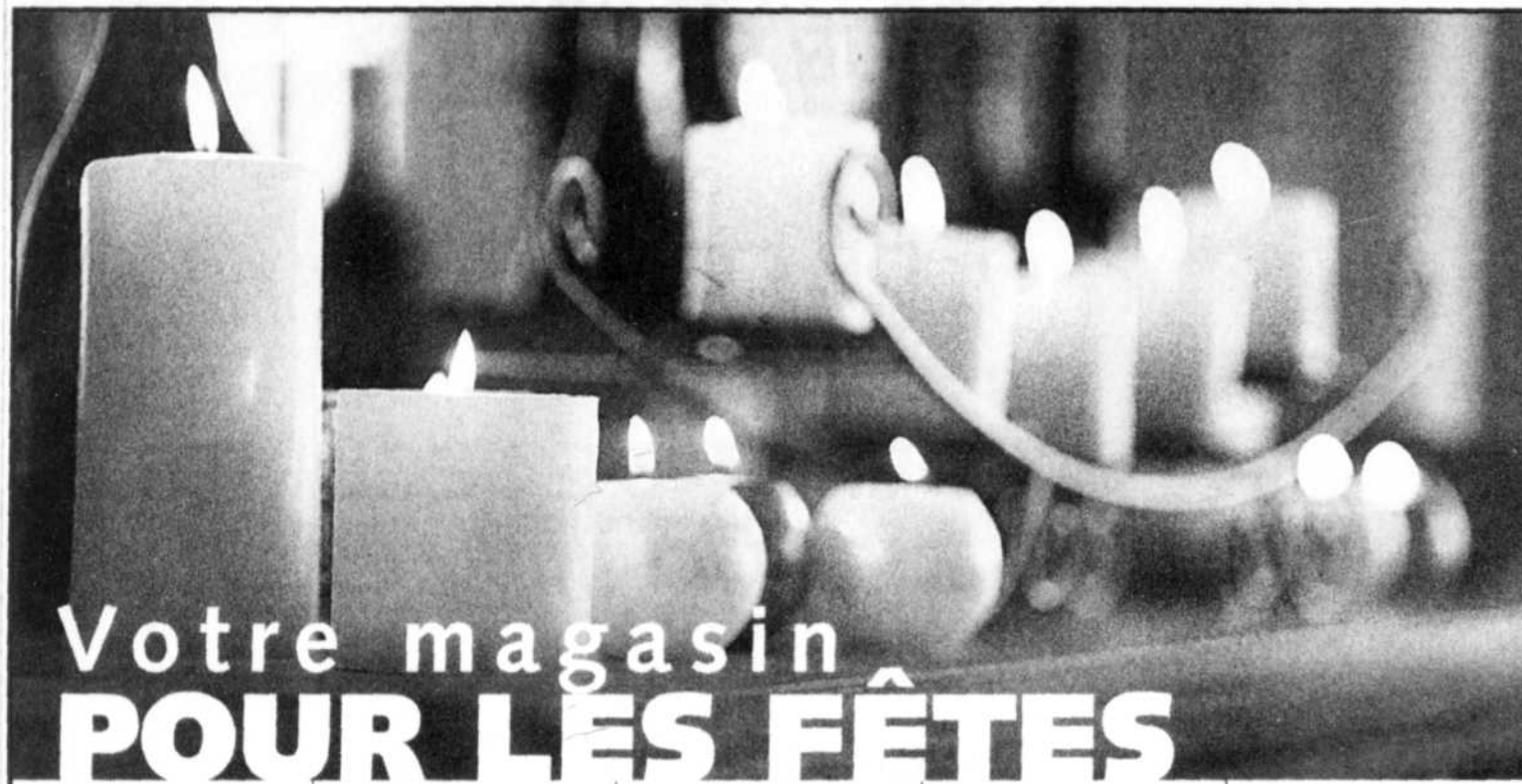
L'Union syndicale estime en effet illogique que des gains en bourse ne soient pas taxés au niveau fédéral.

Une telle taxe, dont les petits actionnaires seraient exonérés jusqu'à concurrence de 5000 FS, permettrait de diminuer globalement les impôts, soutient l'Union syndicale.

Pour le Conseil fédéral et le Parlement cette taxe est inutile dans la mesure où il existe déjà un impôt sur la fortune, particulièrement rémunérateur, au niveau de chacun des 26 cantons (région administrative) que compte le pays.

De plus, font valoir ces deux instances, il existe déjà au niveau fédéral divers impôts directs et indirects sur le commerce des valeurs mobilières en Bourse ou hors Bourse, frappant aussi bien les particuliers que les entreprises.

Le pays n'est membre d'aucune alliance militaire



Votre magasin POUR LES FÊTES

<p>COUTEAUX À STEAK LAGUIOLE</p> <p>ensemble de 6 manches noirs 69⁹⁵ mancher inox, 79⁹⁵</p>	<p>VERRES À PORTO</p> <p>base en étain ensemble de 4 39⁹⁵</p>	<p>SPAL GARDEN PRINTS</p> <p>achetez un ensemble de 20 pièces à 279⁹⁵ et recevez 4 assiettes creuses gratuites</p>	<p>SOUPIÈRE</p> <p>notre prix 44⁹⁵</p>	<p>HORLOGES AMBRY HOME</p> <p>29⁹⁵ à 59⁹⁵</p>
<p>GUY BUFFET</p> <p>14⁹⁵ à 79⁹⁵</p>	<p>ASSIETTES À FROMAGE</p> <p>ensemble de 7 59⁹⁵ ensemble de 4 assiettes 43⁹⁵</p>	<p>SERVICE DE COUVERTS EN ACIER INOXYDABLE 18/10</p> <p>Choix de 3 styles</p> <p>ensemble de 20 pièces 139⁹⁵ service d'appont de 5 pièces 79⁹⁵ ensemble poisson de 8 pièces 49⁹⁵ ens. de 4 couteaux à dessert 44⁹⁵ ensemble de 4 tarbiers 44⁹⁵ ens. de 4 fourchettes à dessert 19⁹⁵ ensemble de 4 cuillères espresso 14⁹⁵</p>	<p>ASSIETTE À POISSON avec ustensile assorti ASSIETTE À FROMAGE avec couteau assorti</p> <p>assiette à poisson 48⁹⁵ assiette à fromage 23⁹⁵</p>	<p>DÉCANTEUR CANARD</p> <p>notre prix 89⁹⁵</p>
<p>COLLECTION BUCKINGHAM</p> <p>39⁹⁵ à 64⁹⁵</p>	<p>PLATEAU À GÂTEAU</p> <p>à partir de 29⁹⁵</p>	<p>PORTE-CARTON DE TABLE</p> <p>11⁹⁵ à 39⁹⁵</p>	<p>CHANDELIERS</p> <p>26⁹⁵ à 79⁹⁵</p>	
<p>AMBRY HOME Médaille Professionnel multi usage</p> <p>4 pièces multi usage idéal pour soupes, ragouits, pâtes et cuisson à la vapeur notre prix 75⁹⁵</p>	<p>AMBRY HOME COUTEAUX DE CHEFS ACIER TREMPÉ</p> <p>ensemble de 3 garantie à vie notre prix 85⁹⁵</p>	<p>AMBRY HOME Médaille Professionnel</p> <p>EN PRIME: poêle à omelette</p> <p>Ens. 9 pièces - acier inoxydable 18/10 fini miroir - disque en aluminium encapsulé (pour une cuisson égale) garantie 20 ans - notre prix 139⁹⁵</p>	<p>POIVRIÈRE BOUTEILLE DE VIN</p> <p>notre prix 19⁹⁵</p>	<p>GRILLE-PAIN T-FAL AVANTÉ CHROME</p> <p>avec fonction bagel notre prix 63⁹⁵</p>

Tout pour la maison aux prix garantis les plus bas

Garantie
SANS CONDITION

CHAQUE JOUR/TOUTE L'ANNÉE
Si vous trouvez la même marchandise ailleurs à plus bas prix, nous respecterons non seulement ce prix mais nous vous accorderons un rabais additionnel de 10 %

LINEN CHEST
DÉCOR DÉPÔT

« Le supercentre de la mode maison »

Place Laurier • Québec: (418) 658-5218

PORCELAINE
CRISTAL & CADEAUX

LISTE DE MARIAGE

Parfait pour l'échange de cadeaux...

Un cadeau qui fera plaisir à tout coup!

De tous les... **CÔTE** 2001

16⁹⁵

en vente dans toutes les librairies

Liquida Golf

Maintenant **OUVERT**

40-60% de rabais

325, du Marais, bureau 130, Vanier
683-8787

Pour vos cadeaux de Noël... des grandes marques à prix de liquidation!

Asthmédia présente

Mon enfant asthmatique, est-ce possible?

L'Association pour l'Asthme et l'Allergie Alimentaire du Québec (Asthmédia Inc.) vous invite à la première conférence-échange de l'année.

Mon enfant asthmatique, est-ce possible? (signes ou symptômes, facteurs déclenchants, médication...)

Conférencier invité:
Docteur Georges Rivard, pédiatre, chef du service de pédiatrie ambulatoire, directeur de la clinique d'asthme du CHUQ, CHUL

Le mercredi 5 décembre — 19h30

Amphithéâtre Fisher, TR-105
Centre de recherche du CHUL
2705, boul. Laurier, Sainte-Foy
(entrée principale à l'arrière du CHUL)

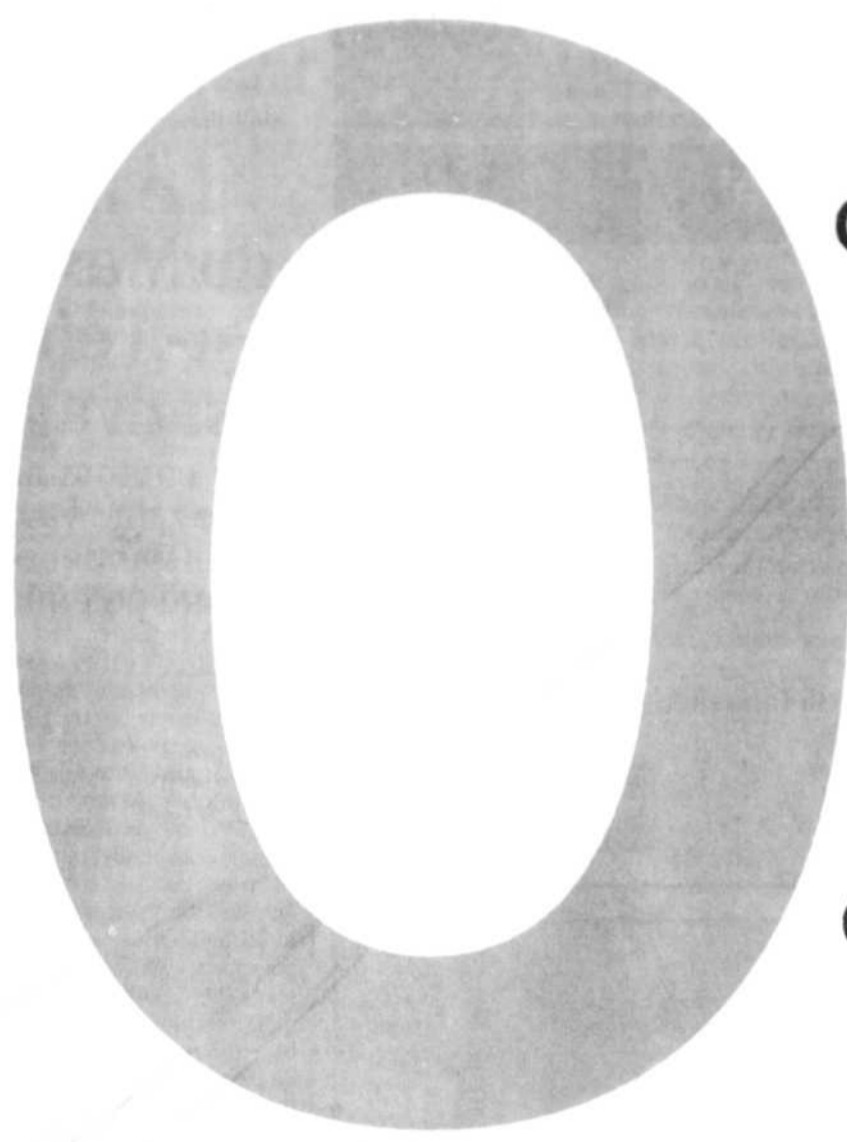
Pour informations : 627-3141

Merci à nos partenaires:

BIBLIOTHÈQUE CHUQ AstraZeneca

HYUNDAI

LE SOLDE DES FÊTES BAT SON PLEIN CHEZ HYUNDAI



0% FINANCEMENT À L'ACHAT

+

AUCUN PAIEMENT
POUR 90 JOURS

SUR FINANCEMENT À L'ACHAT*

OU

0\$ DE COMPTANT

+

0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

SUR OFFRES DE LOCATION*

ACCENT GS 2002

LOUEZ À PARTIR DE **169\$** PAR MOIS/48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.
0\$ DE COMPTANT 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
PDSF DE 12 395 \$**



• Moteur multivalvées de 1,5 litre • Tachymètre • Transmission manuelle surmultipliée à 5 rapports • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Glaces teintées avec bande pare-soleil • Deux rétroviseurs extérieurs à commandes manuelles • Et beaucoup plus

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR LES ACCENT GS 3 PORTES ET GL 4 PORTES.

ELANTRA GL 2002

LOUEZ À PARTIR DE **209\$** PAR MOIS/48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.
0\$ DE COMPTANT 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
PDSF DE 15 295 \$**



• Moteur 2,0 litres de 140 HP • Deux coussins gonflables • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Radio AM/FM/CD • Télécommande d'ouverture du coffre et du volet de réservoir • Zones déformantes avant et arrière • Et beaucoup plus

ELANTRA GT 2002

LOUEZ À PARTIR DE **269\$** PAR MOIS/48 MOIS
TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS.
0\$ DE COMPTANT 0\$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
PDSF DE 18 495 \$**



• Moteur 2,0 litres de 140 HP • Climatiseur • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Régulateur de vitesse • Radio AM/FM/CD • Télédévrouillage avec alarme • Et beaucoup plus

SONATA GL 2002

LOUEZ À PARTIR DE **269\$** PAR MOIS/48 MOIS
0\$ DE COMPTANT
PDSF DE 21 195 \$**



• Moteur 2,4 litres à DACT • Groupe électrique • Climatiseur • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Régulateur de vitesse • Rétroviseurs extérieurs dégivrants • Transmission automatique avec SHIFTRONIC[™] • Et beaucoup plus

XG350 2002



PDSF DE 32 295 \$**

LOUEZ À PARTIR DE **385\$** PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 4495 \$

OU **5,8%** FINANCEMENT À L'ACHAT*
Jusqu'à 48 mois.

• Freins antiblocage ABS et antipatinage • Coussins gonflables frontaux et latéraux • Sellerie en cuir • Toit ouvrant électrique • Radio AM/FM/CD et 6 haut-parleurs • Contrôle automatique de la température • Régulateur de vitesse • Glaces, verrouillage et rétroviseurs extérieurs dégivrants à commandes électriques • Et beaucoup plus

SANTA FE 2002

RENSEIGNEZ-VOUS SUR LES MENSUALITÉS DE LOCATION IMBATTABLES SUR LE SANTA FE V6 À TRACTION INTÉGRALE ET TRANSMISSION AUTOMATIQUE SHIFTRONIC[™].



PDSF DE 21 050 \$**

LOUEZ À PARTIR DE **229\$** PAR MOIS/48 MOIS
COMPTANT DE 2995 \$

OU **2,8%** FINANCEMENT À L'ACHAT*
Sur tous les modèles Santa Fe. Jusqu'à 36 mois.

• Moteur 4 cylindres de 2,4 litres à DACT et 16 soupapes • Transmission manuelle à 5 rapports • Traction avant • Freins à disque aux 4 roues • Roues de 16 po en alliage d'aluminium avec pneus BF Goodrich • Radio stéréo AM/FM/CD • Glaces et verrouillage à commandes électriques • Et beaucoup plus

www.hyundaicanada.com

DES VOITURES GARANTIES POUR LONGTEMPS : Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur • Assistance routière 24 heures de 3 ans/60 000 km comprenant livraison d'essence, changement de roue en cas de crevaison, déverrouillage, remorquage et autres services. Un simple appel sans frais suffit.



HYUNDAI

UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

*Programme de location de Les Services financiers Hyundai pour une Accent GS 3 portes 2002 neuve. PDSF à partir de 12 395 \$; une Elantra GL 2002 neuve. PDSF à partir de 15 295 \$; une Elantra GT 2002 neuve. PDSF à partir de 18 495 \$; une Sonata GL 2002 neuve. PDSF à partir de 21 195 \$; un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 neuf à traction avant. PDSF à partir de 21 050 \$. Une XG350 2002 neuve. PDSF à partir de 32 295 \$. Taux d'intérêt annuel de 2,50 % à 1,59 % à 86 % à 3,52 % à 5,68 %. mensualité de 169 \$/209 \$/269 \$/229 \$/385 \$ pour 48 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Coût total de location : 8112 \$/10 032 \$/12 912 \$/12 912 \$/10 992 \$/18 480 \$. Option d'achat : 5800 \$/6554 \$/8883 \$/10 216 \$/8960 \$/14 084 \$. Comptant de 0 \$/0 \$/0 \$/2995 \$/4495 \$. première mensualité exigée. Dépôt de sécurité de 0 \$ pour les modèles Accent et Elantra, de 269 \$/229 \$/385 \$ pour les Sonata, Santa Fe et XG350 respectivement. Frais de transport et de préparation inclus pour les Accent et Elantra, en sus pour les Sonata, Santa Fe et XG350. Taxes, frais d'immatriculation et frais d'acquisition de location de 350 \$ en sus. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 c par kilomètre additionnel. **PDSF d'une Accent GS 3 portes 2002 à partir de 12 395 \$; d'une Elantra GL 2002 à partir de 15 295 \$; d'une Elantra GT 2002 à partir de 18 495 \$; d'une Sonata GL 2002 à partir de 21 195 \$; d'un Santa Fe GL 4 cyl. 2002 à traction avant à partir de 21 050 \$; d'une XG350 2002 à partir de 32 295 \$. Frais de transport, d'immatriculation, de préparation et taxes en sus des PDSF. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. *Aucun paiement pour 90 jours uniquement pour le financement à l'achat de véhicules 2002. Aucuns frais d'intérêt pour les premiers 90 jours à partir de la date de prise de possession du véhicule par son propriétaire. Après 90 jours, les intérêts commencent à s'accumuler et l'acheteur doit payer ensuite mensuellement le capital et les intérêts pour la période stipulée au contrat. Taux annuel de financement à l'achat de 0 % pour les modèles Accent, Elantra et Sonata 2002 pour 24 ou 36 mois, de 2,8 % pour les Santa Fe 2002 pour une période de 24 ou 36 mois, de 5,8 % pour les XG350 2002 pour une période de 24, 36 ou 48 mois. Exemple de financement : 10 000 \$ à un taux annuel de 0 %/2,8 %/5,8 % équivaut à des mensualités de 277,80 \$/289,93 \$/233,93 \$ pour 36/36/48 mois. Coût de prêt de 0 \$/437,46 \$/1128,64 \$, pour une obligation totale de 10 000 \$/10 437,46 \$/11 228,64 \$. Les offres de location et de financement à l'achat sont d'une durée limitée, sur approbation du crédit, et ne peuvent être combinées à aucune autre offre. Voir le concessionnaire pour les détails.

Automobiles Lévis Ltée
144, rte Kennedy
Lévis 833-7140

Luxoto Inc.
484, Côte Joyeuse
St-Raymond
990-0283

Ste-Foy Hyundai
2400, rue Dalton
Parc Colbert
Ste-Foy 654-9292

M. Lessard Ltée
659, boul. St-Joseph
Québec 623-5471

Ruby Auto Inc.
2272, rue Notre-Dame Nord
Thetford Mines 338-4665

Garage Jean-Roch
Thibeault
909, Mgr-de-Laval
Baie-St-Paul 435-2379

Hyundai St-Georges
10555, 1re Avenue
St-Georges Est
Comté de Beauce 228-8814

Montmagny Hyundai
150, boul. Taché Ouest
Montmagny 248-7877

Rivière-du-Loup Hyundai
289, Témiscouata
Rivière-du-Loup 862-8144

Boulevard Hyundai
40, boul. Comeau
Baie-Comeau 294-2886

Automobiles Hyundai
Matane
1560, du Phare Ouest
Matane 562-4444

Nadeau Hyundai
680 Main Street
St-Basile, New Brunswick
(506) 263-5505

Porlier Automobiles Inc.
100, Napoléon
Sept-Îles 962-1828

Gaspésie Auto Inc.
Route 132
Bonaventure Ouest
Bonaventure 534-2191

Rimouski Hyundai
375, boul. Ste-Anne
Pointe-au-Père 724-2231

Vigneau Hyundai
1199, Chemin Principal
Étang-du-Nord 986-5006

Roberge Hyundai
545, rue Clémenceau
Beauport 666-2000

LES AMÉRIQUES

Après un an, les Mexicains croient encore en Fox

MEXICO (AFP) — Après un an de pouvoir de leur flamboyant président Vicente Fox, les Mexicains ont dû constater que ses promesses électorales pour une société meilleure sont loin d'avoir été tenues, mais «veulent encore y croire» malgré la récession économique, selon les derniers sondages.

«La situation est difficile et le président a commis la grande erreur de n'avoir pas dit aux Mexicains quelle était la réalité économique du pays et qu'il ne pouvait donc pas remplir ses promesses», a résumé le gouverneur

de l'État du Yucatan, Patricio Patron, du parti Accion Nacional de Fox.

Mais, 51% des 100 millions d'habitants de ce pays, «croient encore un peu» que le gouvernement Fox parviendra à faire avancer les choses, selon un sondage du quotidien de Mexico, *Milenio*.

Au lendemain de la triomphale élection de Fox en juillet 2000 mettant fin à 71 ans de pouvoir du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), rien ne laissait prévoir que le voisin américain allait vers une récession et que le Mexique qui effectue avec ce pays 80% de

ses échanges commerciaux, allait aussitôt en subir le contrecoup.

Fox avait promis 7% de croissance annuelle pour la fin de son mandat de six ans. Il est mal parti, car elle sera proche de zéro cette année. Il avait prédit la création de 700 000 emplois, mais 230 000 travailleurs ont été mis à pied.

L'importante réforme fiscale qu'il voulait, encouragée par le FMI, est en train de s'enliser au Congrès, resté aux mains du PRI qui explique sans effort que la facture en retombera sur

les défavorisés du pays, soit 40% de la population.

Sur le plan des droits de l'homme, malgré de nets progrès, l'assassinat en octobre de la célèbre avocate et défenseuse des DH, Digna Ochoa, a semé à nouveau le doute malgré les assurances de M. Fox de «retrouver et punir les coupables». Le problème du Chiapas que Fox avait promis de régler en un quart d'heure, reste au point mort, après la «grande marche» de mars sur Mexico du sous-commandant Marcos, rentré chez lui et dont tout le monde se

demande ce qu'il compte faire après cinq mois de mutisme.

Mais, promesses mises à part, le bilan de la première année de gouvernement contient de larges éléments positifs. Pour la première fois en 20 ans, les salaires ont commencé à gagner en pouvoir d'achat, ayant grimpé plus vite que l'inflation. L'économie du Mexique est celle qui est restée en meilleur état parmi les autres grands pays d'Amérique latine tels l'Argentine et le Brésil.

Ce qui permet aux Mexicains «d'y croire encore».

Étudier l'anglais à l'Université Laval

Hiver 2002

FACULTÉ
LETRESDirection générale de la
formation continue

Cours universitaires crédités*

Du 14 janvier au 26 avril 2002

- Communication orale et écrite ou compréhension de textes
- Jour et soir : 3 heures par semaine
- Test de classement obligatoire le 14 décembre à 10h ou le 18 décembre à 10h ou à 14h

École des langues vivantes

Téléphone: (418) 656-2321
www.fl.ulaval.ca/elv

*D'autres cours d'anglais sont offerts dans le cadre des programmes de baccalauréat et de maîtrise.

Blitz en conversation (cours non crédités)

Du 28 janvier au 8 avril 2002

- Ateliers de conversation: horaire souple, petits groupes, méthodes d'apprentissage diversifiées
- Autres activités offertes: cours privés, cours sur mesure pour organisations publiques et privées

Date limite d'inscription aux ateliers: le 18 janvier 2002

Direction générale de la formation continue

Téléphone: (418) 656-3202
www.ulaval.ca/dgfc/sessionsUNIVERSITÉ
LAVALLe maïs
du Mexique
est-il encore
sauvage?La contamination
par une variété
transgénique crée
une polémique

WASHINGTON (AFP) — La découverte au Mexique de maïs sauvage contaminé par une variété transgénique a déclenché une polémique aux États-Unis, où des organisations écologistes et des scientifiques réclament à l'administration de déployer tous ses efforts pour préserver la biodiversité.

Une centaine de scientifiques et professeurs d'université américains, mais aussi mexicains, australiens et européens, ont lancé cette semaine un appel au gouvernement des États-Unis pour qu'il «emploie tous les moyens possibles afin d'empêcher la contamination du maïs mexicain (criollo) et une variété affiliée (teosinte) par des variétés génétiquement modifiées».

Pour sa part, l'organisation écologiste Greenpeace a envoyé une lettre à l'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) et au département de l'Agriculture exigeant que le gouvernement arrête immédiatement l'exportation de maïs transgénique au Mexique afin de protéger des variétés indigènes contre toute contamination génétique supplémentaire.

«La contamination de variétés de maïs indigène par des variétés transgéniques au Mexique risque de provoquer leur extinction. Si on réduit cette diversité biologique, la sécurité alimentaire future est menacée», a affirmé Doreen Stabinsky, de Greenpeace.

Le maïs est une plante originaire du Mexique où elle pousse à l'état sauvage depuis des milliers d'années. Les premières cultures de cette céréale par l'homme dans ce pays remontent à 6000 ans.

Une contamination de plantes de maïs qui poussent à l'état sauvage dans des montagnes reculées du Mexique a été découverte par des scientifiques de l'Université de Californie à Berkeley, selon une étude publiée cette semaine dans le magazine scientifique britannique *Nature*.

David Quist et Ignacio Chapela, les deux chercheurs, ont étudié l'empreinte génétique (ADN) du maïs traditionnel présent dans la Sierra de Oaxaca au sud du Mexique. Les résultats ont été comparés à deux types de maïs génétiquement modifiés produits par la société américaine Monsanto ainsi qu'avec d'autres échantillons de maïs non contaminé.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de Monsanto, Gary Barton, a souligné qu'une enquête ouverte par le gouvernement mexicain n'en est qu'à ses débuts et que les semences ayant contaminé le maïs sauvage n'ont pas nécessairement été produites par Monsanto.

«Les scientifiques ont utilisé des semences transgéniques de Monsanto comme comparaison, mais d'autres fabricants produisent également des semences transgéniques», a souligné Gary Barton, rappelant que 25% du maïs cultivé aux États-Unis est transgénique.

En outre, le maïs Bt (contenant un gène du *Bacillus thuringiensis* qui le rend résistant aux insectes, ndlr), qui a apparemment contaminé le maïs sauvage dans les montagnes du Mexique, ne pose pas de problèmes pour l'homme, étant donné qu'il est homologué pour la consommation humaine aux États-Unis, mais également au Japon et en Europe, a-t-il indiqué.

Mais les écologistes et les experts qui ont lancé l'appel au gouvernement mettent l'accent sur le risque que la contamination pose pour la biodiversité.

«La diversité génétique des plantes destinées à la consommation humaine est essentielle pour l'avenir de l'agriculture mondiale», soulignent les scientifiques dans leur appel au gouvernement, précisant que le maïs sauvage mexicain joue un rôle particulièrement important dans la préservation de la diversité génétique de cette céréale.

Le maïs
indigène
risque
l'extinction

Atmosphère paie pour vous les deux taxes!

ÉCONOMISEZ LA

TIPS

2 JOURS
SEULEMENT

JUSQU'À DEMAIN 17H

TVOQ

SUR

TOUS

les vêtements à prix régulier

ATMOSPHERE
spécialiste de plein air

Pour l'expérience

Place Ste-Foy
(Voisin de Gap)
Tél. : 780-8035

EN BREF

Eltsine décoré

■ MOSCOU — Le président russe Vladimir Poutine a remis hier à son prédécesseur Boris Eltsine la plus haute décoration russe pour son rôle dans la création de la Communauté des États indépendants (CEI) après le démantèlement de l'URSS en décembre 1991. M. Poutine a épinglé lui-même la médaille en or portant l'inscription « Ordre du mérite envers la Patrie, 1^{er} degré » sur le costume de Boris Eltsine, lors d'une cérémonie au Kremlin réunissant les 12 présidents de la CEI (l'ex-URSS moins les trois États baltes), selon les images diffusées par la télévision. M. Eltsine, 70 ans, manifestement en relative bonne forme, a salué le « courage » dont a fait preuve son successeur en prenant la décision de le décorer. « Cela a nécessité du courage, mais la Russie a compris et a soutenu cette décision », a-t-il déclaré. Célébré hier pour son rôle dans la création de la CEI, une communauté qui est restée largement théorique, M. Eltsine est aussi considéré en Russie, avec l'ancien leader soviétique Mikhaïl Gorbatchev, comme le principal « fossoyeur » d'une Union soviétique dont la majorité de la population regrette la stabilité. Boris Eltsine a remercié les Russes pour « leur patience, leur travail et leur courage ». « La Russie était, est et restera une grande puissance », a-t-il dit. (AFP)

RUSSIE
Poutine dompte les « barons régionaux »FRANÇOISE MICHEL
Agence France-Presse

■ MOSCOU — Le président du Sénat russe, Egor Stroïev, a annoncé jeudi sa démission de la Chambre haute où il devrait être remplacé par un quasi-inconnu jouissant du soutien du Kremlin, ce qui témoigne de l'affaiblissement des « barons régionaux » dans la Russie de Vladimir Poutine.

« Je n'ai pas l'intention de rester à ce poste », a déclaré Egor Stroïev (64 ans), critiquant la réforme des régions de Vladimir Poutine votée l'année dernière peu après l'élection de l'ex-agent du KGB en mars 2000 à la présidence.

La réforme des régions, qui avait pour but de restaurer en Russie « la verticale du pouvoir », a fortement réduit l'influence des *leaders* régionaux qui ne siègeront plus eux-mêmes au Conseil de la Fédération (Chambre haute) à partir du 1^{er} janvier 2002, mais y seront remplacés par des représentants.

Les 89 « sujets » de la Fédération (républiques, régions, territoires, villes de Moscou et Saint-Petersbourg) ont chacun deux représentants au Conseil.

La démission d'Egor Stroïev marque « la fin d'une époque, celle des

barons régionaux de l'ère Eltsine qui avaient des moyens et des ressources financières énormes et qui prétendaient jouer un rôle politique à l'échelle de tout le pays », estime le politologue Andreï Riabov de l'antenne moscovite de la Fondation Carnegie.

LOYAL AU KREMLIN

M. Stroïev a récusé l'idée selon laquelle le président du Conseil devait avant tout être loyal au Kremlin.

Le nouveau président « doit avant tout être loyal envers le peuple », a estimé cet ancien responsable du Parti communiste à l'époque de l'URSS, qui est gouverneur de la région d'Oriol (centre).

« La Chambre haute a été toutes ces années un organe stabilisateur et toutes les lois adoptées par cette assemblée l'ont été en fonction des intérêts

des régions et de ceux de la population », a déclaré M. Stroïev.

« Si un esprit de coterie triomphe au Conseil de la Fédération, ce sera le début de la fin de la Chambre haute », a-t-il averti.

« À partir du 1^{er} janvier, le Conseil de la Fédération sera une assemblée tout à fait différente, constituée de lobbyistes préoccupés d'intérêts économiques régionaux qui auront remplacé les hommes politiques », estime également le politologue Andreï Riabov.

CONSOLATION

En guise de lot de consolation, les gouverneurs siègent dans un « conseil d'État » où ils n'ont qu'une voix consultative.

Le remplacement de M. Stroïev, théoriquement le troisième personnage de l'État russe après le président et le premier ministre, doit être discuté le 5 décembre lors d'une séance du Conseil de la Fédération qui devrait être suivie d'un vote.

M. Stroïev devait démissionner de ses fonctions d'ici le 1^{er} janvier 2002 conformément à la nouvelle loi sur le Conseil de la Fédération, l'un des volets de la réforme régionale votée l'année dernière.

M. Stroïev, qui exerçait ses fonctions depuis janvier 1996, n'a pas voulu fai-

re de commentaires sur les candidats à sa succession, notamment sur celui qui fait figure de favori, Sergueï Mironov (48 ans).

Ce dernier représente au Conseil de la Fédération la ville de Saint-Petersbourg dont Vladimir Poutine est originaire et à l'administration de laquelle il a travaillé avant d'être appelé à Moscou.

La candidature de M. Mironov a été proposée mercredi par un groupe de 110 sénateurs pro-Kremlin.

« Le credo politique de Sergueï Mironov est très proche de celui du président », a déclaré sous couvert de l'anonymat un député de l'assemblée locale de Saint-Petersbourg, dont M. Mironov est vice-président.

GROUPE DES ANCIENS

En cas d'élection, M. Mironov rejoindra le groupe des « anciens de Saint-Petersbourg », dont le président Poutine s'est entouré comme le ministre de la Défense, celui de l'Intérieur ou celui des Finances.

« Mironov est totalement nouveau à Moscou, c'est un homme de compromis qui permettra au Kremlin de réduire d'éventuelles divergences au sein du Conseil », estime un autre politologue, Iouri Korgouniok.



6 mois gratuits

- > 200 minutes de temps d'antenne par mois
- > Messagerie vocale personnelle

Plus

- > Appareil Mitsubishi G310
- > Casque d'écoute

Le tout pour seulement

75\$

Une valeur de 239\$

Aucun contrat à signer

Abonnez-vous dès maintenant :
1 888 482-FIDO (3436)

Le paquet pour Noël



fido

www.fido.ca

Les taxes et les frais d'interurbain, d'itinérance, d'accès au réseau et de service 911 sont en sus. Détails en magasin.

LES MAGASINS

- Place Fleur de Lys
- Place Laurier, en face du magasin Le Château, 1^{er} étage
- Galeries de la Capitale, 2^e étage

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Québec :





Pas besoin de se vanter, les autres le font pour nous.



Pour la quatrième fois, la Thunderbird a été élue «voiture de l'année» par le magazine Motor Trend.
Aucune autre voiture n'a gagné plus de deux fois.



exigez recevez